



Edition 2014

Agriculture: articles de l'année 2014

Un regroupement des articles rédigés durant l'année accompagnés également de différents témoignages.

Des articles pour une agriculture durable au service du pays.

Djamel BELAID.

مهندس زراعي

CAMPAGNES LABOURS-SEMIS 2015

Les leçons du début de campagne

CAMPAGNES LABOURS-SEMIS 2015

Les leçons du début de campagne

Djamel BELAID 20.01.2016

La campagne céréalière a été marquée par une sécheresse automnale préoccupante. Elle a pu retarder les semis ou entraîner des pertes de pieds sur les semis précoces. Quels enseignements tirer ?

UNE SECHERESSE SURTOUT A L'OUEST

Les remontées d'informations en provenance des différentes wilayas montrent que la sécheresse a surtout concerné l'ouest du pays. C'est le cas de Chlef et Aïn Defla.

Dans plusieurs cas les semis ont été retardés jusqu'à l'arrivée des pluies. Dans le cas des semis d'octobre-novembre, de nombreuses parcelles ont montré des signes de dessèchement. Les plantules ont jauni puis se sont desséchées. « La culture de celui qui a semé avant le mois de décembre peut être compromise à cause d'un déficit hydrique persistant. Mais les agriculteurs qui ont semé durant le mois de décembre peuvent prétendre à une bonne production puisque les récentes précipitations leur seront très bénéfiques surtout ceux de la région est où les germes commencent à pousser », explique Omar Zaghouane DG de l'ITGC dans les colonnes du journal Horizons¹. Certes, si les graines semées en décembre germent aujourd'hui sans problème grâce aux récentes pluies, les rendements sur ces parcelles ne seront pas les meilleurs. En effet, afin d'assurer un parfait développement de la plante et notamment des racines, les semis doivent se faire en octobre-novembre et surtout pas après.

SEMER SANS DESSECHER LE SOL

Cette situation montre l'intérêt d'utiliser le non labour avec semis-direct. En effet de récents essais montrent que cette technique a le mérite de ne pas dessécher le sol. Des chercheurs ont en effet, à l'automne, arrosé artificiellement un sol et ensuite mesuré tout les jours l'humidité du sol derrière le passage de différents outils. Il est apparu qu'après le passage d'une charrue le sol ne reste humide qu'une journée tandis que derrière semis-direct le même type de sol restait humide jusqu'à 25 jours.

Or, ce type d'engins connus d'une poignée d'agriculteurs

n'est pas encouragé à sa juste mesure par les services agricoles. Quant aux concessionnaires ils préfèrent importer le matériel traditionnellement connu des agriculteurs et donc plus facilement vendable. L'espoir aurait pu venir du constructeur PMAT, mais celui-ci ne semble pas au courant de ces nouveautés puisque le dernier contrat passé avec la firme portugaise Galucho ne prévoit que la fabrication commune de charrues.

En Algérie, apprendre à semer sans dessécher le sol reste donc une entreprise de longue haleine.

DES CULTURES DE REMPLACEMENT POSSIBLES

Pour les exploitations ayant eu de forts taux de perte à la levée, la solution est d'implanter une culture de remplacement. Diverses solutions sont possibles : légumes secs ou tournesol.

A condition de disposer de semences, il est possible de semer lentilles ou pois-chiche. Ces cultures peuvent être semées jusqu'à la fin de l'hiver. De récents travaux ont montré que des semis de décembre ou janvier sont possibles. A condition de maîtriser le désherbage chimique, ce type de semis permet des gains de rendements appréciables. Dans le cas du pois-chiche on veillera cependant au risque d'anthracnose.

Dans le cas du tournesol, la même démarche est possible ; les semis peuvent s'étaler jusqu'à la fin de l'hiver. Cependant, des travaux montrent que des semis de décembre ou janvier permettent de meilleurs rendements à condition d'utiliser des variétés tardives.

Ces semis précoces s'inscrivent dans une stratégie dite « d'évitement ». Le but est de faire coïncider le cycle végétatif de la culture avec la période la plus arrosée de l'année et surtout d'éviter le risque de sécheresse printanière de fin de cycle.

Mais, si dans le cas des légumes secs les semences peuvent être disponibles, dans le cas du tournesol, la culture n'est pas encouragée par les pouvoirs publics. Enfin reste la possibilité de resemer des fourrages : orge en vert pour pâturage ou mélange de vesce-avoine ou pois triticale.

¹ « Les dernières pluies sont bénéfiques pour la céréaliculture » Le DG de l'Institut technique des grandes cultures. M Benkeddada, Horizons le 17 - 01 - 2016.

CEREALES: GRACE AU SEMIS DIRECT,

MIEUX VALORISER LES MOIS DE SEPTEMBRE ET OCTOBRE

CEREALES: GRACE AU SEMIS DIRECT, MIEUX VALORISER LES MOIS DE SEPTEMBRE ET OCTOBRE

D. BELAID 15.06.2014

Traditionnellement, en Algérie, la dernière quinzaine du mois de septembre et le mois d'octobre sont des mois de jachère. Le sol est nu, aucune culture n'est implantée. Le sol est en attente des semis automnaux de céréales ou fourrages. Selon les années, cela constitue un manque à gagner considérable. L'agronome Lucien Seguy¹ propose de revoir cet état de chose en proposant d'implanter dès la mi-septembre des mélanges de céréales. La végétation étant ensuite détruite² mais laissée sur place pour servir de couverture à la culture suivante implantée par semis direct début novembre. Cette façon de faire est-elle possible en début automne alors que les pluies sont rares?

DES SEMIS SOUS COUVERT POUR LUTTER CONTRE L'EROSION OU « COUDRE LE SOL PAR DESSOUS ».

Le but premier est selon Lucien Seguy de lutter contre l'érosion des sols. Selon cet agronome, le sol «se retrouvant nu et exposé aux agents climatiques et pire encore, non tenu par une trame racinaire efficace lorsque l'année pluviométrique est très déficitaire et la production, en conséquence, voisine de zéro ». Il suggère donc de: « tout d'abord partir des réalités où la biomasse de paille est consommée en majeure partie (exportations + ovins) et, dans ces conditions, où la surface du sol est très peu protégée, d'abord couvrir le sol par dessous par des systèmes racinaires efficaces, en succession ; ces derniers doivent : fixer le sol, refaire la porosité en favorisant l'infiltration de l'eau au détriment du ruissellement, injecter du carbone et recycler les nutriments lessivés ». C'est là une façon de faire originale: « couvrir le sol par dessous ».

Pour cet agronome du CIRAD qui a longtemps travaillé en Afrique sur des sols dégradés, il s'agit avant tout de favoriser l'infiltration de l'eau et éviter le ruissellement des eaux de pluies. C'est ce ruissellement à l'origine de ravines qui emporte la terre arable. Ainsi, dès 30 à 40 millimètres de pluie en août-septembre « il faut être prêt à semer, en semis direct, des espèces telles que : la vesce

velue, le ray grass, le radis fourrager, en culture pure ou en mélange ». Le mélange de différentes espèces étant considéré comme plus efficace « pour garantir un couvert en pluviométrie aléatoire, plus performant pour le profil cultural également ».

La technique est séduisante. On pourrait en effet lutter contre l'érosion en améliorant la stabilité structurale du sol en amenant des amendements organiques (fumier, boues résiduaires des stations d'épuration, composts d'ordures ménagères ...). Cependant étant donnée la demande en maraichage et les surfaces à traiter, faire produire par les champs leur propre protection est intéressant.

Il s'agit là d'une idée jamais émise jusque là en Algérie. Mais, à nouveau, comment installer cette précieuse couverture à la mi-septembre?

LE SEMIS DIRECT TEL UNE BLITZKRIEG, UN CONCEPT QUI BOULEVERSE LES FACONS DE FAIRE

Lucien Ségué propose d'implanter ces couverts végétaux³ juste après les premières pluies automnales. Et il a tout à fait raison. En effet, les études statistiques de la pluviométrie en région semi-aride montre l'existence d'épisodes pluvieux automnaux non négligeable. Pourquoi dans ce cas de telles couvertures n'ont-elles pas été implantées⁴? Car, dans la pratique quotidienne des exploitations, l'heure est, dans ce cas, là aux labours. Les agriculteurs sont bien contents de pouvoir retourner le sol humidifié par les pluies. La charrue pénètre mieux dans le sol et il y a moins de risques de surchauffe des tracteurs qui sinon peinent à tirer la charrue.

Dans de telles situations, les semis n'interviennent que plus tard, une fois que 2 passages de cover-crop aient permis un semblant de lit de semences. Mais cette façon de procéder fait que l'agriculteur rate là une opportunité d'implantation des cultures.

Pour remédier à cette lenteur des traditionnelles « campagnes labours-semis » et donc à cette perte d'opportunité, Lucien Ségué propose d'utiliser le semis direct. Ce type de semis est permis par des semoirs lourds qui permettent de s'affranchir des longues opérations de labour et de préparation du sol. En effet, le poids de ces semoirs permet à leurs disques ou dents de travailler juste à l'endroit où sont déposés les

semences. Mieux; le fait de ne pas retourner le sol permet une meilleure portance du sol. Les roues des tracteurs ne s'enfoncent pas dans la terre. Il est donc possible de démarrer des chantiers de semis même après une pluie.

Avec de tels engins, il est donc parfaitement de profiter de l'humidité du sol après les premières pluies. Car, selon les types de sols et les conditions locales, tous les sols ne sont pas desséchés de façon permanente au début de l'automne. On est là dans un raisonnement type « guerre éclair » qui a souvent divisé les stratèges militaires. Certains préférant la guerre de position. En agronomie, il s'agirait de s'affranchir de la pesanteur du labour pour profiter du moindre épisode pluvieux. D'autant plus que le semis direct n'oblige pas à retourner le sol comme en semis conventionnel ce qui favorise le dessèchement de l'horizon de surface.

En novembre, l'implantation rapide de la culture principale sur couvert végétal est possible grâce à un semoir pour semis direct.

LE SEMIS DIRECT POUR MIEUX RENTABILISER LA PERIODE DES PLUIES

Ces propositions sont extrêmement novatrices et encore bien loin des pratiques des agriculteurs. Pour Lucien Séguy «le semis direct ne se réduit pas à une simple couverture, protection du sol par de la paille, mais aussi, à une fixation du sol par les systèmes racinaires des cultures en succession. Ce point est aussi important, sinon plus que la protection de la surface pour résister à l'érosion et emmagasiner davantage d'eau au détriment du ruissellement ».

Cette pratique permet également de nourrir le sol avant de nourrir les hommes⁵.

Cependant, non seulement, les semoirs pour semis direct sont peu répandus mais les agriculteurs qui en possèdent n'utilisent pas toute la gamme des possibilités offertes par de tels engins. Elles consistent en une plus grande technicité qui se traduit par des itinéraires techniques nouveaux. Ces itinéraires sont plus performants que ceux actuellement pratiqués et qui s'apparentent le plus souvent à un système de cueillette. Il s'agit donc pour les cadres de terrain et les agriculteurs leaders de s'en emparer en les adaptant à leurs conditions spécifiques.

Le semoir pour semis direct est donc un outil qui peut

considérablement améliorer la vitesse d'exécution d'implantation des cultures. Outre la possibilité offerte de lutter contre l'érosion, il permet d'utiliser au mieux toute la durée annuelle de la saison des pluies et cela sur de grandes surfaces. Son incomparable avantage est de permettre des semis sans dessécher les quinze premiers centimètres du sol comme dans le cas des semis conventionnels.

A l'autre extrémité du cycle des pluies, en cas de récolte précoce (orge, fourrages, ...) selon le niveau de la pluviométrie printanière, Lucien Séguy propose de tester l'implantation de mélanges fourragers tels « les *Cenchrus ciliaris* (Biloela), les luzernes australiennes, le *Brachiaria decumbens*, le mil, le quinoa, les amarantes comestibles, l'Eleusine Coracana, les avoines à cycle

très court de Madagascar (90 jours), le sarrasin, le radis fourrager, le melilot jaune, la minette, la vesce velue (*Vicia villosa*), les sorghos muskwaris, le trèfle d'Alexandrie (Bersim), *Cajanus Cajan*, *Andropogon gayanus*, le fromental ». Il s'agit d'opportunités répétées le variables selon les années et le type de parcelles. Mais seule la souplesse d'implantation permise par le semis direct permet de saisir ces opportunités. Chose impossible en semis conventionnel.

A ce titre, plus que tout autre outil, il mérite toute l'attention du monde agricole.

1 RAPPORT DE MISSION EN TUNISIE du 29 septembre au 4 octobre 2002. Document disponible sur le site Cirad du réseau <http://agroecologie.cirad.fr> Contacts :

J.-F. Richard (AFD) • richardjf@afd.fr | L. Séguy (Cirad) • lucien.seguy@cirad.fr | K. M'Hedbi (CTC) • ct.cereales@planet.tn |

M. Ben Hammouda (ESAK) • benhammouda.moncef@iresa.agrinet.tn

2La destruction peut se faire en utilisant un herbicide ou par le passage d'un rouleau.

3On peut également imaginer y ajouter des crucifères. Leurs petites graines permettent une levée et implantation rapide.

4Signalons que des éleveurs ovins sèment des parcelles d'orge en vert en conditions sèches dès la fin de l'été en espérant bénéficier d'orages pour la levée. D'autres utilisent l'irrigation d'appoint, mais les surfaces considérées sont sans commune mesure avec celles consacrées aux céréales grains.

5L'absence de labour permet une amélioration du taux de matière organique du sol. A ce titre cette technique casse les pratiques anciennes de type « agriculture minière ».

Semis direct

En Algérie: le semis direct, une révolution technique.

Une solution séduisant en zone semi-aride.

En Algérie: le semis direct, une révolution technique.

Djamel BELAID Mis en ligne Août 2011. Réactualisé Avril 2014.

Traditionnellement, avant de semer des céréales, l'agriculteur procède au labour de sa parcelle. Des agronomes algériens proposent de s'affranchir de cette étape coûteuse en temps et en moyens matériels pour procéder directement au semis. C'est la technique du semis direct. Depuis 5 ans, dans les régions de Sétif, Oum El Bouaghi, Guelma ou Annaba, des EAC et EAI se sont déjà convertis à cette nouvelle pratique. On compte déjà une vingtaine de semoirs direct sur le terrain. Près de 7000 hectares sont concernés. L'année dernière un colloque sur la question s'est tenu à Sétif. Comment expliquer cet engouement?

EN SEMIS DIRECT, NECESSITE D'UN MATERIEL SPECIFIQUE

Cette nouvelle technique repose sur l'abandon du labour. Elle nécessite un matériel spécifique. En semis direct, il n'y a plus de travail du sol tel qu'on l'entend traditionnellement. Le labour ou l'emploi d'outils à disques du type déchaumeuse ou cover-crop est ainsi exclu. Aussi, lors du semis, le semoir doit donc disposer de disques ou de dents capables d'entamer la surface du sol afin de déposer les semences à 3 centimètres de profondeur. Ce type de semoir est donc différent des semoirs actuellement existant sur les exploitations agricoles. Il est plus lourd. Cette technique implique donc de disposer de semoirs spécifiques. Des exploitations se sont déjà équipées en semoirs Kuhn, Seméato, Sola. Ces semoirs coûtent en moyenne 3 fois le prix d'un semoir ordinaire¹. PMAT est en pourparlers avec la société espagnole Sola afin de réaliser une production locale de ces engins.

Une autre contrainte apparaît avec l'abandon du labour. En retournant la terre, celui-ci permet d'éliminer les mauvaises herbes déjà installées à l'automne. Le semis direct implique donc obligatoirement une lutte chimique contre ces adventices déjà présentes au semis. L'exploitant désirant passer au semis direct doit donc impérativement disposer d'un pulvérisateur afin de réaliser à un désherbage chimique. Une autre solution consiste à procéder à un désherbage mécanique en utilisant une herse étrille².

AVEC LE SEMIS DIRECT MOINS D'EROSION

En climat méditerranéen, les sols sont fortement sensibles à l'érosion. Sur les hauts-plateaux, il est fréquent d'observer sur les sols en pente, des ravines; signes d'érosion. L'érosion peut emporter de 2000 à 4000 tonnes de terre par km² et par an. A l'échelle de temps humaine, ce sol qui est emporté par les pluies n'a pas le temps d'être régénéré.

Or, le semis direct est considéré par les spécialistes comme une technique permettant la conservation des sols.

Le labour est remis en question dans différentes régions du monde. Ses détracteurs l'accusent, à juste titre, de favoriser la minéralisation de la matière organique du sol, de ne pas respecter la biologie du sol et donc de favoriser l'érosion.

Un universitaire algérien, le Pr M.KRIBAA a montré, dès 2001, que dans nos conditions climatiques et pédologiques, les techniques conventionnelles dégradent fortement la matière organique du sol. Or, cette matière organique protège le sol contre l'érosion. Certes, cette dégradation se traduit par une minéralisation de la matière organique et donc la production d'éléments minéraux bien utiles à la plante. Mais, il existe un autre moyen d'apporter ces précieux éléments: en utilisant des engrais. On préserve ainsi, le capital organique du sol si bénéfique pour la rétention d'eau.

Car, il faut rappeler que l'agriculture coloniale a été, avant tout, une agriculture « minière ». Contrairement à l'aire du fellah, la charrue en acier des colons a permis d'exploiter des couches de sols plus profondes et donc plus riches en matière organique. La minéralisation de cette matière organique qui s'était accumulée pendant des siècles a permis au colon de ne pas utiliser d'engrais. Les agronomes de l'époque s'émerveillaient du fait qu'il suffisait de travailler le sol plus profondément et plus souvent pour que les rendements augmentent et cela sans le moindre sac d'engrais. Actuellement, si l'utilisation des engrais progresse, la dent du mouton pâturant après la récolte, ne laisse aucun brin de paille sur le sol. A part les racines, le sol n'est pas enrichi en cette précieuse matière organique si protectrice pour nos sols.

Dans certaines régions, les sols sont très peu profonds, la pluviométrie faible et irrégulière. Après les 40 centimètres de terre arable, le calcaire de la roche mère

apparaît. Les racines des cultures ne peuvent trouver dans ces conditions toute l'eau et les minéraux nécessaires à une bonne croissance. Les rendements sont faibles. Dans de telles conditions, le labour s'avère non seulement une opération qui dégrade le sol mais également économiquement non rentable. Les agronomes présents au sud de Sétif notent même des phénomènes d'érosion éolienne. Dans de tels sols, le labour n'aurait que pour effet de remonter des pierres et assécher les premières couches du sol.

SEMER DIX FOIS PLUS VITE

Dans les exploitations agricoles, la période labour-semis des céréales est l'occasion d'une pointe de travail à l'automne et de retards dans l'exécution des semis. Souvent on attend les pluies pour commencer les semis. Il est vrai que labourer un sol trop sec demande des efforts au matériel. Les moteurs chauffent et les tracteurs sont usés prématurément. Chaque variété de blé et d'orge possède une période idéale de semis. Passée cette période, les rendements chutent. Or, le semis direct permet une meilleure flexibilité dans l'organisation des chantiers de semis.

Les exploitations agricoles manquent de tracteurs pour labourer, affiner le sol et semer. Il y a bien sûr un manque de tracteurs mais aussi un manque de tracteurs puissants. De ce fait, les tracteurs ne peuvent tirer que des outils de faible largeur. Quand on sait que les parcelles à semer sont de l'ordre de la dizaine d'hectares et plus, on peut imaginer la lenteur des travaux. Or, répétons le, passée la date optimale de semis, le rendement du blé diminue.

Le secteur agricole est par ailleurs, tourné vers la résorption de la jachère. Sur les hauts-Plateaux, traditionnellement seule une moitié de la superficie d'une exploitation est semée en céréales. L'autre moitié n'est pas semée; elle est laissée en jachère. Les surfaces en jachère sont certes pâturées par les troupeaux de moutons mais c'est autant de terres non semées en céréales ou fourrages.

Réduire les importations alimentaires implique donc de réduire les surfaces en jachère. Mais cela a pour corollaire de travailler plus de surfaces.

Or, le semis direct permet d'accélérer la vitesse des chantiers de semis. Un chantier conventionnel sur 100 hectares conduit de façon optimale demande 63 jours de travail contre 6 jours pour un chantier en semis direct. Certes, tous les chantiers de semis ne comptent pas 3 passages de cover-crop après labour et un roulage après semis. Il existe bien des itinéraires techniques moins sophistiqués. Mais, quelque soit le niveau de sophistication de l'exploitant, le semis direct permet une nette économie en moyen de traction³.

LE SEMIS DIRECT UN MOYEN POUR

ECONOMISER L'EAU DU SOL

Mieux, le semis direct permet également une meilleure utilisation de l'humidité du sol par réduction de l'évaporation de l'eau de pluie.

En conduite classique, afin de ne pas être pris de cours, l'agriculteur est parfois amené à travailler le sol dès le mois de septembre, voire dès le printemps lorsqu'il s'agit d'un labour de jachère. Or, cette pratique en sol sec est usante pour le tracteur: la charrue peine à retourner le sol sec et le moteur du tracteur chauffe. Le semis direct permet de ne commencer la campagne de semis qu'au moment optimum: octobre-novembre après de premières pluies. Le semis direct n'entraînant pas de retournement de sol, il y a une meilleure conservation de l'humidité du sol. En effet, des agronomes ont montré qu'un simple passage de cover-crop provoque une perte de 10 millimètres d'eau emmagasinée dans le sol.

Les travaux réalisés dans la Mitidja montrent que fin mai, les parcelles en semis direct présentent un taux d'humidité de 10,7% contre 9,7% en semis conventionnel et de 8,4% début juin en semis direct contre seulement 7,1% en semis conventionnel. Ces différences apparaissent minimes. Cependant, il s'agit là d'un moment crucial pour le blé. C'est à ce moment là que les réserves d'amidon accumulées dans les feuilles migrent vers les grains. Cette migration ne peut se faire que si la plante dispose d'assez d'eau. Les agronomes ayant menés les essais expliquent cette meilleure humidité du sol par une réduction de la porosité du sol. Selon O. Zaghouane de l'ITGC, le labour crée des vides (pores) dans le sol, ce qui favorise l'évaporation du sol.

Par ailleurs, en cas de fortes pluies automnales et d'arrêt des semis, un chantier de semis direct peut être réouvert plus rapidement. En effet, le temps de ressuyage du sol est plus court puisque le tracteur roule sur un sol non remué; il y a moins de boue.

UNE TECHNIQUE HAUTEMENT RENTABLE

Des essais menés de 2006 à 2008 en conditions semi-arides montrent des rendements moyens de 13,2 qx/ha en semis direct contre 10 qx/ha en semis conventionnel. Comme les frais mobilisés pour implanter la culture sont bien moins élevés qu'en semis conventionnel, le semis direct présente donc une nette rentabilité.

La ferme pilote de Sersour au sud de Sétif pratique le semis direct sur de grandes parcelles. L'analyse économique montre des résultats en faveur de cette nouvelle technique. En semis conventionnel, les charges totales sont de 13 400 DA à l'hectare contre seulement 9700 DA/ha en semis direct. Ce qui permet un produit de 21 000 DA/ha contre seulement 6900 DA/ha en semis conventionnel. Cela est à imputer aux

frais de mécanisation qui passent de 8700 DA/ha à 4500 DA/ha suite à la réduction du nombre de passages de tracteur pour travailler le sol. Selon A. Bouguendouz, ingénieur agronome à la ferme de Sersour, la campagne de semailles ne prend plus que moitié du temps par rapport à l'ancienne méthode.

On peut ainsi comprendre que la technique du semis direct ne soit plus restée cantonnée aux seuls essais et que des agriculteurs l'adoptent. Il faut également noter l'efficace travail de vulgarisation menés par les cadres de l'ITGC. Afin de mieux faire circuler l'information entre universitaires, stations de recherche, et agriculteurs une association « Trait d'Union pour une agriculture Moderne » a même vu le jour à Sétif. L'ATU se propose de « rapprocher le chercheur du terrain pour mettre à l'épreuve les résultats de sa recherche, en tant que prestataire de services, et aider l'agriculteur, en tant que client de la recherche, à identifier, hiérarchiser et formuler ses problèmes pour les soumettre au chercheur ».

La technique du semis direct présente l'avantage d'améliorer le revenu des agriculteurs tout en conservant les sols. Cette technique ne se conçoit pas sans désherbage chimique et semoirs adaptés. Après la charrue d'acier qui a remplacé l'araire en bois dans les années 1800, le semoir en semis direct pourrait bien à terme totalement la remplacer. A ce titre, le semis direct constitue une véritable révolution technique

1Il existe des semoirs syriens construits avec l'aide d'experts internationaux. De son côté le Maroc a débuté la production de prototypes. Enfin, l'ex-Cemagref propose avec l'Afdi un prototype de semoirs ne nécessitant que peu de force de traction. Le prix de ces modèles est bien inférieur aux semoirs européens.

2Une herse étrille est constituée de dents vibrantes. Telle un peigne la herse étrille passe sur l'ensemble de la culture et élimine les plantules de mauvaises herbes. Une vidéo est visible sur le site www.arvalis.fr

3Le semis direct est à recommander aux unités de motoculture des CCLS. Il leur serait ainsi possible d'ensemencer plus de surfaces.

CAMPAGNE CERELIERE 2013-2014:

MISSION IMPOSSIBLE POUR LE DG DE L'OAIC.

CAMPAGNE CERELIERE 2013-2014: MISSION IMPOSSIBLE POUR LE DG DE L'OAIC.

D.BELAID 7.09.2014

A la mi-mai 2014, Mr Mohamed BELABDI, DG de l'OAIC, lors d'une déclaration à l'APS indiquait qu'on pouvait s'attendre à « une hausse remarquable de la production au niveau national ». Comme chacun le sait, la récolte nationale de céréales a été bien en deçà des 60 millions de quintaux espérés. Retour sur un loupé.

L'OAIC: UNE ERREUR DE JEUNESSE

Loin de nous d'accabler qui que ce soit et notamment le DG de l'OAIC. Essayons par contre d'analyser ce qui a manqué lors de cette campagne céréalière.

Une évidence. Il a manqué de l'eau. Alors que le côté nord de la Méditerranée recevait des précipitations abondantes, celles-ci ont été capricieuses en Algérie. Dans certaines zones, au printemps, il a manqué une centaine de millimètres de pluie par rapport à la moyenne.

Question. Quand on a la lourde tâche d'administrer un pan important de la filière céréales, ne faut-il pas prévoir les risques de sécheresse et y palier par des moyens techniques? D'autant plus que ces sécheresses printanières, selon les régions, arrivent en moyenne 2 années sur 5?

Depuis plusieurs années, l'OAIC et ses partenaires ont réagi au déficit chronique qui menace les céréales. Un ambitieux programme d'irrigation d'appoint est en cours. Cette année, l'OAIC indiquait des capacités d'irrigation d'appoint installées sur 600 000 hectares avec la volonté d'arriver à moyen terme à un million d'hectares.

Aussi pourrait-on demander, pourquoi un recul de la production nationale s'il a été possible d'irriguer 600 000 hectares de céréales? L'explication est à rechercher à deux niveaux. Tout d'abord, vendre aux céréaliers le matériel nécessaire afin d'irriguer la surface annoncée n'indique pas que 600 000 hectares ont été effectivement irrigués. Un céréalier peut avoir acheté la motopompe et l'enrouleur sans que ce matériel ait pu être immédiatement installé. Ensuite, l'eau d'irrigation est distribuée selon des quotas liés au remplissage des barrages. Que le niveau de ces barrages baisse et l'agriculteur se voit contraint de réduire ses prétentions d'irrigation. Des études fines s'imposent à ce niveau afin de dresser la part des potentialités d'irrigation et

celle des effectivement mise en place mais aussi afin de connaître les stratégies mises en place par les céréaliers. Parfois, ils préfèrent lâcher leurs moutons sur les céréales dès qu'ils estiment que la sécheresse est arrivée à un point de non retour.

Mais surtout, si 600 000 hectares sont irrigables, et il faut féliciter l'OAIC et ses partenaires pour ce résultat, ce chiffre est à ramener à la surface emblavée en céréales. Or, celle-ci selon l'OAIC, s'est établie à 3 400 000 hectares cette campagne. Tous les hectares de céréales sont donc loin d'être concernés. Précisons à ce propos qu'il ne s'agit pas d'une irrigation continue comme dans le Sud en climat aride, mais d'une irrigation d'appoint en zone semi-aride.

Ce sont donc 2 800 000 hectares de céréales qui restent menés en sec. En pronostiquant très tôt, une augmentation de la production nationale l'OAIC a donc pêché par orgueil. Cela s'apparente à une erreur de jeunesse.

UN CONTEXTE EXCUSABLE, MAIS...

L'erreur de pronostic de l'OAIC est compréhensible. Cet office et sa direction n'ont pas ménagé leur efforts pour mettre à la disposition des céréaliers des semences, des tracteurs, des semoirs, des engrais, des herbicides, des insecticides, des fongicides et un matériel de récolte ultra-performant.

Fort de ce travail, la direction de l'OAIC pouvait objectivement s'attendre à une amélioration de la production nationale de céréales. Le problème vient des céréales menées en sec sur ces fameux 2 800 000 hectares.

Question. Etait-il possible techniquement, et sans irrigation d'appoint, d'arriver à une production honorable dans les zones affectées par des sécheresses printanières? Force est de répondre que oui. Nous pesons nos mots: sans toutefois arriver à des rendement mirobolants, avec les moyens agronomiques relativement simples, il aurait été possible de récolter plus.

La technique en question s'appelle non-labour avec semis direct. Cette technique testée au Maroc depuis une quinzaine d'années par une équipe d'agronomes dirigée par le Pr Rachid M'RABET donne des résultats honorables (voir ses travaux en ligne). A tel point que ces dernières années, il a même été invité à Sétif lors

d'un séminaire consacré à ces nouvelles méthodes de culture des céréales. Au Maroc, mais également en Tunisie les surfaces consacrées au semis direct progressent. Elles seraient de l'ordre de la dizaine de milliers d'hectares. Avant la tragédie actuelle, en Syrie 60 000 hectares étaient emblavés en semis direct. En Algérie, un groupe de pionniers tente de la vulgariser. Cette technique présente l'énorme avantage de permettre d'économiser l'eau emmagasinée dans le sol. Ainsi, le céréalier ne pouvant apporter une irrigation d'appoint pourrait ainsi à l'avenir réduire les effets des sécheresses printanières et de celles à venir avec le réchauffement climatiques

Mais, ce qui a manqué cette campagne, c'est que l'OAIC et son réseau de CCLS dispose des moyens pour proposer cette technique aux agriculteurs.

TECHNIQUE DU SEMIS DIRECT POURQUOI CE RETARD DANS SON EXTENSION?

Comment expliquer que l'OAIC n'ait pas proposé le semis direct au niveau de ses unités motocultures? Et comment expliquer qu'agriculteurs et cadres techniques algériens connaissant cette technique n'aient pas alerté l'OAIC? Précisons que pour équiper les unités motoculture des CCLS, cet office s'est engagé dans un programme d'achat de plusieurs milliers de semoirs conventionnels incapables de réaliser un semis direct.

Arrêtons nous un instant sur ce point. Précisons qu'il ne s'agit nullement de polémiquer mais de comprendre le cheminement de la pensée agronomique et de sa mise en application. Répétons les données du problème. Nous cultivons 2 800 000 d'hectares de céréales en sec. Il existe une technique relativement simple et peu coûteuse qui permet de réduire les effets de la sécheresse et nous ne l'appliquons pas. Alors que nos voisins le font.

Précisons à ce propos l'excellent travail de l'OAIC et de ses partenaires afin de développer l'irrigation d'appoint des céréales. La direction actuelle de cet Office met en place une politique efficace d'augmentation de la production en s'attaquant à une question pratiquement vierge depuis l'indépendance.

Cette question mérite des mémoires de fin d'études et des thèses d'étudiants en sociologie rurale. Essayons donc d'apporter des pistes de réflexion.

1-L'OAIC possède-t-elle une cellule agronomique qui s'occupe de veille scientifique? Existe-t-il en son sein un groupe d'agronomes qui analyse les techniques les plus aptes en zones semi-aride et les recommande à la direction? Comment expliquer l'excellent travail sur l'irrigation d'appoint et ce qui s'apparente à une impasse concernant le semis direct?

2-Il faut dire que le semis direct implique l'utilisation de semoirs spécifiques importés dont le prix peut aller jusqu'à trois fois celui des semoirs classiques. Précisons cependant qu'avec l'aide d'experts internationaux le Maroc et la Syrie tentent de produire leurs propres semoirs. Selon la presse nationale, PMAT aurait commencé à importer des semoirs pour semis direct de marque SOLA. A notre connaissance les concessionnaires privés n'importent pratiquement que des semoirs conventionnels.

3-Utiliser le semis direct implique la maîtrise de la lutte contre les mauvaises herbes. Cela par voie chimique avec l'emploi d'herbicides et de pulvérisateurs ou par voie mécanique en utilisant des herse étrilles notamment. On, le voit, cela nécessite du matériel et une certaine maîtrise technique. Le passage au semis direct ne peut donc être que graduel.

4-Les agriculteurs et les cadres techniques de l'agriculture n'ont pas d'organisation professionnelle assez forte pour imposer des choix techniques aux décideurs ou du moins forcer la main à ces derniers en les proposant à leurs adhérents. Par ailleurs, en Algérie, il n'existe pas de véritables coopératives céréalières, avec achat de parts sociales par des agriculteurs, et direction nommée par les agriculteurs eux-mêmes, seul moyen d'une autonomie paysanne.

EN GUISE DE CONCLUSION PROVISOIRE

Le recul de la production céréalière illustre nos carences. Ces carences sont collectives. Il serait illusoire de jeter la pierre à un quelconque membre de la filière céréales.

A ce jour, il nous semble que l'OAIC a eu une démarche volontariste en matière de lutte contre les risques de sécheresse. Elle y a répondu avec la technique la plus logique, celle de l'irrigation d'appoint. Par ailleurs, durant la campagne cet office a assuré a eu le mérite d'assurer la totalité de la logistique des intrants: semences, engrais et phytosanitaires. Cela sans compter l'aspect prestation de service (labour, semis, récolte).

L'heure est au développement du semis direct. Des pays comme l'Australie l'ont définitivement adopté sur toute la surface du pays. Bien sûr avec ses unités motoculture et sa couverture du territoire nationale l'OAIC et ses CCLS est en première ligne pour proposer cette technique particulièrement économe en eau.

Cependant, la mise en oeuvre du semis direct nécessite la collaboration de toute la filière. Sans quoi ce sera à nouveau mission impossible pour l'OAIC et pour son DG Mr Mohamed BELABDI qui n'a pas ménagé ses efforts.

RECOLTE 2014, ANNEE SANS ECLAT. QUE FAIRE?

Analyse et propositions concrètes d'un agronome français...

RECOLTE 2014, ANNEE SANS ECLAT. QUE FAIRE?

D. BELAID 4.08.2014

Au moment où il serait question d'une récolte de seulement 30 millions de quintaux contre le double attendu, on peut se demander que faire. Que faire pour augmenter la production? Irrigation d'appoint, semis direct, meilleure logistique... Les solutions sont variées. Nous souhaiterions mettre l'attention sur les études pratiques de terrain, tel le document que nous proposons ci-après. Il s'agit d'un rapport de mission en Tunisie "MISSION d'APPUI A L'APAD TUNISIE" rédigé par Michel RAGUIN suite à la mission du 17 au 20 Février 2009.

C'est ce genre d'analyse technique de terrain qui fait avancer les choses.

3. Bilan technique des parcelles visitées1

La contrainte majeure est la disponibilité et la bonne répartition de l'eau en agriculture pluviale. En prenant l'exemple de cette année, l'automne très sec n'a pas favorisé une bonne levée de la flore adventice avant le semis (destructible avec un traitement à base de glyphosate). Notons que le prix du glyphosate est passé, en l'espace d'un an, de 6 à 10 dinars en moyenne le litre.

Les levées de blé irrégulières et souvent tardives, suivi d'un hiver très pluvieux avec beaucoup de difficultés pour effectuer les interventions à temps, vont probablement réduire le potentiel.

On constate aujourd'hui des parcelles n'ayant pas pu être désherbées au bon stade, infestées de graminées, principalement des ray-grass dans la région de Mateur, résistants aux familles chimiques FOP et Sulfonylurées qui posent problème quant à la réponse chimique. Il faut attendre le ressuyage des sols et une remontée des températures pour envisager un traitement efficace et sans risque de phytotoxicité.

On note également la présence de ray-grass développés par tâches sur des bordures de parcelle, il est toujours difficile de concilier le seuil de nuisibilité dans la culture et la gestion du stock semencier. Dans ces situations, il serait préférable de réaliser un désherbage antigraminées, le produit habituellement

employé est l'Amilcar (Metsulfuron et iodosulfuron) dans la plupart des cas utilisé à la dose de 200 grammes au lieu de 330 grammes homologués.

3. 1. Quelles solutions pour lutter contre le ray-grass ?

3.1.1. Les Rotations : un des piliers du Système semis Direct

La plupart du temps on retrouve des densités importantes de ray-grass dans les parcelles de blé sur blé. Les rotations apportent des solutions pour bien maîtriser le stock semencier. Il faut bien garder en tête que la marge économique doit être lue sur une rotation et non pas sur une seule culture. Un agriculteur a choisi une variété de blé à fort développement végétatif pour essayer d'étouffer les plantules de ray-grass.

Il est clair que la rotation blé sur blé en SD s'expose à une double difficulté : les repousses de l'année précédente et une gestion plus compliquée des mauvaises herbes. Les précédents légumineuses (féverole ou fenugrec) ne posent pratiquement jamais de problème de ray-grass si celui-ci a bien été contrôlé dans la culture précédente.

3.1.2 La lutte chimique

La réussite d'un traitement herbicide dépend de 4 facteurs :

- # Intervenir au stade plantule de la mauvaise herbe.
- # La culture doit être en bon état végétatif.
- # Un bon réglage du pulvérisateur : que le débit soit le même pour chaque buse bien placer la rampe 70 cm au dessus de la cible avec des buses à 80°, taille et nombre des gouttelettes.
- # Respecter les conditions météo : hygrométrie > à 60%, vent nul ou faible.

Plus la population d'adventices est élevée, moins l'efficacité d'un produit sera bonne et ce, même à dose pleine. (notion de densité / m²)

Pour illustrer les notions de densité / m², avec un traitement au chlortoluron réalisé en France le même jour et à la même dose, l'efficacité est de 95% avec une densité de 200 plantes/m² et de 50% seulement avec une densité de 450 plants de RG / m². Le surpeuplement peut nécessiter un deuxième traitement avec un autre produit. A mon avis, des désherbages anti-graminées précoces au stade plantule de la mauvaise herbe seraient une première étape de travail.

Face aux résistances des ray-grass aux Fop et Sulfonylurées dans certaines exploitations de Mateur, plusieurs stratégies de lutte chimique sont envisageables :

Chlortoluron : molécule de la famille des urées substituées, utilisable au stade 3 feuilles en bon état végétatif du blé entre 1500 et 1800 grammes de matière active (dosage à 500 g /litre). Le blé dur peut être désherbé au chlortoluron sans grand risque de phytotoxicité lorsque les températures descendent près du zéro après le traitement.

Pinoxaden : Nouvelle molécule et nouvelle famille chimique (les Den) de Syngenta mais qui n'est pas encore homologuée en France. Naceur Tej a déjà testé cette molécule sans avoir obtenu un bon résultat, il ne faut toutefois pas négliger cette solution en revoyant le protocole d'application.

Prosulfocarbe : molécule que l'on trouve dans la spécialité commerciale « Défi » qui n'est pas encore homologuée en France sur blé dur. A titre expérimental on peut utiliser le « Défi » à la dose de 3 litres par hectare au stade 1 à 3 feuilles. Attention aux températures négatives et aux sols filtrants, on risque des phytotoxicités sur le blé.

Salah Lamouchi a essayé le « Défi » sur une bordure de parcelle mais le traitement a été suivi d'une pluie avec un lessivage probable du produit.

Chlortoluron et Prosulfocarbe en programme : on peut techniquement faire une application de 1500 g de Matière active de Chlortoluron en post-semis / prélevée puis 3 litres de « Défi » au stade 2- 3 feuilles du blé. Ne pas les mélanger.

Ces alternatives chimiques pourraient faire l'objet d'une plate forme d'essai pour la prochaine campagne en conservant bien sûr les Fop et les Sulfonylurées dans le protocole. Le semis direct offre également des opportunités de lutte contre le ray-grass avec le traitement au glyphosate avant le semis. Sur la plate forme d'essai comparatif SD et Conventionnel chez Naceur Tej on constate (avant le traitement anti-graminées) qu'en :

Conventionnel : densité importante de plants RG répartis sur toute la surface.

Semis Direct : densité importante seulement sur les andains de paille de l'année précédente, dans les autres parties il n'y a presque pas de RG

Semis Direct Blé/Blé : Ray-Grass sur andains de paille (N-1)

3. 2. Comment gérer la destruction du chiendent, du

liseron et du brôme ?

Dans certaines parcelles on note la présence par tâches de chiendent de type *Cynodon dactylon* et de Liseron des champs (*Convolvulus arvensis*) qui sont généralement difficiles à détruire.

On peut préconiser 6 litres de glyphosate par hectare (dosé à 360 grammes) en sève descendante (inversée) en fin d'été mais à cette époque, les troupeaux voisins ayant brouté toute végétation, le traitement devient inefficace puisqu'il n'y a plus de surface foliaire !

L'augmentation actuelle du prix des produits phytosanitaires dont le glyphosate doit nous conduire à chercher d'autres alternatives pour le futur. Par exemple, le liseron s'installe en période estivale et la mise en concurrence avec un couvert végétal peut réduire son développement.

Le brôme, apporté la plupart du temps dans les sacs de semences certifiées (sacs en toile de jute dans lesquels le brôme se pique) semble avoir été bien contrôlé avec la spécialité commerciale « Apyros » (matière active Sulfosulfuron) ou Monitor de chez Monsanto. Une des causes des infestations de mauvaises herbes dans les parcelles est la dissémination des graines par les moissonneuses-batteuses mal nettoyées.

3. 3. Problématique des Blés sur Blés en Semis Direct ?
Le contexte économique favorable au cours du blé dur en Tunisie bouleverse quelque peu les bonnes pratiques agronomiques. Le prix du blé dur fixé par l'Etat Tunisien pour la récolte 2009 est de 43 Dinars + 15 Dinars de prime (pour une livraison avant le 31 août) soit 58 dinars le quintal. Les agriculteurs ont emblavé des surfaces en blé dur plus importantes que les années précédentes afin de profiter de cette opportunité économique.

Dans les situations de parcelles en blé sur blé, beaucoup d'exploitations visitées ont de grosses difficultés à semer à profondeur régulière à cause des amas de paille. La semence reste en surface ce qui fait le bonheur des fourmis qui entassent les graines !

La première solution serait d'équiper les moissonneuses-batteuses d'éparpilleurs de menues pailles afin d'obtenir une bonne répartition sur le sol. Notons que le problème des résidus de récolte se pose également avec d'autres cultures comme la féverole malgré le prélèvement des pailles.

Il semblerait que les semoirs équipés avec 2 lignes de semis posent moins de problème car ils ont plus de dégagement.

La deuxième solution serait d'essayer de faire un passage de broyeur de pailles.

En présence de résidus de récolte importants, on a tendance à mettre plus de pression sur les disques et à mettre trop profond pour ne pas laisser de graines à la surface, ce qui a pour conséquence des pertes à la levée significatives.

Pour faire face à ces difficultés, plusieurs agriculteurs ont fait le choix d'un passage de cover-crop avant le semis en utilisant le semoir SD. Dans ces conditions on remet en cause le Système Semis Direct dans son principe de « Non perturbation du sol » et les acquis de lutte contre l'érosion et d'amélioration de la fertilité du sol.

3. 4. Favoriser les Rotations longues

Le Semis Direct est avant tout un Système d'exploitation qui repose sur la rotation des cultures en produisant le maximum de biomasse (Feuilles et racines) dont le seul but est d'aider au bon fonctionnement du sol de par une vie microbienne plus active.

Augmenter le taux de matière organique de son sol c'est aussi et surtout augmenter la capacité de stockage du « garde manger » dont la plante aura besoin. La fixation des éléments minéraux sur le complexe argilo-humique est étroitement liée au taux de matière organique et d'argile.

L'Alternance graminées, légumineuses, oléagineux et cultures fourragères limite la propagation des champignons et des semences de mauvaises herbes mal contrôlées dans la culture précédente restés sur le sol.

Face à l'envolée des cours des engrais azotés, les légumineuses permettent de réduire les charges des cultures suivantes par les reliquats azotés. Les exploitations qui ont un élevage ovin et/ou bovin peuvent plus facilement valoriser le sorgho et la gamme de légumineuses avec des plantes comme le sulla, le bersim, la luzerne, etc...

Le sulla (Légumineuse à fort développement végétatif)

La féverole qui est la légumineuse dominante en

Tunisie ne doit pas revenir trop souvent dans les parcelles afin d'éviter l'infestation en orobanche (qui vit en parasite sur les racines de la féverole, chaque pied peut produire 100 000 graines à pouvoir germinatif très long).

Une exploitation de Béja ne parvient pas à solutionner la propagation de l'orobanche, la stratégie choisie a été de retarder le semis de la féverole au maximum en laissant germer les graines d'orobanche présentes sur le sol et de faire un passage de cover-crop recroisé avant le semis.

Cette solution n'entre pas dans une logique SD, on peut envisager un traitement au glyphosate (360 g/litre) à la dose de 0,167 litre/ha dès l'apparition des premières fleurs suivi d'un deuxième traitement 14 jours plus tard, ce protocole donne d'assez bons résultats à condition de respecter le délai prescrit entre les deux traitements. Dans le choix des cultures, les plantes à racine pivotante sont à privilégier pour leur action sur la structure du sol.

Le colza conviendrait très bien dans la zone sub-humide (Mateur, Jendouba, Béja), d'autant plus que cette culture a déjà été testée en collaboration avec le CETIOM en donnant de bons résultats. Le colza serait un excellent précédent pour le blé.

Le tournesol oléagineux pourrait également être une opportunité si une filière se mettait en place et ce, malgré la production de tournesol à grosses graines qui est cultivé manuellement avec un rendement pouvant atteindre 500 kg / ha (densité 5000 pieds / ha) à 4 dinars le kg !

La graine de colza et de tournesol peut-elle intéresser les tritrateurs Tunisiens qui pourraient valoriser les tourteaux auprès des éleveurs ?

IMMISSION d'APPUI A L'APAD TUNISIE Réalisée par Michel RAGUIN 17 au 20 Février 2009 Dans le cadre du projet « Animation du Réseau Méditerranéen RCM et renforcement des capacités des groupes de base pour la promotion de l'Agriculture de Conservation »

ALGERIE, LA DECENNIE DE LA DERNIERE CHANCE

Une analyse lucide

ALGERIE, LA DECENNIE DE LA DERNIERE CHANCE

Djamel BELAID 2014

Sans vouloir jouer les déclinistes à la Nicolas Baverez, Abdelhak Lamiri un économiste bien de chez nous a récemment tiré la sonnette d'alarme avec un livre qui devrait être sur la table de chevet de tout Algérien disposant d'une once de pouvoir dans les institutions de ce pays.

Un livre au titre sans équivoque: «*décennie de la dernière chance: Emergence ou Déchéance de l'Economie Algérienne* ?[7]».

Retenons ce passage de l'introduction. « La situation présente l'exige. Nous sommes sur un fil de rasoir. Quelques décisions malencontreuses plus tard et nous basculerons vers un enfer qu'on n'a jamais vécu, même durant la décennie noire. Tout le monde y laissera des plumes. Surtout ceux qui ont amassé des fortunes mal acquises placées sous d'autres cieux. Ils seront les premiers visés. Le citoyen moyen sera durement et durablement touché, victime innocente de décisions qu'il n'a jamais prises. Par contre, la décennie de la dernière chance si par bonheur, des choix judicieux sont faits ; alors, les quelques petits sacrifices éphémères consentis induiront quiétude et bien être pour tous. Tel

est le message de cet ouvrage. Il est porté sur l'action ». Le message est si fort que l'auteur du livre a été reçu par le premier Ministre.

En matière de céréales, notre dream team a accompli des exploits. Néanmoins, il lui reste du pain sur la planche. En témoigne cette remarque de Si Aït Abderrahim Mahmoud, agriculteur : « *Il faut passer des heures et des heures à attendre même des nuits aux portes des docks pour constater que la dream team à encore du travail sérieux à faire* ».

[1] Plat traditionnel en bois.

[2] Blé concassé mis dans la chorba. Que ceux qui ne connaissent que le vermicelle essayent le frik.

[3] www.unido.org/fileadmin/user...we.../interno_web_DEF.pdf
Diffusion de la démarche cluster dans trois pays du Maghreb.

[4] Mr Aït Abderrahim Mahmoud. Agriculteur in « Paysans d'Algérie ».

[5] www.dz-trucks.com/78_toufik-trailer

[6] <http://youtube.be/OSbD9ZsYSDs>

[7] La décennie de la dernière chance: Emergence ou Déchéance de l'Economie Algérienne ? escalger.wordpress.com/.../la-decennie-de-la-derniere-chance-emergence... 21 févr. 2014 – Pr. Lamiri Abdelhak (Enseignant chercheur à l'Ecole Supérieure de commerce d'Alger).

DREAM TEAM CEREALES, DU NOUVEAU.

Ou comment apprendre à jouer collectif.

DREAM TEAM CEREALES, DU NOUVEAU.

Ou comment apprendre à jouer collectif.

Djamel BELAID 22.05.2014

Au risque de désespérer certains, quelques échos de notre dream team céréales. Pourquoi dire « désespérer » ? Car, si « globalement » il y a de relatifs progrès, combien de dysfonctionnements sont visibles sur le terrain. Notre propos n'est pas d'essayer de les cacher. Mais nous n'oublions pas les efforts quotidiens de cadres pour qui le « patriotisme économique » n'est pas un vain mot. Ces cadres se battent pour trouver des solutions spécifiques dans un environnement administratif parfois lourd. A ce titre ils méritent toute notre considération. Rendons hommage à leurs efforts, à leur persévérance. Malgré l'adversité, ils ne renoncent pas. A ce titre, ils sont notre « Dream Team ».

DREAM TEAM : FARINE MIXTE DE FARINE ET SEMOULE

Chacun sait que nous produisons plus facilement du blé dur (BD) que du blé tendre (BT). Le BD est mieux adapté aux conditions locales de déficit hydrique. Abdelkader Téta nous apprend ce jour dans les colonnes d'El Watan que l'Eriad de Ksar El Boukhari a récemment procédé « au test de préparation de la baguette de pain à base d'une nouvelle formule de farine composée de 70% de blé tendre et 30% de blé dur ». Une telle farine permettrait de réduire les importations de BT. « La boulangerie des frères Bacha de Médéa, lauréat du concours du Meilleur boulanger en 2013, a été choisie pour fabriquer les premières fournées de ce pain à base de ces ingrédients » précise le journaliste. En plus de l'avantage de réduire les importations de BT « le prix du quintal de farine diminuera à la vente, puisqu'il sera cédé à 1880 DA au lieu de 2000 DA actuellement. Les boulangers qui utiliseront cette farine feront donc des économies, et le prix de la baguette sera maintenu à 7,50 DA pour le consommateur ». Terminant son article, AEK Téta rapporte que des tests de dégustation ont été concluants. Pour ceux qui ne connaissent pas le pain de semoule au blé dur « khobz ed-dar » qu'ils essaient d'en préparer dans un gas'a[1] avec de l'eau et de la levure de bière comme cela se prépare dans les familles de l'Est du pays. « Khobz ed-dar » se présente sous forme de grosses galettes sur lesquelles est badigeonné du jaune

d'œuf et mis des grains de nigelle. Enfant, à Batna, je me régalais de la vue de ces plateaux « sni » de tôles, qui à l'approche de l'Aïd convergeaient vers les fours des boulangeries. Tremper une tranche de ce pain dans son bol de café au lait le matin était un vrai délice. Idem que déguster une chorba frik[2] chaude épicée de persil avec une tranche de ce pain de semoule maison. Que le BD soit remis à l'honneur honore la filière et nous réconcilie avec des traditions culinaires millénaires de terroirs. Les initiateurs de ce projet sont à féliciter. Ils réhabilitent la semoule algérienne, la mettant au même pied d'égalité que ces farines venues d'au-delà des mers.

DRAM TEAM OAIC, PLUS DE SEMENCES CERTIFIEES

Une autre bonne nouvelle. L'APS annonce ce jour que « l'OAIC lance un appel d'offres pour réaliser 17 stations de conditionnement de semences de céréales ». Au même titre que les efforts de cet office pour promouvoir l'irrigation d'appoint des céréales, Mr Mohamed Belabdi, DG de l'OAIC poursuit là un objectif stratégique : mettre à la disposition des céréaliers des semences triées et traitées contre les maladies et prédateurs. En matière d'optimisation céréalière, en Algérie, l'entrée du progrès dans les exploitations agricoles ne commence pas par la visite d'agronomes. Non pas que nous n'en ayons pas. Mais nous avons ce malin plaisir de les cacher à la vue des agriculteurs et de les cantonner dans des bureaux. Grâce aux efforts de l'OAIC et des cadres de l'ITGC qui dans leurs stations produisent de la semence de base, le progrès agronomique rentre dans les fermes par la semence. Ce progrès commence par une semence d'une variété productive, adaptée à nos conditions, intéressante pour la transformation et saine. Il faut savoir que traditionnellement les agriculteurs gardent une part de leur récolte pour les semis de l'année suivante. Le problème est qu'en l'absence de désherbage, à la récolte, aux grains de blé sont mêlés des graines de mauvaises herbes. Et souvent l'agriculteur sème en même temps que son blé des graines de mauvaises herbes. Elles viendront concurrencer le blé. Cela peut diminuer les rendements de 50%. Peu d'agriculteurs passent leurs graines à travers des « tamis » industriels. Or, ces « tamis » permettent actuellement de séparer totalement les grains de céréales de ceux de mauvaises herbes. Certaines de ces installations fonctionnent même par tri

optique.

Outre un tri mécanique, l'OAIC traite ces semences contre les attaques d'insectes et de champignons microscopiques protégeant ainsi la plantule. Il s'agit là d'un progrès considérable contre les maladies. Certes, cette protection ne couvre pas tout le cycle de la plante, mais elle lui permet de démarrer dans de bonnes conditions. C'est ensuite à l'agriculteur d'assurer les traitements phytosanitaires adéquats en fonction des ravageurs présents.

Il est à remarquer que l'appel d'offre de l'OAIC est également ouvert aux compétences nationales. Il est à espérer que des entreprises locales proposeront leurs services. Car, disons le, assurer le tri de graines à travers des « tamis » n'est quand même pas si sophistiqué que cela. De même qu'appliquer un produit chimique sur des graines peut se faire avec une simple bétonnière. Et bon nombre d'agriculteurs français utilisent cette solution.

Certes, la tâche se corse lorsqu'il s'agit de trier et traiter des milliers de quintaux de graines. Des dispositifs adéquats sont nécessaires. Et on peut comprendre l'appel d'offres de l'OAIC. Mais on peut s'étonner que ce secteur ne soit pas l'objet de toutes les attentions des services concernés.

Que ce soit les sociétés de machines agricoles du groupe public PMAT ou des établissements privés tel Djoudi métal, il existe des compétences. Il serait opportun que l'OAIC ou ses CCLS et le secteur de la transformation qui se plaignent de la présence de graines de mauvaises herbes dans les livraisons de blé des agriculteurs prennent des initiatives locales afin de développer de tels matériels. On pourrait également envisager la mise au point de petites unités mobiles parcourant les exploitations afin d'améliorer la semence de fermes. Comme le font des céréaliers étrangers ; ainsi une part des semences serait régulièrement renouvelée à travers celles achetées à l'Oaic et une autre part proviendrait des champs de l'agriculteur. Il faut savoir que les semences certifiées coutent plus cher et que parfois elles ne sont pas toujours disponibles au moment optimum pour les semis. Or, un semis tardif signifie des quintaux en moins. Pourquoi ne pas proposer de telles unités mobiles à des jeunes de l'Ansej?

NE PAS BOUDER NOTRE PLAISIR MAIS ADOPTER LA DEMARCHE « CLUSTER »

Qu'à cela ne tienne. Ne boudons pas notre plaisir! Des cadres nationaux agissent dans le sens d'une satisfaction des besoins de tous. Certes, les démarches ne sont pas identiques. Dans le cas du mélange farine-semoule de l'Eriad, il s'agit d'une ingénierie meunière innovante et jamais essayée. Dans le cas des unités de

production de semences, il s'agit de la politique du carnet de chèque. On passe commande vers l'étranger. Certes, dans un but louable, mais n'y-a-t-il pas des solutions de type « cluster » ou l'appel à la sous-traitance et l'appel d'abord à des entreprises DZ ainsi qu'à nos universitaires pour trouver des solutions. A quoi sert sinon l'Ecole Polytechnique et les écoles assimilées? A quoi servent les départements « machinisme agricole » de nos écoles d'agronomie ? Il est temps de penser cluster !

A cet égard, il est à signaler un excellent document de l'Unido actuellement en ligne sur le net : « Diffusion de la démarche cluster dans trois pays du Maghreb ».[3] Ce document est à télécharger par toute personne qui s'intéresse aux moyens de lancer des initiatives locales de développement. Le document traite de cas agricoles ou industriels algériens. Voyons comment décliner une telle démarche pour le sujet qui nous intéresse ici.

Le DG de l'OAIC, a pour mission de sa tutelle des objectifs d'amélioration immédiats de la production de semences. Il agit en conséquence. Cela est louable. Et en aucun cas, on ne peut lui jeter la pierre. Mais, en parallèle à de tels appels d'offres que risquent de rafler des entreprises étrangères, il nous faut apprendre à agir sous forme de cluster. Il nous faut apprendre à mobiliser les compétentes locales et créer de l'emploi pour les jeunes. Allons-nous laisser à nos jeunes chômeurs comme seules perspectives la gestion de parkings informels ?

Wach ? Des entreprises locales seraient capables de fabriquer 30% d'une voiture Renault, d'un camion Mercedes, d'une moissonneuse-batteuse SAMPO, d'un 4x4 blindé pour l'ANP et nous ne serions pas capables grâce à une bielle de mouvoir de gauche à droite une série de grilles séparant grains de blé et petites graines rondes de mauvaises herbes ? Personnellement, comme beaucoup, j'ai du mal à l'admettre. Ce qu'il nous faut, c'est cette prise de conscience que la rente pétrolière n'est pas illimitée. Il faut savoir jouer collectif et passer le ballon entre nous.

L'OAIC, une CCLS (proche d'une usine métallurgique publique ou privé), un moulin de céréales pourrait jouer le rôle d'agrégateur afin de lancer une production locale d'unité mobile de traitement de semences. Il pourrait fédérer, agréger les compétentes locales : industriel, université, utilisateurs, banques. Déjà cette démarche a été développée à Bouira par des producteurs d'olives regroupés dans la Coopérative d'Huile d'Olives de Kabylie), des producteurs de lait autour de la laiterie Safi de Ghardaia ou encore à Rouiba l'Union Professionnelle de l'Industrie Automobile et Mécanique autour de SNVI.

Mais, dans une démarche de cluster l'agrégateur n'est pas obligatoirement une institution publique ou privée.

Cela peut être une association de professionnels désirant influencer sur leur avenir économique. Dans une grosse région céréalière, cela peut être le regroupement de quelques exploitations agricoles se lançant dans la mise au point d'appareils de traitement de semences et progressivement faisant appel aux compétences d'artisans ou de petits industriels.

Car, des initiatives paysannes, il y en a tous les jours : « Avec un peu de volonté, d'un poste à souder et du fer acheté à la casse, je viens de construire une bineuse qui m'a permis de semer et biner 10 hectares de fèves[4] ». Nous pensons que la bataille de l'augmentation de la production agricole passe par la mobilisation de ces compétences. Combien gagnerait en efficacité la filière céréales en une action conjointe par exemple de CMA et de Toufik Trailer[5] pour produire des remorques agricoles à relevage hydraulique[6]. Ces deux entreprises ont des compétences dans la production de remorques. En unissant leurs efforts, elles pourraient mettre au point des remorques plus modernes permettant de réduire la pénibilité du travail à la moisson.

ALGERIE, LA DECENNIE DE LA DERNIERE CHANCE

Sans vouloir jouer les déclinistes à la Nicolas Baverez, Abdelhak Lamiri un économiste bien de chez nous a récemment tiré la sonnette d'alarme avec un livre qui devrait être sur la table de chevet de tout Algérien disposant d'une once de pouvoir dans les institutions de ce pays. Un livre au titre sans équivoque: «décennie de la dernière chance: Emergence ou Déchéance de l'Economie Algérienne ?[7]». Retenons ce passage de l'introduction. « La situation présente l'exige. Nous sommes sur un fil de rasoir. Quelques décisions malencontreuses plus tard et nous basculerons vers un enfer qu'on n'a jamais vécu, même durant la décennie

noire. Tout le monde y laissera des plumes. Surtout ceux qui ont amassé des fortunes mal acquises placées sous d'autres cieux. Ils seront les premiers visés. Le citoyen moyen sera durement et durablement touché, victime innocente de décisions qu'il n'a jamais prises. Par contre, la décennie de la dernière chance si par bonheur, des choix judicieux sont faits ; alors, les quelques petits sacrifices éphémères consentis induiront quiétude et bien être pour tous. Tel est le message de cet ouvrage. Il est porté sur l'action ». Le message est si fort que l'auteur du livre a été reçu par le premier Ministre.

Notre dream team a accompli des exploits. Néanmoins, il lui reste du pain sur la planche. En témoigne cette remarque de Si Aït Abderrahim Mahmoud, agriculteur : « Il faut passer des heures et des heures à attendre même des nuits aux portes des docks pour constater que la dream team à encore du travail sérieux à faire ».

[1] Plat traditionnel en bois.

[2] Blé concassé mis dans la chorba. Que ceux qui ne connaissent que le vermicelle essayent le frik.

[3]

www.unido.org/fileadmin/user...we.../interno_web_DEF.pdf Diffusion de la démarche cluster dans trois pays du Maghreb. Définition d'une boîte à outils méthodologique opérationnelle. 2013

[4] Mr Aït Abderrahim Mahmoud. Agriculteur in « Paysans d'Algérie ».

[5] www.dz-trucks.com/78_toufik-trailer

[6] <http://youtube.be/OSbD9ZsYSDs>

[7] La décennie de la dernière chance: Emergence ou Déchéance de l'Economie Algérienne ? escalger.wordpress.com/.../la-decennie-de-la-derniere-chance-emergence... 21 févr. 2014 – Pr. Lamiri Abdelhak (Enseignant chercheur à l'Ecole Supérieure de commerce d'Alger).

ALGERIE, LE SEMIS DIRECT UNE OPPORTUNITE POUR L'AGRICULTURE.

Un atout pour les grandes cultures

ALGERIE, LE SEMIS DIRECT UNE OPPORTUNITE POUR L'AGRICULTURE.

D.BELAID 30.07.2014

Une révolution technique se fait jour dans les campagnes. Elle reste encore discrète mais bouleverse les anciennes façons de faire. Il s'agit de la technique du non-labour avec semis en direct. Au delà de l'effet au niveau de la parcelle, le semis direct transforme radicalement les exploitations. Au niveau national l'effet peut être un incontestable effet sur l'augmentation des productions en conditions de déficit hydrique. De ce fait, le semis direct pourrait constituer une des priorités des décideurs au niveau du MADR, des DSA, des fermes pilote, agriculteurs leaders ou à l'OAIC comme par exemple cela l'a été avec les semences certifiées.

DES OPPORTUNITES POUR LES POUVOIRS PUBLICS

Pour les décideurs, les défis sont énormes en Algérie. Dans un contexte de réduction de la rente pétrolière, de réduction des surfaces agricoles et de la pluviométrie suite au réchauffement climatique, ils doivent assurer une augmentation des productions agricoles.

Sans constituer une baguette magique, le semis direct constitue un outil puissant pour réaliser les objectifs de la décennie à venir. Examinons l'intérêt de cette nouvelle technique d'implantation des cultures.

Concernant l'érosion et la désertification, maux insidieux qui rongent les terres agricoles, le semis direct permet une agriculture durable¹.

Le semis direct permet incontestablement une amélioration de la production suite à différents effets. Il amortit l'effet du stress hydrique les années sèches² et améliore les rendements en année normale. Suite au faible volume de terre retourné, les opérations de semis sont rapides. Cela présente deux avantages:

des semis réalisés à la date voulue (il faut savoir qu'en Algérie les semis sont tardifs et se poursuivent jusqu'en décembre ce qui est une hérésie),

plus de surfaces emblavées (donc plus de céréales semées mais donc également plus de fourrage de vesce-avoine).

Un des points fondamentaux et trop souvent occulté est que le semis direct permet une baisse des charges de mécanisation³ et donc des frais d'implantation des cultures. Cela présente plusieurs avantages:

pour les pouvoirs publics, en considérant les économies de mécanisation réalisées par l'agriculteur, il est possible de calculer la marge nette réalisée à l'hectare. Et puisqu'il y a économie du côté de l'agriculteur, les pouvoirs publics pourraient à l'avenir ne pas ré-évaluer la prime blé dur ou voire même la baisser en cas de moindre aisance financière.

Pour les agriculteurs, l'incertitude est réduite. Il n'a plus à investir des sommes considérables dans des opérations de labours sans savoir si l'année sera bonne et s'il pourra récolter.

Le semis direct présente un inconvénient. De par sa rapidité d'exécution, il permet à des agri-managers d'agrandir leur exploitation en reprenant les terres de leurs voisins. Il y a risque d'exode rural. Cela peut être combattu en dotant les unités motoculture des CCLS de tels semoirs. Enfin, en poursuivant les opérations de réduction de prix pour les agriculteurs procédant à l'achat de matériel à plusieurs.

Cependant, afin de profiter de des avantages du semis direct, les pouvoirs publics doivent aider des investisseurs publics ou privés à produire localement de tels engins. Déjà l'ONG française FERT développe au Maroc des partenariats pour la mise au point de prototypes simples et demandant moins de force de traction. En parallèle, il s'agit de fabriquer moins de charrues. Car qui dit labour, implique nombreuses façons superficielles pour affiner le sol et donc dépenses en carburant.

DES OPPORTUNITES AU NIVEAU DES EXPLOITATIONS

Jamais le semis direct n'aura ouvert tant d'opportunités. Citons les: préservation de la fertilité des terres, rapidité d'exécution des semis automnaux et possibilités de nouvelles rotations.

-Préservation de la fertilité des terres.

Le semis direct préserve la matière organique du sol. Il augmente ainsi rétention en eau et capacité d'échanges cationique. La stabilité structurale étant améliorée, il y a moins d'érosion.

-Rapidité d'exécution des semis automnaux.

La vitesse d'exécution des chantiers de semis est multipliée par cinq. Il s'agit là d'un atout considérable pour semer à temps et augmenter la surface emblavée à l'automne.

-Possibilités de nouvelles rotations.

C'est peut être au niveau des rotations que la nouveauté est la plus grande. Auparavant, avec le semis conventionnel il fallait travailler le sol et préparer un lit de semences. Cela avait deux inconvénients: longueur du travail et dessèchement des dix premiers centimètres du sol. Aujourd'hui, avec le semis direct, il est possible d'implanter au printemps immédiatement après par exemple une vesce-avoine ensilée. Le semis direct permet même de semer une avoine dans une luzernière au repos.

DES OPPORTUNITES AU NIVEAU DES AGRIMANAGERS

Le semis direct représente une réelle opportunité pour les agri-managers. Nous entendons par agri-managers, des agriculteurs ouverts au progrès agricole et au travail à plusieurs. Nous l'étendrons aux cadres des fermes pilotes et exceptionnellement aux sociétés de travaux agricoles.

Pour un agri-manager à la tête d'une exploitation et disposant des moyens financiers pour l'achat d'un semoir pour semis direct et le tracteur pouvant le tirer,

il y a possibilité de développer une activité de travaux agricoles. Après avoir emblavé ses terres, il est possible de le faire chez ses voisins.

Mes attention, la facilité de pouvoir emblavés des centaines d'hectares de terre a par exemple entraîné en Espagne des concentrations de terre.

Pour les agri managers désirant acheter un tel matériel à plusieurs, l'optique est d'arriver à réaliser les semis à temps. En Tunisie de tels regroupements existent. Le semoir est disponible 2 jours de suite à tour de rôle chez chaque membre du petit groupe.

Pour les cadres des entreprises de travaux agricoles, disposer d'un semoir pour semis direct est un atout formidable. Cela permet de proposer à de petits exploitants d'implanter une céréale en un seul passage et donc à coût réduit. Pour les unités de motoculture des CCLS disposer d'un semoir pour semis direct, c'est l'assurance de semer un maximum d'hectares.

En résumé, le semis direct permet une agriculture d'opportunité. C'est surtout vrai au niveau de la parcelle. Le développement de cette technique passe par la mise à disposition des exploitations d'un matériel adapté et peu cher.

1 Voir nos précédents articles sur la fertilité des sols en Algérie.

2 Pour s'en convaincre on consultera les travaux publiés localement mais surtout la synthèse pluri-annuelle réalisée par le Pr. Rachid Mrabet (Settat Maroc) et mise en ligne avec la signature de la FAO.

3 A l'achat un semoir étranger pour semis direct est trois fois plus cher qu'un semoir conventionnel. Sauf à le fabriquer localement comme l'ont fait les marocains et syriens.

CEREALES: SECHERESSE A L'OUEST OUI MAIS...

Ne pas se voiler la face...

CEREALES: SECHERESSE A L'OUEST OUI MAIS...

D. BELAID 21.06.2014

Ces jours ci la presse nationale égrène les surfaces affectées par la sécheresse à l'Ouest du pays.

Certes, il y a un manque de pluie. Mais ne nous voilons pas la face. Avons-nous fait tout ce qu'il faut ? La réponse est NON. C'est aux cadres de terrains et aux agriculteurs leaders de réaliser des "enregistrements de performance" afin d'analyser les dysfonctionnements techniques de la campagne écoulée. Enumérons les paramètres qui permettent de réduire le stress hydrique. Il y a bien sûr l'irrigation d'appoint. Mais abordons d'abord le cas des parcelles en sec. (...)

DATES DE SEMIS : trop souvent le blé est semé tardivement. Or, c'est en octobre-novembre que les semis doivent être réalisés. Sinon, les plantes sont chétives.

LABOUR : des études montrent que le labour assèche le sol. Il faut lui préférer le semis direct. Quel est le % de semis direct dans les zones « touchée par la sécheresse » ?

DESHERBAGE : beaucoup de petits agriculteurs ne désherbent pas leurs champs. L'eau du sol profite ainsi aux mauvaises herbes. Pourtant pour ceux qui n'ont pas de pulvérisateur, on pourrait penser à les équiper de herses étrilles fabriquées dans des ateliers locaux.

ENGRAIS : bien utilisés les engrais potassiques et phosphatés aident à réduire l'effet du stress hydrique.

AMENDEMENTS ORGANIQUES : beaucoup de sol sont « squelettiques ». Ils n'ont pratiquement plus de matière organique. Or, celle-ci joue le rôle d'éponge et retient l'eau. Des essais montrent que le rendement double quand on apporte des boues résiduelles.

Il y a donc des solutions parfois simples. Les étagères des bibliothèques de nos universités ploient sous le poids des mémoires d'ingénieur ; idem quant aux étagères de l'ITGC. Or, il apparaît qu'elles ne sont pas entièrement mises en œuvre au niveau du plus grand nombre d'exploitations.

NE PAS CACHER LE SOLEIL AVEC LE TAMIS

Le constat est amer. Malgré les efforts financiers

consentis par les pouvoirs publics, il manque du matériel : tracteurs et semoirs. Quant au progrès agronomique, il ne diffuse pas assez dans les campagnes. Il existe des solutions : achat en commun de tracteurs, développement de « cercles d'échanges[1] » de matériel, optimisation des unités motoculture des CCLS, ... Sur le plan technique, les solutions sont connues. Au lieu de labourer, on peut utiliser un chisel qui va 5 fois plus vite que la charrue ou le semis direct qui va 10 fois plus vite pour un même rendement en blé. Mais qui va aller expliquer cela au fin fond des campagnes, là où se trouve la majorité de ces petits agriculteurs.

Pour arriver à les atteindre, une partie des cadres doivent être affectés dans des associations professionnelles agricoles, des coopératives de service, les Chambres d'Agriculture, ... Dans de tels organismes réellement représentatifs ; c'est-à-dire où un conseil de direction paysan décide réellement de la marche à suivre, les cadres techniques seraient pleinement utilisés. Or, cela nous ne le faisons encore qu'imparfaitement. On parle de CCLS. Mais au niveau de ces « coopératives », c'est le directeur nommé par la tutelle qui décide de tout. Dans une vraie « coopérative », par exemple, en France ; ce sont les agriculteurs qui ont acheté des parts sociales qui recrutent leur directeur. Quant aux techniciens, recrutés par la coopérative, ils sont payés en fonction de la quantité d'engrais, de phytosanitaires vendus sur leur secteur et en fonction du nombre de quintaux de blé qui rentrent dans les silos. Résultat, ce système avec « obligation de résultat » est un puissant moteur pour que les techniciens et ingénieurs aillent au contact des agriculteurs.

Tant que les cadres resteront enfermés dans des bureaux, tant que le monde paysan sera tenu à l'écart des prises de décision, la sécheresse aura encore « bon dos ». Cela est d'autant plus regrettable que jamais l'agriculteur algérien n'a autant reçu d'aides financières. Nous devons donc regarder la réalité en face. On ne pourra éternellement cacher le soleil avec le « ghalbel ».

[1] Il s'agit d'un service de mise en relation des agriculteurs désirant louer du matériel. Un animateur centralise l'offre et la demande.

Des témoignages des responsables de la filière céréales.

Des documents indispensables pour appréhender la situation sur le terrain.

OAIC DG: Bilan de la CAMPAGNE LABOURS SEMAILLES 2012/2013

I) Superficie emblavée au niveau national. 3.443.277 ha contre 3.376.415 ha lors de la campagne écoulée.

Présentation au sujet: "Bilan de la CAMPAGNE LABOURS SEMAILLES 2012/2013 I) Superficie emblavée au niveau national. 3.443.277 ha contre 3.376.415 ha lors de la campagne écoulée." — Transcription de la présentation:

Bilan de la CAMPAGNE LABOURS SEMAILLES 2012/2013 I) Superficie emblavée au niveau national. 3.443.277 ha contre 3.376.415 ha lors de la campagne écoulée Répartition par espèces. Blé dur : 42%. Blé tendre : 18%. Orge : 38%. Avoine : 2% Dont programme de production de semences: 164.660 ha pour 26 variétés. Commentaires: les blés durs et les orges occupent 80% de la sole céréalière nationale.

Page 3

II) Mobilisation et ventes de semences de céréales Mobilisation : 2.092.000 qx de semences de céréales réglementaires Ventes : 1.650.000 qx dont 50% à l'Est Niveau identique a celui de la campagne écoulée Commentaires: par rapport à la 1 ère campagne (2008/2009) concernée par le renouveau agricole il a été mobilisé 2,5 fois plus de semences La couverture de la sole céréalière par des semences réglementaires passe de 27% en 2008/2009 à 58% pour cette Campagne. Cet effort est à consolider et développer pour augmenter ce taux d'occupation compte tenu de la quasi absence de semences de ferme. Dans ce sens une opération d'acquisition de 22 stations d'usinage (dont 5 en cours) a été inscrite en complément à d'autres actions de développement de ce segment d'activité.

Page 4

III) Ventes de semences de légumineuses alimentaires et fourragères Semences de légumineuses alimentaires: - Pois chiche : 2 923 qx - Lentilles : 83 qx - Fèveroles : 190 qx Semences de légumineuses

fourragères - Vesce : 681 qx - Pois fourrager : 84 qx - Luzerne : 114 qx Commentaires: par rapport aux ventes de la Campagne passée les quantités ont doublé.

Page 5

IV) Mobilisation et ventes de engrais Engrais phosphatés : Mobilisation : 890.000qx niveau identique à celui de la Campagne écoulée. Ventes : 715.000 qx contre 580.000 qx lors de la Campagne écoulée. Augmentation de 22% Engrais azotés : Mobilisation : 715.000 qx contre 800.000 qx en 2011/2012 Ventes : 700.000 qx Niveau identique à celui de la Campagne écoulée Commentaires: En comparaison avec la Campagne 2008/2009, les céréaliculteurs ont utilisé 8 fois plus d'engrais durant cette campagne. La couverture de la sole céréalière passe d'un taux de fertilisation de 3% en 2008/2009 à 23% en 2012/2013

Page 6

V) Désherbage et lutte contre les maladies La mobilisation par les CCLS des produits est la suivante: Herbicides : 538.000 eq/ha Fongicides : 126.500 eq/ha Commentaires: On note une nette évolution dans les opérations de lutte contre les adventices et le traitement des maladies cryptogamiques notamment dans un cadre préventif.

Page 7

VI) Participation des CCLS à la mécanisation des opérations culturales Les unités de prestations de services des CCLS ont fait intervenir durant cette Campagne : 300 tracteurs 1 109 semoirs contre 770 en 2011/2012 (37% d'augmentation) 4 620 autres matériels (charrues, cover-crop, cultivateurs, épandeurs d'engrais, pulvérisateurs,...ect) Contre 2 410 en 2011/2012 (augmentation de 90%) Le programme d'investissement 2013/2014 porte sur l'acquisition de: - 294 tracteurs Massey Ferguson - 110 camions ateliers de maintenance - 168 remorques céréalières et porte-engins. Commentaires: Un guide de procédures de gestion a été transmis à toutes les CCLS afin de codifier l'activité de ces unités de prestations.

Page 8

VII) Sécurisation de la production céréalière par irrigation: Dans une première phase environ 500 agriculteurs se sont fédérés autour des CCLS pour acquérir les équipements suivants : - 750 Kits d'aspersion - 70 enrouleurs - 35 pivots - 240 motopompes Cette opération s'inscrit dans le cadre de crédits Fédératifs auprès de la BADR Le montant de cette première phase s'élève à 730.000.000 DA. C'est la centrale d'achat des CCLS (UCC/Oran) qui engage les procédures de crédit et de soutien ainsi que l'acquisition des équipements qui vont couvrir environ 10.000 ha supplémentaires de terres irrigables.

Page 9

VIII) Crédits Rfig et fournisseurs accordés aux céréaliculteurs Au titre de cette Campagne les crédits ont touché : 14 500 céréaliculteurs contre 11 440 en 2011/2012 Pour un montant de 7 milliards de DA contre 6,13 milliards en 2011/2012 Soit une augmentation au plan financier de 14% Par rapport à 2008/2009, le montant des crédits a doublé.

Page 10

la Campagne Moissons/Battages 2013 I) Capacités de stockage mobilisées : 27.500.000 qx selon la répartition - Est : 14.500.000 qx - Centre : 5.000.000 qx - Ouest : 8.000.000 qx Il est entendu que ces capacités sont celles qui sont libres et pouvant accueillir la collecte Commentaires: Ces infrastructures sont constituées de: Capacités propres aux CCLS : 73% Capacités de la SGP CEGRO, PRODA et SGDA et réquisitions : 27%

Page 11

D'autres capacités pourront faire l'objet de location et/ou de réquisition en cas de besoins. L'ensemble des sites sont pourvus en moyens humains et matériels notamment les moyens de pesage étalonnés (des acquisitions supplémentaires, de balances électroniques de 6 Tonnes sont en cours) Les infrastructures de stockage sont mises en conformité par rapport aux normes sanitaires en la matière. La réalisation des 39 silos pour 8,2 millions de quintaux permettra à l'OAIC d'utiliser ses propres capacités et de répartir le stockage sur 39 nouveaux sites. Cet investissement se justifie par l'augmentation significative de la collecte ces 4 dernières Campagnes. il a été demandé aux CCLS d'investir dans la réalisation de magasins de stockage à font plat. les livraisons par anticipation aux moulins permettent également de libérer des capacités de stockage.

Page 12

II) Les points de collecte Chaque CCLS procède à l'extension de son réseau de points de collecte existant (plus de 500) afin de les rapprocher des sites de production et maximiser les quantités à collecter tout en tenant compte de la qualité des produits collectés. Les livraisons se font du lever au coucher du soleil 7j/7j. Des

équipes de nuit peuvent être constituées en fonction des besoins avec utilisation de projecteurs. Des instructions ont été données aux CCLS dans le but de équiper en projecteurs de fortes puissances. Les CCLS vont investir également dans les moyens permettant de raccourcir les files d'attente des camions lors de la collecte: pompes à grain, vis sans fin, bennes marrel ect...

Page 13

III) Mobilisation du matériel de récolte Parc national de 10.000 Moissonneuses Batteuses dont Parc de 1 260 Moissonneuses / Batteuses des CCLS dont 1 000 nouvelles machines Sampo. Commentaires: Le plan d'intervention de ce parc est établi par zone et commune avec transferts des équipements nécessaires dans les zones du Sud et précoces dans le cadre d'une coordination intra- régional et inter-région.

Page 14

IV) Plan de transport Parc à engager : 760 camions des AGRO Route Est : 424 camions Centre : 119 camions Ouest : 217 camions Des comités de pilotage (DSR, Agroute, CCLS, CAW et DSA) sont mis en place pour les régions ou un déficit en infrastructures de stockage se fait sentir cas de Tiarret et de Khenchela sud par exemple. L'affectation au CCLS par les Agroute de camions de 10T (plus accessibles aux parcelles) est en cours.

Page 15

V) Financement de la Campagne Crédit BADR : 50% Fonds propres OAIC : 50% Rôle facilitateur des guichets uniques (CCLS, BADR, CNMA) Les délais de règlement des céréaliculteurs ne doivent pas dépasser 72 heures. Il est demandé aux céréaliculteurs d'ouvrir des comptes bancaires dans le cadre des mesures d'allègement prises dernièrement.

Page 16

VI) Plan de formation Formation et perfectionnement réalisé pour les : Agréeurs Gestionnaires des stocks Conducteurs et mécaniciens de Moissonneuses/Batteuses Pour les besoins spécifiques de la Campagne

Page 17

VII) Mobilisation de la sacherie : Environ 8.000.000 sacs. Nous introduisons l'utilisation progressive des sacs de 50Kg au lieu des sacs de 100Kg VIII) Mobilisation des pièces de rechange pour Moissonneuses /Batteuses Sampo : 569 références Tessala, Class et Dominateur : 385 références pneumatiques : 20 références L'ensemble du dispositif est mis en place. Il est corrigé au fur et à mesure de nos déplacements sur le terrain pour lever préventivement toutes contraintes qui pourraient se présenter

Page 18

JE VOUS REMERCIE DE VOTRE ATTENTION

Télécharger "Bilan de la CAMPAGNE LABOURS SEMAILLES 2012/2013 I) Superficie emblavée au niveau national. 3.443.277 ha contre 3.376.415 ha lors de la campagne écoulée."

Mohamed Belabdi, DG de l'Office algérien interprofessionnel des céréales

« On achète à des prix forts pour vendre à des prix très bas »

Propos recueillis par Fella Midjek
Publié le 7 décembre 2013 HORIZONS

Dans cet entretien, le directeur général de l'OAIC, Mohamed Belabdi, rappelle les prérogatives de son organisme qui est chargé, notamment, de l'importation des céréales, de fournir les agriculteurs en semences et de veiller aux stocks stratégiques de l'Algérie. Des stocks tenus secrets car les achats de l'Algérie dépendent des fluctuations de la Bourse internationale. Une information sur ces stocks de sécurité pourrait pousser les spéculateurs à augmenter les prix. « Nous sommes guettés de partout », prévient-il. M. Belabdi rappelle aussi que l'office ne fait pas de commerce. « Il achète à des prix forts sur le marché international pour vendre à des prix très bas sur le marché national. »

Présentez-nous brièvement l'Office algérien interprofessionnel des céréales.

L'Office algérien interprofessionnel des céréales intervient pour réguler le marché et l'approvisionnement de l'ensemble des transformateurs à travers le territoire national. Il s'occupe aussi des stocks stratégiques en céréales. Il appuie la production céréalière. Il est la colonne vertébrale de la filière par l'intermédiaire de ses quatre coopératives de céréales et de légumes secs. Il intervient dans le développement de la filière en opérant avec les sous-directions de semences existantes. Il met à la disposition des agriculteurs des semences de bonne qualité, des engrais phosphatés et azotés pour céréales, des désherbants et possède une section de motocultures au niveau des CCLS.

Comment intervenez-vous en tant qu'importateur ?

Notre mission est la régulation du marché national. L'Algérie est un grand importateur de blé tendre car on n'en produit pas assez vu les conditions climatiques. Ces dernières s'y prêtent pour la production de blé dur. Une commission d'achat, présente sur le marché international, reçoit des offres. Elle traite et achète du blé, selon les cotations existantes.

Quand est-ce que ces achats se font ?

Les céréales sont des produits boursiers. Donc, nous ne pouvons pas faire de gros achats pour profiter de certaines conjonctures. Mais nous ne sommes jamais sûrs d'avoir fait la bonne affaire. Cela ne se constate

qu'après coup. Il s'agit d'un produit qui fluctue selon les conditions de la production mondiale de certains pays. Les cours sont conditionnés par le niveau de la demande. Certains pays rentrent sur le marché et le font bouger instantanément. L'OAIC a une cellule de veille pour surveiller le marché international de très près pour faire des achats. Jusqu'à présent, tous les achats que nous avons effectués sont en dessous des cotations affichées. Seulement, notre cahier des charges est exigeant car il s'agit d'un blé destiné à faire du pain et plus exactement la baguette pour laquelle il faut un certain W (gluten élastique). Ce blé est produit en Europe de l'Ouest.

Peut-on connaître à quel prix le blé tendre est négocié pour l'Algérie ?

Les derniers achats ont été faits à un prix très intéressant. Ces prix dépassent les 300 dollars la tonne et l'an dernier ils étaient à 350 dollars la tonne. L'orge a été achetée à 250 dollars la tonne et le blé dur à des prix très bas à ce qui est affiché actuellement.

Pourquoi continue-t-on d'importer du blé tendre au lieu d'encourager la production et la consommation du blé dur ?

Le problème réside dans les habitudes de consommation des Algériens qui ont changé depuis l'indépendance. Avant, ils étaient de grands consommateurs de blé dur principalement de couscous et de la galette à base de semoule. Actuellement, avec les fours rotatifs des boulangeries, on fabrique la baguette française qui nécessite un certain W.

N'est-il pas possible d'inverser la tendance grâce à l'importation ?

Il y a tout un travail à faire pour inverser cette tendance. Il faut savoir que le blé dur est plus coûteux sur le marché international. Parfois, la différence entre le prix du blé dur et celui du blé tendre dépasse les 120 dollars la tonne. L'Algérie a pu réaliser des performances en production assez intéressantes en blé dur, c'est pourquoi ses importations par l'OAIC ont diminué de 6% par rapport à 2012. Pour le blé tendre, la consommation est toujours là avec les pizzas, les hamburgers et le pain. Nous avons nos stocks stratégiques qui couvrent la demande pour une certaine période qui reste confidentielle car nous dépendons de la Bourse internationale et nous sommes épiés de partout.

Qu'en est-il de l'importation des autres céréales ?

Le maïs a une tendance baissière cette année grâce à une importante production mondiale, notamment aux Etats-Unis. Pour l'orge, l'Algérie est un pays producteur qui a exporté ce produit en 2009. La production nationale n'est pas totalement livrée à l'OAIC. Généralement, les éleveurs-engraisseurs gardent la production pour leurs besoins d'engraissement de leurs bétails en hiver.

L'OAIC vient de lancer une opération de régulation sur les légumes secs...

Je suis étonné d'apprendre, par voie de presse, que les prix des légumes secs ont augmenté. L'OAIC possède des quantités suffisantes pour couvrir les besoins des consommateurs. Nous avons 150 points de vente ouverts à travers le territoire national. Les présidents des APC ont été saisis pour mettre à notre disposition des locaux pour d'autres points de distribution avec des prix abordables. Ainsi, nous faisons barrière à la spéculation. C'est la deuxième année consécutive où nous procédons à ce genre d'opérations d'importation suite à la demande des pouvoirs publics. Le principe est le même pour l'importation des céréales. Nous achetons par le biais de la commission. Cette année, le haricot sec est affiché à des prix très élevés sur le marché international, il est à 2 700 dollars la tonne alors que l'an dernier il était à 1 300 dollars.

Les importateurs privés l'ont payé à 2.500 dollars la tonne. Comment cela est possible ?

Nous l'avons acheté à moins de 2.500 dollars la tonne. D'autres quantités arriveront la semaine prochaine. Ce qui va équilibrer le marché. Il s'agit d'importations ponctuelles.

Les prix de l'OAIC ne sont pas très loin de ceux du marché. Où se situe le nœud du problème de cette hausse vertigineuse ?

Pour le pois chiche, les prix sont très loin car celui vendu par les grossistes n'est pas de qualité. Chez l'OAIC, le pois chiche de 12 mm d'origine mexicaine est de très bonne qualité et il n'est pas mélangé à l'indien. Pour la lentille, c'est la même chose. Le problème des prix n'est pas au niveau des grossistes, mais dans les grandes surfaces.

Mais les grossistes vendent les pois chiches et les lentilles à des prix inférieurs aux vôtres. Pourquoi ?

Il faut savoir que ces produits ne sont pas soutenus par l'Etat. Avant, nous avions le monopole du marché, nous distribuions aux grossistes et le petit détaillant pouvait s'approvisionner à un prix abordable. Aujourd'hui, l'importateur est partout. L'autre problème est celui de l'évasion fiscale. Les commerçants ne viennent pas s'approvisionner chez les coopératives.

Où en est le programme d'appui aux agriculteurs sur les semences ?

L'OAIC est impliqué directement dans ce programme. L'Algérie n'a pas importé de semences de céréales depuis 1996. L'Institut technique des grandes cultures est le seul obtenteur en céréaliculture.

Notre Commentaire: Il est chargé de produire les semences de base, et l'OAIC en fait la reproduction. Depuis 2008 à ce jour, nous sommes passés à 2 millions de quintaux de semences commercialisés, soit l'équivalent de 60% de la sole (étendue de terre labourable) céréalière, c'est presque 2 millions d'hectares. C'est un saut qualitatif car, avant, les agriculteurs utilisaient les semences de ferme qui n'étaient pas conditionnées ni traitées. Elles sont sujettes à des maladies cryptogamiques causées par un champignon ou un autre organisme filamenteux qui influe directement sur les rendements des céréales. Grâce aux semences conditionnées, nous avons éradiqué ces maladies. 160.000 céréaliculteurs sont impliqués pour couvrir l'ensemble des superficies céréalières en semences certifiées.

Quel est votre chiffre d'affaires pour le dernier exercice ?

L'OAIC achète pour le compte de l'Etat. Il n'est pas subventionné. Il ne fait pas de commerce, contrairement à avant. Nous achetons au prix fort pour vendre au prix bas. C'est pour cela que nous n'avons pas de parts de bénéfice. Nous survivons grâce à la production locale et à la vente des semences. Le chiffre d'affaires est de 240 milliards de dinars. Cela ne va pas changer pour le prévisionnel. Notre effectif est de 10.000 personnes.

F. M.

AUGMENTATION DE LA PRODUCTION DE LAIT EN ALGERIE:

DANS MADR, NE PAS OUBLIER LE « D » ET LE « R ».

**AUGMENTATION DE LA PRODUCTION DE LAIT EN ALGERIE : DANS MADR, NE PAS OUBLIER
LE « D » ET LE « R ».**

D BELAID Ingénieur Agronome. 23.03.2014

Suite aux pénuries de lait ayant récemment concerné plusieurs villes en Algérie, le lait est plus que jamais un sujet d'actualité. La presse note régulièrement de dysfonctionnements dans la distribution du lait reconstitué à partir de poudre de lait importée. Les pouvoirs publics et en particulier le MADR sont amenés à des annonces. De quels leviers disposent-ils afin d'accroître la production locale et d'assurer des revenus au million de familles paysannes que compte le pays ?

I- FILIERE LAIT EN ALGERIE, UN DEVELOPPEMENT RECENT

La consommation locale est bien plus supérieure que la production. D'où un recours massif à l'importation de poudre de lait. La solution adoptée par les pouvoirs publics a été également d'importer des génisses. Cela a suscité un vif intérêt des investisseurs locaux dont certains n'ont cependant pas de terres. On assiste ainsi à un fort développement de l'élevage hors sol. Mais les prix élevés des aliments concentrés et du foin rend difficilement rémunérateur ce type d'élevage. Il ne se maintient que grâce à des subventions qui concernent également collecteurs et laiteries.

Une partie de la poudre de lait attribuée aux laiteries est détournée pour la fabrication de produits dérivés permettant de meilleures marges. Cela a récemment poussé le MADR à en fermer plusieurs pour non respect de leurs obligations.

Le paysage laitier est actuellement marqué par diverses initiatives. Les producteurs disposant suffisamment de terres se tournent progressivement vers la production de fourrages verts. Des laiteries telles Soummam ou Danone-Djurdjura améliorent régulièrement leur collecte en lait frais. De son côté le MADR a engagé un partenariat avec des éleveurs bretons dans le cadre du projet Alban dont un des aspects consiste à mettre sur pied des groupes d'appui technique. Des discussions sont également en cours avec une société irlandaise pour la mise en place entre El Ménéa et Ghardaïa de 12 fermes de 3000 vaches laitières chacune réparties sur superficie de 120 000 ha. L'investissement serait réalisé selon la règle 51/49. La presse note que les pouvoirs publics auraient déjà réservé 5000 ha pour lancer le projet.

II- NOURRIR, NOURRIR ET ENCORE NOURRIR LES VACHES

Quels sont les caractéristiques et les besoins du cheptel local?

Pour produire plus, il s'agit tout d'abord de disposer d'un cheptel de bon niveau génétique. L'importation massive de génisses a permis d'atteindre cet objectif. Le développement de l'insémination artificielle (50% du cheptel) permet d'améliorer les performances génétiques du cheptel.

Il s'agit également d'assurer une alimentation adéquate des bêtes. C'est là que le bât blesse. La production de fourrages verts ne suit pas. Le sorgho connaît un timide développement. La production de fourrage concerne surtout un foin de vesce-avoine de mauvaise qualité car récolté tardivement. Il manque des moyens d'irrigation bien que des kits d'aspersion et des enrouleurs commencent à être fabriqués sur place par Anabib. Les ensileuses et enrubanneuses sont pratiquement inconnues de la majorité des éleveurs. Concernant l'alimentation minérale, les

pierres à lécher sont peu disponibles.

En matière de suivi des élevages, l'hygiène de la traite laisse à désirer. Les techniciens d'Alban ont noté la forte présence de mammites. Concernant l'aménagement des bâtiments, nombre d'entre eux ne sont pas conformes. La plupart n'offrent même pas un abreuvement en eau continu pour les bêtes. Et cela, même en plein été. Du point de vue sanitaire la présence de vétérinaires locaux en assez grand nombre permet un assez bon suivi sanitaire. Ce qui n'empêche pas, parfois des cas de tuberculose bovine.

Il apparaît donc, que le contexte local est marqué par des insuffisances (alimentation) mais qu'il existe des potentialités notamment concernant les moyens humains. Le constat étant connu, que faire pour améliorer les choses ? Sur quels leviers agir prioritairement ?

III- LE MADR SUR TOUS LES FRONTS ENTRE VITESSE ET PRECIPITATION

A-Méga projet irlandais, mais où est le « DR » dans MADR ?

La presse fait état régulièrement d'un méga projet de fermes laitières dans le Sud du pays. Penser développer une production laitière sous 50°C en milieu aride pour approvisionner toute l'Algérie est une hérésie. Il faut savoir que les vaches laitières sont stressées par les fortes chaleurs. Et dans ces cas là les conséquences ne se font pas attendre : la production chute. Des experts laitiers Hollandais ont déjà tiré la sonnette d'alarme concernant des bêtes pourtant élevées dans la partie Nord du pays. Faudrait-il mettre la climatisation dans les étables ? Et si c'était possible, mais pour quel coût du litre de lait ?

Mais surtout, dans le grand Sud, l'eau reste une denrée précieuse. Si les nappes phréatiques sont abondantes quel taux de renouvellement par les pluies peut-on attendre sous de tels climats ? L'eau est également salée. La forte évaporation et les irrigations sont à l'origine d'une accumulation de sels. En quelques années, celle-ci provoque une salinisation des sols et une baisse des rendements des céréales actuellement installées sous pivots. Ce qui a obligé des investisseurs à régulièrement déplacer leurs pivots amenant ce commentaire d'un pédologue local : « nous avons réussi à désertifier le désert ».

Si une production laitière est à envisager dans le grand Sud, elle doit concerner l'auto-consommation locale des populations. L'eau disponible est à réserver à des systèmes de cultures qui ont fait leurs preuves : palmiers dattiers avec en dessous un étage d'arbres fruitiers puis des légumes ou des fourrages (luzerne, sorgho).

Dans les déclarations qui entourent la préparation de ce projet, le MADR assure d'un réel transfert de technologie. Mais un transfert au bénéfice de qui ? Les grandes fermes envisagées n'utiliseront que peu de main d'œuvre. En Irlande, les éleveurs en sont à utiliser des robots de traite. Les vaches se présentent d'elles mêmes à la traite. Imaginons qu'il y ait des techniciens algériens embauchés. Mais ensuite le transfert devra se faire vers les éleveurs une fois les Irlandais partis. Or, un élevage laitier, c'est toute la journée que doivent être assurés les soins. Qui mieux que le propriétaire des bêtes pour s'occuper du troupeau ? Il suffit que la désinfection des trayons ne soit pas assurée une seule fois après la traite pour qu'une vache attrape des mammites et que la production de lait chute. Si transfert de technologie il doit y avoir, c'est dans le cadre d'un triptyque : partenaire étranger, techniciens algériens et éleveurs algériens. Et non pas dans un tête à tête Irlandais – techniciens algériens. Un tel projet est une négation de la dimension « Développement rural » que doit assurer le MADR.

B-Projet Alban, mais quelle tutelle pour les groupes d'appui ?

Le projet Alban consiste à importer des génisses, du matériel et à former des techniciens algériens auprès de leurs homologues français en situation dans des élevages en Bretagne. Par la suite, ceux-ci forment à leur tour, en présence de techniciens bretons, des cadres locaux dans 3 wilayas pilotes. Certes, la partie française aide ses entreprises à exporter. Cependant, pour la partie algérienne, outre le capital génétique constitué par l'importation de génisses, il y a un réel transfert de savoir faire. C'est vrai qu'il s'agit de gestes simples : (rationnement, hygiène de la traite, aménagement des locaux, ...) mais il y a le management, la rigueur de l'organisation laitière.

Cette rigueur dans par exemple la nécessité d'apporter des correctifs dans l'aménagement des étables a parfois amené des éleveurs à émettre des protestations lors du passage ministre de l'agriculture lors d'un précédent salon agricole.

Cet incident illustre la question du statut de l'encadrement formé par Alban : les groupes d'appuis lait (Gaspels).

S'agit-il de personnels qui seront sous l'autorité des services agricoles, des Chambres d'Agriculture ou des laiteries ? Cela est un point déterminant. La réussite de l'élevage laitier nécessite des éleveurs dévoués à leurs bêtes. Dans le cas algérien, ils le sont. Cela nécessite également des techniciens de terrain compétents et motivés. Il ne sert à rien de former des techniciens qui resteront dans des bureaux. Un groupe d'appui lait consiste en des techniciens qui chaussent des bottes et qui n'ont pas peur de fouler la bouse de vache.

C-Danone, un partage des bonnes pratiques entre les éleveurs.

Dans le paysage local, la laiterie Danone-Djurdjura tranche. Elle adopte une toute autre approche. Forte de ses 90 ans d'expérience, la partie française assure aux éleveurs sous contrat un appui technique efficace.

L'entreprise offre des primes à la qualité et finance l'achat d'équipements et de génisses. Danone assure des formations et le «partage des bonnes pratiques entre les éleveurs». Par ailleurs, des agents ont été formés au contrôle laitier afin de garantir « le niveau élevé de sécurité et de qualité du produit».

Parmi cette batterie de mesures, le « partage de bonnes pratiques entre éleveurs » est à relever. La mise en avant de techniques qui ont fait leurs preuves chez des éleveurs de pointe est la meilleure façon de convaincre les voisins à la traîne. En effet, l'argument est imparable : si la technique a marché chez un éleveur pourquoi ne fonctionnerait-elle pas chez un autre ? On n'est plus dans un schéma strictement de type « top-down ».

En général, la relation entre une laiterie collectant du lait frais et les éleveurs est particulière. La laiterie a besoin d'un accroissement de la collecte de lait et d'un lait de qualité. Elle est la structure la plus intéressée par l'augmentation de la production. De ce fait, elle est donc la structure la mieux placée pour s'adresser aux éleveurs (appui lait).

De leurs côtés les éleveurs ont besoin d'augmenter leur technicité afin d'augmenter le niveau de leur production afin d'améliorer leur revenu.

Techniquement parlant, il s'agit de la meilleure forme de conseil technique qu'on puisse imaginer. Il n'est nécessaire de mettre une pointeuse biométrique derrière chaque technicien. Il suffit de contrôler le volume de collecte et le rendement par vache du secteur dont il a la responsabilité. Muni d'un véhicule de service ou assuré du remboursement des frais kilométriques, à lui d'assurer son planning d'intervention chez les éleveurs. C'est ce qu'on appelle l'obligation de résultats.

Reste que dans un schéma où les laiteries sont sous statut privé, celles-ci peuvent avoir tendance à minorer les avantages proposés aux éleveurs. Dans le cas où les laiteries sont sous statut coopératif et sont l'émanation des éleveurs, la totalité des bénéfices leurs sont redistribués. Il y a là 2 logiques différentes.

APPUI TECHNIQUE, FAIRE COMME GROUPE BENAMOR ?

Afin d'augmenter la production de lait, comme cela est pratiqué en Europe avec la PAC, les pouvoirs publics ont massivement attribués des subventions au secteur laitier. Cela a permis un bond spectaculaire.

Comment transformer l'essai ? Puis comment progressivement réduire un niveau de subventions difficile à maintenir sur le long terme pour les finances publiques?

L'effort d'importation de génisses et le développement de l'insémination artificielle assurent un bon niveau génétique du cheptel. Notons, qu'Il est cependant nécessaire de préserver le capital génétique du cheptel local.

Le problème principal réside actuellement dans la production de fourrages. Pour certains éleveurs le problème est de ne pas posséder de terres, notamment en zone de montagne. Faut-il envisager une politique de concessions de terres agricoles ? Pour ceux qui ont des surfaces la question est d'apprendre à cultiver des fourrages verts. Penser à axer principalement cette production fourragère dans la zone aride du pays est une erreur. L'idéal est de produire des fourrages dans les zones à bonne pluviométrie ou à la rigueur dans l'étage semi-aride.

La réussite de l'élevage passe aussi par le suivi des élevages et une maîtrise de l'hygiène. La politique de formation de cadres permet de disposer d'un encadrement qualifié. Cependant, il manque des vachers et un management efficace des techniciens. L'annonce de l'ouverture programmée d'écoles professionnelles est encourageante.

Parmi les stratégies possibles, celle de déléguer à des Irlandais l'élevage laitier en milieu aride pourrait faire rire si

le sujet n'était pas aussi grave. Outre l'aspect climatique, la vocation du MADR est certes d'assurer l'augmentation de la production de lait mais aussi d'assurer un revenu digne au million de familles paysannes vivant de l'agriculture. Le méga projet dessaisirait les petites et moyennes exploitations de leur activité et cela au profit de qui ? Il faut par exemple voir la détresse de certaines populations du Sud laissée sur le côté du développement. C'est le cas du quartier El Haïcha de Hassi Messaoud que décrit le quotidien Liberté de ce jour. « Nass aïcha ou nass El Haïcha taïcha ! » disent ces laissés pour compte du développement. Pourquoi ne pas préférer des projets offrant plus de perspectives d'emplois ?

Certes, ce n'est pas des exploitations avec 3 vaches laitières qui assureront l'autonomie laitière du pays. Mais ces exploitations assurent une autoconsommation et un approvisionnement en lait du voisinage par des circuits courts. Ces productions mêmes minimales, créent de la valeur. Elles permettent un revenu et en fixant les populations rurales limitent le nombre de bouches urbaines à nourrir. À côté de cela, l'effort du MADR doit également viser à aider des exploitations moyennes dont la taille est à déterminer en tenant compte d'un seuil de rentabilité et de l'emploi. Au Maroc, les éleveurs sélectionnés par le projet laitier Imtiyaz doivent par exemple disposer au moins de 10 hectares irrigables.

Si une production laitière est à envisager dans le grand Sud, elle doit concerner l'autoconsommation locale des populations. La stratégie permettant une agriculture durable est de consolider les schémas qui réussissent tel celui de la laiterie Danone-Djurdjura. Comme le fait le Groupe Benamor pour le blé dur et la tomate industrielle, c'est un centre de collecte privé ou coopératif qui est le mieux à même d'organiser l'activité d'appui technique à des agriculteurs sous contrats afin d'améliorer les quantités et la qualité des produits collectés.

Les Chambres d'Agriculture mériteraient également d'être le lieu d'une meilleure participation des agriculteurs regroupés dans des associations représentatives et un syndicalisme authentique. C'est dans ce cadre d'une cogestion que le MADR devrait progressivement attribuer à des représentants paysans démocratiquement élus plus de responsabilités, plus de moyens financiers et humains, et plus de pouvoir d'attributions de subventions à répartir. Cela, tout en se gardant le pouvoir régalien du contrôle à posteriori. C'est au MADR d'initier la formation de cadres du mouvement associatif et coopératif paysan. Ce sont ses interlocuteurs pour demain. C'est par le biais de ces structures que pourra se faire l'amélioration des productions agricoles. Il ne faut pas oublier combien de cadres a donné le monde paysan lors au mouvement de libération nationale. Pourquoi ignorer sa disponibilité pour des actions de développement dont ne pourra jamais égaler la plus performante structure administrative du MADR ?

N'aurait-il pas fallu, par exemple, proposer à MM. Rabah Ouguemmat et Mouloud Amis respectivement président et le secrétaire général de l'association pour le développement de l'agriculture de la commune de Timizart et animateurs d'un mouvement syndical responsable début mars un poste budgétaire ? Poste, afin que ces éleveurs organisés en association recrutent eux même un technicien en élevage. Technicien qui puisse les initier aux techniques modernes permettant d'améliorer leur revenu non pas par d'éternelles subventions mais par une réduction du coût des charges en fourrage ? Technicien qui n'aurait pas été envoyé par l'administration mais qui dépendrait directement de l'association et au service de ses membres. De nouvelles sources de financement sont possibles. Il serait temps de revoir les scandaleuses exonérations fiscales dont bénéficient les propriétaires de chambres froides pour fruits et légumes et de réorienter intelligemment ces fonds vers des productions déficitaires pour des actions d'animation technique de terrain.

Sans cette vision de ses réelles missions le MADR continuera à constater l'insuffisance de ses actions que l'actuelle aisance budgétaire parvient à masquer. Qu'en sera-t-il en cas de retour des vaches maigres ?

Outre, l'aide à la production, ces stratégies participatives bien menées peuvent contribuer à un réel développement rural. C'est toute la noblesse du « D » et du « R » figurant dans les initiales du MADR.

OAIC : BELABDI MET LE TURBO.

Les avancées en cours au niveau de l'Office.

OAIC : BELABDI MET LE TURBO

D. BELAID Mars 2014

L'OAIC est un organisme stratégique pour l'assistance apportée aux 600 000 céréaliers algériens. Son ancienne direction puis la nouvelle se sont attelées à développer cet appui. Le directeur actuel Mr M. BELABDI a récemment fait le point sur les avancées en cours au niveau de l'Office.

Le développement des unités de prestations de services motoculture constitue ainsi une aide majeure aux céréaliers sous équipés. Il en est de même pour la mise sur pied d'un nombre toujours plus grand d'unités de production de semences. L'annonce de la réactivation de l'union des coopératives de semences et la signature d'un accord de coopération avec un partenaire français devraient permettre un transfert de savoir faire et assurer une meilleure disponibilité en semences de légumineuses.

Une autre innovation majeure est l'aide à l'irrigation d'appoint. Le dispositif mis au point est original: « le remboursement des échéances de l'emprunt est de ne faire payer le céréaliculteur qu'avec le gain réalisé par l'élévation des rendements ». L'irrigation peut faire passer les rendements de 18qx à 40 Qx/ha.

Le rendement céréalier qui était de 8 qx/ha en 1980 est passé à 18 qx/ha en 2013. L'OAIC a collecté 20 millions de qx des 51 millions de qx de céréales produits en 2012. Ces chiffres illustrent le soutien des pouvoirs publics à la filière mais aussi le travail de l'OAIC, de ses cadres, ouvriers, chauffeurs et direction. Les données sur la collecte illustrent que, bien qu'acteur fondamental de la filière céréales, l'OAIC n'est pas seul. Sa stratégie de mettre en place des pools régionaux composés des acteurs locaux (CRIC) montre la qualité des choix opérés. Mais cette multitude d'opérateurs implique de la part de l'OAIC un rôle d'impulsion de la filière.

QUELQUES PROPOSITIONS AU DEBAT

En première approche nous proposerons au débat quelques exemples possibles d'impulsions. Equiper des privés de stations mobiles de semences afin de toucher les petits céréaliers au fin fond de la campagne. Développer une filiale de fabrication de cellules en

tôles métalliques pour le développement du stockage à la ferme. Encourager ce stockage par une politique de bonifications pour les livraisons hivernales. Cela favoriserait la constitution de lots homogènes du point de vue qualité. Enfin, les CCLS n'ont de « coopératives » que le nom. Comment faire évoluer leurs statuts afin d'arriver à une plus grande responsabilité financière et de contrôle des coopérateurs (cela implique formation des cadres coopérateurs). Dans les CRIC, étudier l'apport du semis direct, du désherbage mécanique et de toute autre innovation technique permettant de réduire les coûts de production (le prix d'achat de 4500 DA du quintal de BD est-il tenable en cas de diminution des rentrées pétrolières ?). Envisager un nouveau statut pour certains personnels des CCLS afin d'instaurer des primes liées aux volumes d'intrants vendus, au nombre d'heures de prestation de motoculture réalisées ou aux volumes de céréales collectées et ainsi arriver à la même efficacité des réseaux commerciaux privés d'agrofourmiture. Organiser des partenariats afin que l'encadrement de base des CCLS, mais aussi les coopérateurs élus, puissent aller en voyage d'études dans le sud de la France ou en Espagne auprès de coopératives céréalières.

ps: Mr Belabdi, vous avez des cadres et des coopérateurs dynamiques. Exemple: http://www.youtube.com/watch?v=IvF3sXTdeFg&list=UUEvHz_PuTmSZvpZtg59W4Ag&feature=share&index=7 Mettez les en valeur et récompensez les.

Toute l'info pour gérer son exploitation agricole* * * *
www.arvalis-infos.fr/
 Conseil: au niveau de la carte de France, cliquez sur les régions du Sud, afin d'essayer d'avoir des infos adaptées aux conditions algériennes.
 Retrouvez ainsi toute l'information technique des grandes cultures et des fourrages pour produire plus et mieux : météo, résultats d'essais, outils, vidéos. Il est regrettable que l'ITGC ne fasse rien de même. On pourrait espérer que les moyens financiers considérables accordés à cet institut soient en partie employés pour réaliser un site internet au niveau de chaque station régionale afin de communiquer avec les agriculteurs et techniciens.
 La filière blé en Algérie: le blé, la semoule et le pain books.google.fr/books?isbn=2865376591.

L'OAIC, PARTENAIRE MAJEUR DES CEREALIERES DANS L'AUGMENTATION DES RENDEMENTS.

Les progrès de la filière céréales.

L'OAIC, PARTENAIRE MAJEUR DES CEREALIERES DANS L'AUGMENTATION DES RENDEMENTS.

Djamel BELAID 2014

En Algérie, les intervenants de la filière céréales sont divers. Il y a les agriculteurs bien sûr mais aussi, l'ITGC, la recherche universitaire agronomique, les firmes d'agrofournitures, les exportateurs français, l'OAIC et les transformateurs locaux (SIM, Groupe Benamor, GM Dahra). Ces intervenants peuvent être classés selon leur apport à l'intensification céréalière. Et aussi étrange que cela puisse être, l'OAIC, traditionnellement connu pour son rôle de collecte à travers les CCLS et d'importateur, développe des programmes qui pourraient faire de cet office un agent majeur d'augmentation des rendements.

DES INTERVENANTS AUX MISSIONS DIVERSES

Chacun des intervenants de la filière céréales possède sa spécificité. Si les agriculteurs constituent la clé de voûte du système, ils sont cependant étrangement absents des prises de décisions. Cela est lié au faible développement d'associations professionnelles représentatives et d'organismes agricoles aux statuts souvent désuets.

L'ITGC est plutôt tourné vers la recherche appliquée. La recherche agronomique universitaire, campée dans sa tour d'ivoire et donc sans lien avec le monde de la production, est handicapée par le peu de valorisation de ses résultats. L'agrofourniture apporte un renouveau salvateur à la vulgarisation de techniques nouvelles. Ses réseaux de technico-commerciaux irriguent les campagnes et proposent des produits phytosanitaires ou de nouveaux types d'engrais qui constituent autant de ruptures technologiques. Ruptures parfois anticipées par une recherche agronomique nationale malheureusement aphone.

L'agrofourniture c'est aussi le matériel agricole. Il

s'agit de saluer l'extraordinaire apport du secteur public (PMAT, Anabib) en engins de tout genre. Ce dynamisme est permis par de constants financements publics et des partenariats étrangers. On pourrait s'attendre à un peu plus d'innovations de la part de ces entreprises publiques. Il faudrait pour cela consentir plus d'investissement dans la recherche-développement.

Les transformateurs de céréales, nouveaux venus sur le paysage économique, se distinguent par une approche qualité. Ils développent, à travers la constitution progressive de réseaux d'agriculteurs, une politique de choix variétal. Il s'agit là d'une dynamique à saluer. On pourrait s'attendre cependant à plus d'implication dans le conseil en fumure azoté vu le retard accumulé en matière de qualité des blés durs. Des structures régionales de concertation telles les CRIC sont un cadre adéquat.

La figuration dans cette liste d'opérateurs de France Export Céréales peut étonner. Rappelons l'apport à la production laitière nationale des techniciens d'élevage bretons dans le cadre du projet Alban. Ce projet, actuellement développé dans 3 wilayas pilotes, devrait être élargi à 4 autres wilayas. On serait en droit de demander à FEC de développer une coopération plus équilibrée avec les céréaliers algériens comme cela se fait avec le projet Alban. Ou bien pour FEC, l'Algérie n'est-elle qu'un simple marché où les céréaliers français viendraient déverser leurs surplus à une population captive du fait d'habitudes boulangères discrètement instillées par des experts en meunerie?

Reste dans cette liste l'OAIC. Cet office est discret, à l'image de son site internet peu fourni en informations techniques (un comble quand on a pour mission le développement de la production céréalière). Il est surtout connu pour l'approvisionnement du marché national en céréales à travers ses activités de collecte et d'importation. Or, il dispose d'un réseau de « Coopératives » de Céréales et de Légumes Secs (CCLS) à travers tout le territoire national. Si celles-ci

ont pour principale mission la collecte et le stockage, elles ont aussi un rôle d'appui à la production.

L'OAIC, UN PIONNER DE L'IRRIGATION D'APPOINT DES CEREALES

Les interventions des CCLS sont nombreuses : tri et traitement des semences, unités de prestations de travaux agricoles, aide à la récolte par les moissonneuses-batteuses modernes Sampo mais aussi par des flottes de camions et de bennes Marel ramenant les grains depuis les parcelles jusqu'aux silos.

Depuis quelques années, à travers ses CCLS, l'OAIC propose aux céréaliers de s'équiper en irrigation d'appoint. Il s'agit d'une révolution technique. Il ne s'agit pas de proposer aux céréaliers de l'intérieur du pays des pivots comme pour le grand Sud, mais des canons enrouleurs (fabriqués localement par Anabib). Ces derniers permettent d'arroser les céréales aux périodes les plus critiques. L'OAIC propose même aux céréaliers un remboursement de ces équipements par des versements en grains.

En Algérie, l'eau constitue le facteur limitant de la production céréalière. Et pourtant, de tout temps, la seule réponse héritée de l'agronomie coloniale a été de procéder à des labours profonds. Vers la fin des années 70 un chercheur de l'INESA (ex-Ina d'El Harrach), Mr A. Meckliche, a le premier, précisé les doses et stades pour une irrigation d'appoint. Malheureusement, à l'époque, les travaux de ce visionnaire n'ont pas eu d'échos.

L'irrigation d'appoint des céréales concerne aujourd'hui quelques milliers d'hectares. Les résultats obtenus par les agriculteurs ayant opté pour cette technique sont époustouffants. Lorsqu'ils associent à l'irrigation l'emploi de semences certifiées, de variétés à haut rendement, d'engrais adéquats et une protection phytosanitaire adaptées, les céréaliers obtiennent des rendements dépassant les 50 quintaux par hectare. Rejoignant ainsi le « club 50 quintaux » du MADR. On le voit donc, l'irrigation d'appoint peut jouer un rôle capital dans l'augmentation des rendements lorsque l'itinéraire technique est respecté.

L'OAIC, SECURISER LES RENDEMENTS

Cependant, chaque céréalier ne dispose pas d'un puits ou d'une retenue collinaire afin d'irriguer ses céréales même si cela n'est à faire qu'aux phases les plus critiques. Aussi, depuis de nombreuses années les CCLS ont développé avec leurs « Unités d'Intervention » une action de prestation de travaux agricoles vers les céréaliers les plus sous-équipés. Ces services visent à permettre la réalisation d'itinéraires techniques améliorés. Ainsi, les CCLS ont développé l'usage de roto-herses dans la préparation des semis. Les semences

germent dans de meilleures conditions et le peuplement futur épis est optimisé. Outre le semis, les services proposés par les CCLS concernent l'apport d'engrais, la pulvérisation de produits phytosanitaires et bien sûr la récolte et son transport vers les silos. Un programme de déploiement de camions ateliers est en cours.

Cette approche est bénéfique pour les petites exploitations dépourvues en un matériel agricole sophistiqué qui coûte excessivement cher. D'autant plus que les coopératives d'utilisation de matériel ou les cercles d'échanges sont rares. L'idéal serait que les petites exploitations acquièrent à l'avenir du matériel en commun pour plus de souplesse dans la réalisation des chantiers. L'intervention salutaire des CCLS permet actuellement l'accession plus grande de techniques et de matériels modernes dans les campagnes notamment au sein de la petite paysannerie.

Parmi les opérations culturales offertes par les CCLS, il y en a une qui peut permettre de sécuriser les rendements là où l'irrigation d'appoint n'est pas encore disponible. Il s'agit de la technique du non labour avec semis direct. Celle-ci n'est actuellement connue en Algérie que par un groupe d'initiés. A l'aide d'un semoir lourd, elle consiste à semer directement. Et cela, sans le traditionnel labour et les fastidieuses opérations d'émiettement du sol avant semis. Par ailleurs, l'agriculteur n'est plus obligé d'attendre les pluies pour labourer. Outre, la réduction du nombre de passages de tracteurs sur les parcelles et sa vitesse d'exécution le semis direct permet un meilleur emmagasinement de l'eau de pluie. Résultats : des rendements honorables en cas de sécheresse. On peut d'ailleurs se demander si la baisse de production, liée à la sécheresse, qu'a connu l'Est du pays, lors de la campagne écoulée n'aurait pas été moindre si les agriculteurs avaient eu connaissance du semis direct.

Rapporté au niveau de l'exploitation, les conséquences de cette sécheresse représentent un manque à gagner en termes de récolte non engrangée mais aussi de frais de travail du sol, engrais et semis engagés.

Cette question est très documentée par le centre d'arido-culture de Settati au Maroc. En comparant les marges brutes obtenues durant plusieurs années et selon des itinéraires techniques conventionnels ou faisant appel au semis direct le spécialiste Rachid Mrabet démontre le net avantage de cette nouvelle façon de faire (*).

Certes, cette technique implique des contraintes dont la première est de disposer de semoirs spécifiques et de maîtriser le désherbage. Celui-ci peut être réalisé avec des herbicides ou de façon mécanique par le passage de herses étrille ou de houes rotatives (voir le site Arvalis.fr). Au même titre que les CCLS se sont équipées en roto-herses auprès de PMAT, il serait

stratégique de s'équiper en semoirs pour semis direct. PMAT serait en cours de discussion avec une firme espagnole afin d'assurer le montage de tels engins localement. Il est à noter qu'au Maroc et en Syrie sont mis au point des semoirs locaux plus adaptés et moins chers. De même que l'OAIC devrait demander à PMAT la fourniture de herse étrille et houes rotatives.

Ainsi, les CCLS seraient en mesure de commencer la campagne de semis plus tôt, d'améliorer nettement le taux horaires d'hectares semés. Tout cela, avec des conditions permettant de sécuriser les rendements. Cette technique pourrait également intéresser les entreprises privées de travaux agricoles et entrer dans le cadre des financements Ansej. La vitesse de chantiers avec semis direct est telle que des économistes ont démontré qu'elle avait même contribué à l'agrandissement des grosses exploitations céréalières du sud de l'Espagne. Les freins à l'implantation des cultures étant levé, l'agrandissement des superficies devenant possibles. Déjà, dans le Constantinois, de grosses exploitations céréalières privées ont adopté le semis direct.

L'OAIC, POUR UNE REVOLUTION DEMOCRATIQUE DANS LES CAMPAGNES ?

Outre l'irrigation d'appoint et le semis direct l'OAIC détient un levier déterminant en matière d'augmentation des rendements. Il s'agit du statut « coopératif » des CCLS. En fait de coopératif au niveau des CCLS, il n'y a que le nom. Non pas qu'il s'agisse de minorer le travail des agriculteurs présents au conseil d'administration de ces structures, mais, il faut noter « le centralisme administratif » des statuts de ces « coopératives ». Même, le directeur des CCLS est nommé par la direction de l'OAIC. Les prérogatives des administrateurs paysans sont limitées. Pour voir à quoi ressemble exactement une vraie coopérative céréalière, il faut par exemple, aller en France dans le Bassin Parisien ou dans la Beauce où des générations d'élus paysans ont forgé ces structures collectives. A plus petite échelle existe en Algérie des coopératives d'apiculteurs où les coopérateurs investissent un capital et ont réellement leur mot à dire. C'est d'ailleurs là un sujet d'études sur lequel devrait se pencher les étudiants en agro-économie recherchant des sujets pour leur mémoire de fin d'études.

Pourquoi aborder la question du statut des coopératives alors qu'il est question d'augmentation des rendements ? En fait, on ne peut parler d'amélioration des rendements agricoles sans existence d'associations professionnelles représentatives. Ce n'est pas aux pouvoirs publics de montrer aux agriculteurs comment semer leur blé. La vraie mission des pouvoirs publics est de créer les conditions afin que les représentants de céréaliers démocratiquement élus embauchent, avec des subventions en partie publiques, et dans le cadre par

exemple de Chambres d'Agriculture ou de coopératives, des techniciens. Et ce sont eux qui auront en charge l'amélioration de la marge nette dégagée par les agriculteurs sur chaque hectare de leur exploitation. Certes, il ne faut pas être dupe. Même avec cette volonté de représentativité, ce système n'empêche pas certains coopérateurs de tricher. Nous avons eu l'occasion de constater au début des années 90 en France des céréaliers verser « dans le trou du silo de la coopérative » des remorques de blés fourragers aux piètres qualités boulangères alors que leur coopérative était engagée dans une démarche d'amélioration du taux de protéines.

Malgré ces quelques défauts, l'existence d'associations professionnelles représentatives est une condition essentielle du développement agricole et notamment de la filière céréales. Les statuts des CCLS doivent donc être partiellement revus. Il s'agit de déléguer plus de responsabilités aux « coopérateurs ». Et dans le cas qui nous concerne, pourquoi l'OAIC ne met pas sur pied des formations de gestion pour les élus agriculteurs ? L'office sait organiser des formations techniques destination des chauffeurs de moissonneuses-batteuses ou des ouvriers des unités de traitement de semences ? Afin de monter de telles formations à la gestion, pourquoi ne pas faire appel aux universitaires pour des cours de management, de négociation, d'histoire des marchés ? La formation professionnelle agricole doit viser à former les élus paysans. D'éminents économistes, tels A Benachenhou, S. Bedrani ont relevé la forte disparité entre les moyens de formations accordés à l'enseignement supérieur et ceux accordés aux acteurs de terrain. Pourtant, comme le note O. Bessaoud, c'est la paysannerie algérienne qui depuis toujours a su développer des trésors d'ingéniosité afin de s'adapter à un environnement souvent contraignant. Pourquoi, soudainement, le monde rural serait devenu incapable de co-gestion ?

Pourquoi ne pas demander aux experts de France Export Céréales qui viennent chaque année à Alger vanter les qualités boulangères des blés français des partenariats pour la formation de nos coopérateurs ? France Export Céréales est avant tout une émanation de regroupements de grandes coopératives céréalières françaises. Elle a ses entrées. Il faut qu'agriculteurs, techniciens, chauffeurs des CCLS aillent en missions d'études dans les coopératives de la Beauce ou dans l'Audois s'initier aux techniques moderne de gestion. Groupe Benamor a pris une telle initiative l'an passé. Pourquoi ne pas imaginer de courts séjours pour des missions d'immersion ? Il suffit d'un billet aller-retour, de réservation hôtels F1 et d'un planning de visites chez des céréaliers, coopératives (statuts, silos, labos, découverte de l'équipe de force de vente), chambres d'agriculture (financement, syndicalisme, service agronomique). Cela doit être un leitmotiv de la part des acteurs de la filière céréalière envers FEC : un transfert

de technologie sous forme notamment de missions d'immersion. Quant aux étudiants agronomes, il est temps de penser d'inclure dans leur cursus universitaire 15 jours de stages à l'étranger.

L'OAIC BRAS ARME DES POUVOIRS PUBLICS

A travers l'OAIC, les pouvoirs publics détiennent une des clés de l'augmentation de la production et de la sécurisation des rendements mais aussi de l'émergence de professionnels acteurs du développement agricole sans qui rien ne sera possible. Il s'agit là d'une véritable révolution démocratique à venir dans les campagnes. Qu'on ne s'y trompe. Cette modification des attentes du monde rural est déjà en cours. Les éleveurs de la région de Tizi-Ouzou ont récemment rédigé un cahier des charges argumenté visant la défense de leurs revenus laitier. Ils ont par ailleurs exprimés publiquement de façon organisée et non violente leurs revendications. A quand les chargements de fumier déposés devant les sous-préfectures ?

De nos jours, les efforts des pouvoirs publics en matière de scolarisation ont fait émerger dans le monde rural des élites. Il existe par ailleurs de simples agriculteurs n'ayant pas fait d'études mais « blanchi sous le harnais » et pétris de bon sens. A tous ceux-là, l'OAIC se devrait de trouver les moyens afin de leur témoigner plus de confiance. Des formations à la gestion devraient être mises sur pied à destination des élus agricoles.

Cela peut paraître éloigné pour certains décideurs, mais plus de représentativité permet d'améliorer la production au même titre que le déversement dans les campagnes de pétro-dinars. Trop souvent le développement agricole a été envisagé sous l'angle

exclusif du financement (certes nécessaire) et de l'apurement des dettes mais insuffisamment sous l'angle de la participation.

Un autre argument milite en faveur de réajustements ponctuels dans la stratégie de l'OAIC. Jusqu'à présent, l'extraordinaire renouveau de la production céréalière a surtout reposé sur une politique de prix à la production, de soutien à l'acquisition de matériels et d'intrants et de prêts avantageux.

Qu'en sera-t-il en cas de moindres disponibilités financières des pouvoirs publics ? Il devient urgent d'évaluer les politiques agricoles par rapport aux exigences de l'heure. Par sa grande proximité avec les producteurs, l'OAIC a un rôle déterminant. Nul organisme n'est aussi près quotidiennement des céréaliers. Ce bras armé de l'intervention des pouvoirs publics dans le domaine céréalier a les moyens de sécuriser les revenus des agriculteurs et d'augmenter la production de céréales. Cela passe par des mesures techniques (amélioration de la productivité, baisse des charges de mécanisation) mais aussi organisationnelles. Aux universitaires d'affiner l'analyse des développements en cours, à la direction de l'OAIC, à ses cadres et aux décideurs du MADR de faire les bons choix.

Notes :

(*) Rachid Mrabet FAO Semis direct.
www.un.org.ma/IMG/pdf/CEA_09_fr.pdf

BAISSE DE LA QUALITE DES BLES FRANÇAIS.

FAUT-IL CONTINUER A EN IMPORTER ?

BAISSE DE LA QUALITE DES BLES FRANÇAIS. FAUT-IL CONTINUER A EN IMPORTER ?

D. BELAID 15.04.2014

Les agriculteurs français sont les premiers à reconnaître que la qualité du blé produit en France est en baisse. Aussi, en Algérie, doit-on continuer d'acheter du blé français et d'essayer à tout prix de proposer de la baguette parisienne aux consommateurs?

UNE QUALITE OU DES QUALITES ?

Il s'agit tout d'abord de s'entendre sur ce qu'on entend par qualité.

Si on considère le taux de protéines du blé tendre, celui-ci est effectivement en baisse constante depuis 4-5 ans (seulement 11,2% en 2013). En 2003, soit une seule fois en 18 ans la teneur moyenne en protéines a atteint 12,5%. Les causes sont multiples :

- Utilisation de variétés à haut rendement produisant plus d'amidon que de protéines. Sur 20 ans, le progrès génétique a permis une hausse annuelle moyenne des rendements de 0,6 à 0,9 qx/ha. Sauf, que côté protéines, la hausse n'a pas suivi. Avec les baisses de subventions agricoles liées à la PAC, on peut s'attendre à ce que les agriculteurs privilégient encore plus le rendement aux dépens de la qualité en protéines.

- Mesures environnementales entraînant une moindre utilisation de l'azote. Notons à ce propos que les engrais azotés ne sont pas en eux-mêmes la cause du problème, c'est plutôt leur utilisation en absence d'analyse de sol qui est problématique pour ce type d'engrais très soluble.

Suite à cette érosion, l'interprofession française a décidé le 3 décembre 2013 d'imposer dorénavant la mention de la teneur en protéines sur les factures remises au producteur par le collecteur. Des appareils d'analyse sont en cours d'installation dans chaque silo. Des subventions sont accordées par la filière afin d'installer des appareils de mesure rapide au niveau des points de collecte*.

Quant à l'indice de temps de chute de Hagberg des blés tendres, il est mauvais les seules années pluvieuses comme en 1997, 2007 et 2012. La corrélation entre les pluies lors de la moisson et cet indice est telle qu'un agriculteur est à l'origine de ce dicton « Tournoi de tennis à Roland Garros sous la pluie, temps de chute de Hagberg mauvais ». L'humidité après maturation du grain provoque sa germination sur épi. Même invisible à l'œil nu, celle-ci dégrade les qualités boulangères de la farine issue de tels grains. La pâte provenant de ces farines lève mal. Plus grave, même en mélangeant des grains de bonne qualité avec les grains germés, cet indice n'est pas amélioré. Cet indice est devenu la bête noire des chefs de silos. A tel point que l'opérateur portuaire Sénalia basé à Rouen a décidé unilatéralement le 6 août 2013 et malgré les contrats précédemment établis d'interdire l'arrivée dans le blé présentant un temps de chute de Hagberg inférieur à 220 secondes.

Quant aux toxines déoxynivalénol (D.O.N) liées à la fusariose du grain, une analyse est dorénavant obligatoire pour chaque remorque arrivant au silo. La fusariose des épis se développe lorsque le remplissage des grains se fait par temps humide. Cela a été notamment le cas en 2007. Près de 10 % des surfaces en blé avaient été alors touchées par une concentration en DON supérieure à la limite. Les agriculteurs français sont aujourd'hui sensibilisés et l'on constate une augmentation des traitements anti-fusariose. Il est ainsi proposé aux agriculteurs des programmes fongicides permettant de garantir un taux de DON inférieur à la norme de 1750 ppb chez le blé dur.

En cas de présence de toxines D.O.N, le blé est alors déclassé en blé fourrager. Il n'est pas utilisable en alimentation humaine mais est autorisé, en France, en alimentation animale. Des aviculteurs algériens ont récemment demandé l'importation de blés fourragers. Cela n'est pas sans risques sanitaires en cas de détournement de ces blés de leur destination animale vers l'alimentation humaine.

76/15/4/2/2/220 LES ATOUTS DU BLE FRANÇAIS

Un agriculteur français m'a récemment raconté cette

anecdote. Il y a quelques années, la fille d'un de ses collègues agriculteur est allée en Egypte. Elle a eu à constater l'état du blé français arrivant dans les ports égyptiens : avarié, moisi. A son retour en France, elle a raconté à son père ce qu'elle avait vu et lui a dit: « j'ai eu honte du blé qu'on envoyait en Egypte ».

Il est évident que le choix de l'origine des blés à importer revient aux seuls importateurs algériens. Dans ce choix, le prix est un facteur déterminant. La qualité également.

Malgré un relatif faible taux de protéines, les blés français possèdent certains avantages.

Le premier de ces avantages concerne la fiabilité des contrôles. Les wagons de blés envoyés par train par exemple à Rouen font l'objet de prélèvements pour analyse lors de leur chargement et sont plombés par des scellés.

A l'arrivée des remorques devant les silos les organismes de collecte (coopératives et négoce) procèdent à des contrôles systématiques : taux de protéines, D.O.N, indice de chute de Hagberg.

Habituellement les contrats entre chargeurs à Rouen et organismes de stockage signés avant moisson sont basés sur une norme : le 76/15/4/2/2, n'impliquant donc pas l'indice de Hagberg. En transformant ce standard en 76/15/4/2/2/220 Sénalia a provoqué une onde de choc. A sa décharge, ce chargeur a affirmé que certains lots français arrivaient à peine à 80 alors que les acheteurs étrangers réclament du 220. Or, même en coupant des lots de blés, il est impossible de faire remonter cet indice.

Quant au taux de cadmium, il est contrôlé. La force des blés français réside dans la fiabilité des analyses et dans la traçabilité des lots. Les blés canadiens sont également très contrôlés. Qu'en est-il des blés ukrainiens (ceux-ci sont actuellement peu prisés des importateurs algériens du fait des piqûres de punaises)?

Les blés français et canadiens se distinguent par la fiabilité des contrôles dont ils font l'objet. Quant au faible taux de protéines des blés français plusieurs points militent en faveur de son amélioration.

- Existence de contrôles à la réception des chargements,
- Nouveau programme d'équipement en matériel d'analyse des protéines au niveau des points de collecte,
- Existence d'un barème de bonification valorisant le taux de protéines. Un agriculteur français m'expliquait récemment que financièrement il était très rentable de faire 90 qx/ha avec 12% de taux de protéines.

Rappelons que certains agriculteurs français visent plus que les 90 qx/ha.

- Développement d'outils de pilotage de la fertilisation azotée permettant de concilier dose d'azote optimale et préoccupations environnementales.

METTRE DES CONDITIONS A L'IMPORTATION DES BLES FRANCAIS

Les blés français présentent actuellement deux faiblesses qualitatives : leur taux de protéines et leur indice de chute de Hagberg en années pluvieuse. Dorénavant la filière céréales française a décidé d'améliorer les paramètres qualitatifs et sanitaires des blés. Est-ce le cas pour des blés provenant de pays moins exigeants du point de vue des contrôles sanitaires ? C'est aux importateurs algériens de trancher.

Concernant le taux de protéine, la force boulangère (W), le taux d'humidité, l'indice de chute de Hagberg ou du poids spécifique, les blés ukrainiens arrivés en 2012 dans les ports marocains surclassaient à chaque fois les blés français. Et cela pour un prix de 10 à 15 dollars en moins par tonne que les blés français

En cas de décisions favorables aux blés français, les importateurs algériens se doivent d'exiger en retour un transfert de savoir faire. Ce transfert peut porter sur différents points techniques. Mais il peut également porter sur des aspects organisationnels : modalités de constitution des lots de blés au niveau des organismes de collecte ou modalités d'organisation du suivi technique des agriculteurs. A notre avis, les délégations d'agriculteurs et de techniciens de terrain devraient être plus fréquentes dans les coopératives françaises. Idem concernant nos étudiants agronomes.

La proximité culturelle et géographique milite pour un tel transfert. Cela ne doit pas nous empêcher d'être vigilant. Par exemple, l'aide de meunier français peut viser à maintenir l'usage de la baguette de pain et ainsi maintenir l'utilisation de farines françaises. Or, la baguette française n'est pas la seule forme pour cuisiner du pain. Il y a par exemple la galette. Il s'agirait d'étudier si l'industrialisation des procédés de fabrication de galettes ne permettrait pas de réduire les importations de blé de première catégorie. Idem concernant les blés complets. Pourquoi ne proposer au consommateur algérien que du pain blanc alors qu'existe des pains complets ?

(*) La mesure du taux de protéines peut être réalisée sur des grains entiers ou broyés au moyen de la spectrométrie dans le proche infrarouge. Ce type d'analyse dure moins d'une minute et peut donc être réalisé à l'entrée des points de collecte pour analyser les arrivages.

ALGERIE: EN BLE DUR, ANTICIPER LA FIN DE L'AGE D'OR?

Réduire les coûts de production et d'améliorer la qualité.

ALGERIE: EN BLE DUR, ANTICIPER LA FIN DE L'AGE D'OR?

Djamel BELAID 20.04.2014.

Depuis 2008, le prix à la production du blé dur est de 4500 DA le quintal. Les produits phytosanitaires font l'objet d'exonération de TVA. Quant aux engrais, le soutien des prix par les pouvoirs publics représente 20% de leur montant¹. Le crédit de campagne (R'fig) est sans intérêt. Enfin, pour les céréaliers qui souhaitent acquérir un système d'irrigation d'appoint, une aide financière est accordée par l'OAIC et il est même possible de la rembourser par des versements en céréales. Bref, la céréaliculture algérienne vit un âge d'or. En sera-t-il toujours ainsi? Si la réponse est négative comment les céréaliers peuvent-ils anticiper l'avenir?

UN CONTEXTE ECONOMIQUE INCERTAIN

La généreuse aide financière accordée par les pouvoirs publics repose essentiellement sur la rente tirée des hydrocarbures. Or, celle-ci peut être fluctuante selon les prix du marché international. Par ailleurs, il s'agit de compter avec la concurrence des gaz de schiste US et du gaz en provenance du Qatar qui souhaite investir le marché européen. Enfin, engagée dans la voie d'un redressement de déficits publics abyssaux, la France pourrait demander de renégocier le tarif des contrats de gaz avec l'Algérie.

Par ailleurs, la demande des autres secteurs de l'économie nationale en financement est forte. Le secteur agricole et en particulier le blé dur (BD) pourrait faire l'objet d'arbitrages. En effet, face aux coûts de production du BD, les pouvoirs publics pourraient être amenés à privilégier l'importation de blé tendre. Les vendeurs se bousculent sur le marché international. C'est le cas des Russes et des Ukrainiens qui proposent des prix inférieurs de 10 à 15 € au blé tendre français.

A ces contraintes extérieures vient s'ajouter la volonté des pouvoirs publics d'une adhésion à l'OMC. Une telle démarche implique la réduction des subventions

étatiques aux céréaliers.

Face à ce contexte incertain, la filière BD, et en particulier les céréaliers algériens se doivent de réduire les coûts de production et d'améliorer la qualité des produits locaux.

REDUIRE LES CHARGES VARIABLES

Un des réponses est de réduire les charges variables liées aux semences, engrais, phytosanitaires, carburants.

-concernant les semences: une solution consiste à produire de la semence de ferme triée et traitées d'aussi bonne qualité que celle vendues par les CCLS. Pour cela, il s'agirait de développer l'emploi de petites unités mobiles de traitement passant d'exploitations en exploitations.

-concernant la fertilisation: les solutions sont multiples. Afin de réduire les doses d'engrais à apporter on peut envisager de plus grandes restitutions organiques sous formes de résidus de récolte, d'amendements organiques (boues résiduaires, fumier, composts à base de bois raméal fragmenté) voire de semis sous couvert². Un choix des engrais les plus adaptés aux types de sols ainsi que leur épandage sous forme localisée voire par pulvérisation sur le feuillage peut permettre une meilleure efficacité de la nutrition minérale.

-concernant l'utilisation des produits phytosanitaires, la réduction des coûts concerne essentiellement les herbicides et les fongicides. Pour les premiers, il est possible de les remplacer en partie ou totalement par le désherbage mécanique grâce à l'emploi de herbes étrille³. Quant aux seconds les seules possibilités de réduction de leur emploi réside dans l'utilisation de variétés plus résistantes aux maladies fongiques⁴. Dans le cas des insecticides, il ne nous semble pas possible de s'en passer.

-concernant les carburants: des réductions considérables du poste carburants sont possibles grâce à la technique du semis direct. En effet, les opérations de labour et de préparation du lit de semences sont remplacées par un seul passage de semoir.

-concernant l'irrigation: il faut s'attendre à des hausses des tarifs de l'électricité. Les céréaliers bénéficieront-ils

de tarifs préférentiels? Quid des possibilités en équipement afin d'utiliser l'énergie solaire?

Il apparaît que les réponses sont variables selon les intrants considérés et le type d'exploitations (petites ou grandes, intensives ou extensives, avec ou sans élevage ovin).

Pour une grande partie des solutions, les références techniques existent. Reste à les appliquer. Mais avec quel encadrement technique?

REDUIRE LES CHARGES FIXES

Les charges fixes représentent 40% du coût de production du blé dur (MERABET 2011). Il s'agit du poste où les économies à réaliser sont les plus grandes. Parmi les solutions certaines dépendent des pouvoirs publics et d'autres du seul céréalier (exemple choix du semis direct) ou de son environnement immédiat.

-Instaurer un tarif de fermage. Il ne faut pas se voiler la face. Tous les céréaliers ne sont pas propriétaires des parcelles qu'ils travaillent. Aussi, c'est aux pouvoirs publics de mettre en place un tarif de fermage selon chaque wilaya. Certes, il s'agit également de veiller aux abus.

-Les solutions individuelles. S'il est une solution individuelle porteuse de réductions des charges fixes, c'est celle de l'adoption du semis direct. Les coûts de mécanisation sont ainsi réduits de façons drastiques. Ils passent de 8750 DA/ha à 4500 DA/ha (BOUGUENDOUZ 2009). Quant au temps passé pour l'implantation de la culture il passe de 10 à 5 heures. MRABET (2001) note que « sur quatre ans, l'agriculteur a gagné en moyenne 4912 dirhams par hectare en pratiquant le semis direct, par contre le gain n'était que de 950 dirhams par hectare avec le labour ». Cette technique requiert cependant un minimum de maîtrise technique; il est par exemple primordial de maîtriser le salissement en adventices.

-Les solutions à plusieurs. Le matériel agricole moderne (tracteurs, moissonneuses-batteuses) n'est amorti qu'en étant utilisé sur un grand nombre d'hectares. La solution réside donc dans l'acquisition de matériel agricole à plusieurs voire au recours aux entrepreneurs de travaux agricoles. Ces derniers peuvent avoir plusieurs formes: unité de motorisation de CCLS5, particulier sous statut privé disposant d'un parc matériel⁶ ou agriculteur voisin⁷. Il serait intéressant à cet égard d'étudier l'évolution des coûts du labour en tenant compte de l'effet des récentes décisions d'importation et de fabrication ou de montage local de tracteurs.

AGIR MAINTENANT ET NON PAS AU SON DU CANON

Concernant les charges variables, des réductions de

coûts peuvent être opérées sur la plupart des postes. Quant aux charges fixes, des réductions sont possibles et elles sont d'un ordre bien supérieur aux précédentes. Cependant, leur mise en oeuvre s'avère en général plus ardue.

Des travaux d'universitaires et de centre de gestion pourraient permettre d'établir un observatoire du montant et de l'évolution de ces charges fixes et variables⁸. Ce qui permettrait d'établir le montant exact des marges brutes et nettes.

Certes, il est illusoire de penser réduire les coûts et d'être aussi concurrentiel qu'un céréalier Canadien. Cependant, il existe de réelles marges de progrès.

Concernant les charges variables il s'agit de revoir l'organisation actuelle du conseil technique. Il devrait être assuré par des techniciens de secteurs sous la direction de Chambres d'Agriculture devenues réellement représentatives. Quant aux charges fixes, la réflexion nécessite la collaboration des centres de gestion comptables.

Cette définition des rôles permettrait de faire entrer dans les moeurs la culture des stratégies de réduction des charges. Celles-ci sont actuellement réalisées sans réel fondement agronomique. Il s'agit plus de systèmes céréaliers extensifs où le revenu est en partie complété par l'association de l'élevage ovin. Actuellement pour nombre d'exploitations, il s'agit moins de faire d'économies d'intrants que d'en utiliser plus afin d'augmenter les rendements et donc les marges nettes à l'hectare. Ainsi, l'approche des conseillers de secteurs serait de considérer les niveaux d'intensification et le niveau technique des exploitations.

Le raisonnement doit dépasser le simple cadre de l'exploitation et se poser en terme de filière. Ainsi, qui doit supporter les coûts d'une meilleure qualité du BD, par exemple concernant les doses d'engrais azoté et le pilotage de ce type de fertilisation dans le cadre d'une meilleure qualité protéique du grain?

Outre, le conseil et les transformateurs la réduction des coûts nécessite la fabrication de petit matériel adapté: unités mobiles de semences, herses étrille, fourches hydraulique à l'avant des tracteurs, épandeurs de fumier, localisateur d'engrais au semis. Ce rôle est à assumer par le secteur privé en sa qualité d'importateur. Pour chaque quota de matériel importer devrait correspondre une production locale. La société PMAT constitue par ailleurs un acteur incontournable. Cette société s'est illustrée par le montage de moissonneuses-batteuses modernes et la conception de roto-herses.

Des sauts qualitatifs en matière de production de matériel sont donc possibles. Les actuels pour parler de PMAT en vue du montage local de semoirs en ligne s'avèrent à cet égard fondamentaux. Ainsi, des choix

novateurs sont à opérer. Que pourraient apporter le développement de traitements aériens?

Que sera-il- réellement possible de faire en cas d'adhésion à l'OMC? C'est une véritable révolution qui se prépare.

Si des opérateurs privés ont pu faire bouger les lignes, le rôle des pouvoirs publics est immense. Mais quel est le poids des conseillers techniques du Ministre de l'Agriculture? Il s'agit d'adopter des choix immédiatement en période d'aisance financière et non pas « au son du canon ». Des évolutions positives sont possibles. Cela a été le cas avec le développement de réseaux de technico-commerciaux des firmes de produits phytosanitaires. Certes, dans cet exemple il avait suffi d'une simple autorisation données à des firmes étrangères. Il en va autrement dans le cas de la réalisation d'économies. Car dans ce cas, il n'y a rien à vendre pour les firmes étrangères. Sauf à substituer des importations par d'autres moins coûteuses (par exemple importer des herse étrilles au lieu d'importer massivement des herbicides). Un équilibre est à trouver afin d'encourager les importateurs mais aussi les fabricants locaux de petit matériel agricole. Comment également surfer sur l'aide du management d'équipes étrangères comme dans le cas des produits phytosanitaires? Des importateurs algériens ont acquis une expérience en matière de conseil, réseau d'assistance et de réparation, service après vente. Par retour d'expérience, il s'agirait d'étudier comment reproduire de tels scénarios mais avec plus d'intégration locale. Les CRIC s'avèrent être des instances idéales de concertation, même s'il ne s'agit pas d'une initiative de l'ITGC mais des transformateurs. Le rôle d'aiguillons des transformateurs est ainsi intéressant (mais quid de leur participation s'il leur devenait possible d'importer du BD étranger moins cher que le BD local?)

Références bibliographiques:

BOUGUENDOUZ A., 2009 Pratique de l'agriculture de conservation en zone semi-aride (wilaya de Sétif – Algérie). agriculture-de-conservation.com/Pratique-de-l-agriculture-de.html
MERABET L., 2011 Effet des politiques agricoles sur l'offre et le revenu des céréaliculteurs. Cas de la zone de Khenchela (Algérie).

Ecole nationale supérieure agronomique Alger - Ingénieur d'état en agronomie. www.memoireonline.com/.../m_Effet-des-politiques-agricoles-sur-loffre-...

MRABET R., 2001 Le semis direct : potentiel et limites pour une agriculture durable en Afrique du Nord. NATIONS UNIES COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord (CDSR) Tanger (Maroc). 21p. www.un.org.ma/IMG/pdf/CEA_09_fr.pdf

Notes:

1 Certains types d'engrais azotés sont peu disponibles pour des raisons sécuritaires.

2 Le semis sous couvert consiste à installer une culture dérobée avant l'implantation de la céréale. Cette culture qui ne sera récoltée servira à enrichir le sol.

3 On consultera le retour d'expérience sous forme écrite et de vidéos sur le site d'Arvalis.fr.

4 Encore faudrait-il que l'ITGC communique sur la résistance des variétés disponibles.

5 Comment accroître l'efficacité des unités de motorisation des CCLS? Un statut permettant de larges majorations de salaires en cas d'heures supplémentaires s'avère indispensable.

6 C'est le cas de la société Agropius qui pour les fourrages propose des chantiers d'enrubannage. Cela pourrait être le cas pour des chantiers de semis.

7 En France se développent des Cercles d'échanges de matériel. Un animateur met à jour un barème de travaux agricoles acceptés par des agriculteurs adhérents pour une somme modique. Il reçoit par téléphone les offres et demandes de travaux et met établit les contacts. A noter qu'à l'ère d'internet et de la 3G, on pourrait même imaginer un site national gérant des cercles d'échanges de matériel par wilaya.

8 Actuellement les seuls chiffres disponibles proviennent de quelques travaux universitaires (Chaire d'Economie rurale de l'INA), de travaux réalisés à Sétif ou à Settat (Maroc) concernant le semis direct.

9 Y-a-il actuellement un Mr Khodja tel celui qui était responsable du Plan et osait dire, à l'époque, au Président H Boumediene: « Non, Mr le Président, je ne suis pas d'accord ». Mais même au niveau de PMAT, y-a-il un centre de recherche avec des agronomes et un PDG qui entérine leurs décisions techniques? Voir la dernière conférence de Abdelatif Benachennou. www.youtube.com/watch?v=3R_nWu8A2eE

Enregistrement de performance

ALGERIE, PREPARER L'APRES-MOISSON

C'est en juillet-août que se gagne la prochaine campagne !

ALGERIE, PREPARER L'APRES-MOISSON C'est en juillet-août que se gagne la prochaine campagne !

D.BELAID 1.06.2014

La moisson de céréales a déjà commencé. Pour les zones les plus tardives, les dernières interventions concernent l'irrigation d'appoint. Mais, pour les techniciens, déjà la prochaine campagne céréalière est à préparer. Comment ? Par la pratique de l'enregistrement des performances ou « l'enquête culture » trop peu utilisée en Algérie.

L'ENQUETE CULTURE, COMMENT ?

L'enquête culture consiste à enregistrer les pratiques agronomiques des agriculteurs sur leurs parcelles. Elle concerne tout type de cultures. Elle est réalisée par un technicien sur une petite région. Dans le cas des céréales, il s'agit de faire remplir par des agriculteurs un formulaire avec différentes rubriques et cela pour plusieurs de ses parcelles.

Le sol. On demandera la profondeur du sol et sa nature (limoneux, argileux), la pente. On demandera également la nature du précédent cultural.

Le travail du sol. On demandera le type et date de labour, le type et nombre de façons superficielles.

Fertilisation. Pour chaque engrais on demandera le type, la dose et la date d'apport. On questionnera sur les éventuels apports d'amendements organiques, la dose et la date d'apport. Demander également si les chaumes sont enfouis.

Le semis. On demandera le mode, la dose, la variété, la date de semis et la nature des semences (de ferme non traitées ou certifiées).

La protection phytosanitaire. On demandera pour la lutte contre les adventices, les maladies à champignons et les insectes la nature des produits apportés, la dose et la date d'apport.

L'irrigation. On demandera le type d'irrigation, le nombre, les dates et les doses.

Rendement. On demandera le rendement de la parcelle et le poids spécifique.

Il est évident que selon les spécificités locales, on peut développer certaines rubriques. Il nous est arrivé de demander le coût des postes fertilisation, herbicides, fongicides, insecticides. Il devient alors possible de procéder à des calculs de marges brutes. Une autre fois, nous avons axé une enquête sur l'aspect fertilisation. Il avait été demandé aux agriculteurs qui avaient des analyses de sols de les indiquer. Imaginez le plaisir technique d'avoir des analyses de sol et d'avoir les rendements obtenus sur ces parcelles.

L'ENQUETE CULTURE, POURQUOI, POUR QUI ?

L'enquête n'est pas destinée à tous les agriculteurs, même si le maximum est convié à y participer. On doit viser les agriculteurs leaders et ceux en contact avec les techniciens afin de viser le maximum de retour.

Le formulaire d'enquête peut être publié sur un site, dans un bulletin agricole ou envoyé par courrier

Aux adhérents d'un groupe suivi par un technicien. Le formulaire peut également être rempli lors d'une réunion. Certes, si les agriculteurs n'ont pas sur eux tous leurs chiffres, les renseignements risquent d'être approximatifs (ils peuvent être prévenus à l'avance). Cette façon de faire à l'avantage de forcer un maximum d'agriculteurs à participer et à aider ceux qui sont analphabètes. Il est également possible de faire appel à un stagiaire qui aidera à remplir les questionnaires tout au long de la campagne.

Pourquoi tant d'efforts pourrait-on me demander ? Pour avoir personnellement pratiqué cette façon de faire il nous est possible d'affirmer qu'il s'agit là d'un moyen extraordinaire pour avoir des références techniques. Cette façon de faire est la meilleure façon pour être efficace, pour peser sur les façons de faire des agriculteurs. Tout technicien sérieux engagé dans des actions de vulgarisation se doit de développer ce type de méthode. Il peut ainsi se construire des références et pouvoir ensuite diffuser des préconisations. Cette méthode peut également être utilisée par un chef de service de DSA ou un chef de silo de CCLS.

Pour qui ce genre d'enquêtes ? Evidemment pour les agriculteurs me direz-vous. Cela semble évident. Pourtant, je connais au moins un cas en Algérie, où des animateurs d'un réseau céréales ont demandé aux agriculteurs de remplir de tels questionnaires sans que ceux-ci soient exploités et que des conclusions soient renvoyées aux agriculteurs.

Car, disons le tout de suite : s'il n'y a pas de retour aux agriculteurs sous forme de résultats pratiques, le nombre de réponses aux questionnaires chutera.

Dans la pratique, les questionnaires sont à envoyer aux agriculteurs avant la récolte. Ils devront être récupérés après la récolte. Ainsi, en juillet-août les données seront enregistrées sur un tableur type Excel. Des « tris » pourront être réalisés, des conclusions tirées et une réunion « bilan de campagne » organisée fin août. Un document sera également remis à l'agriculteur.

ENQUETE CULTURE, DES RESULTATS

La méthode d'enquête culture est intéressante à plus d'un titre :

-des références provenant des parcelles agriculteurs. Une fois que la méthode est comprise par les agriculteurs, il y a une adhésion totale^[1] de leur part. L'explication vient du fait qu'il s'agit de données qui viennent de leurs propres parcelles. Il ne s'agit pas de résultats venant de stations d'essais. Ils comprennent qu'il s'agit d'analyser leurs propres pratiques par rapport au « peloton » de tête. C'est un moyen puissant d'évolution technique.

-des références multiples. Un autre avantage est la quantité de références obtenues. Il y a ainsi des informations qui donnent une photographie. Ainsi, on peut connaître les précédents culturaux les plus représentés ou les variétés les plus utilisées. Mais le fait de connaître le rendement des parcelles permet de savoir quel précédent cultural ou quelle variété est le plus intéressant. Idem quant à l'emploi d'un herbicide, d'une date de semis ou du fractionnement ou non des apports d'azote. Nous avons eu l'occasion de réaliser une enquête où nous avons demandé le taux de protéines du grain, l'analyse du sol en azote et la quantité d'engrais azotés apportés. Les agriculteurs avaient été ravis du rendu des résultats. Certains avaient pu voir comment en mettant trop d'azote, ils avaient pénalisé leur rendement.

Nous espérons vous avoir convaincu de ce type d'approche. Il est possible de commencer avec 50 parcelles. Cela ne signifie par qu'il faut toucher 50 agriculteurs puisque chaque participant peut renseigner sur la fiche l'itinéraire technique pour plusieurs parcelles. Pour tout technicien qui croit en son métier, l'enregistrement de performances ou l'enquête culture est l'outil de base.

Bon courage...

[1] L'idéal est quand même d'avoir plus de 100 parcelles et de réaliser des analyses statistiques de type AFC. Cependant, il faut le réaffirmer, avec un simple tableur, on peut tirer des conclusions très intéressantes.

ROTATIONS CEREALIERES.

INTRODUIRE DES OLEAGINEUX AFIN DE REDUIRE LA MONOCULTURE DU BLE DUR.

ROTATIONS CEREALIERES, INTRODUIRE DES OLEAGINEUX AFIN DE REDUIRE LA MONOCULTURE DU BLE DUR.

D.BELAID 29.07.2014

Il n'est pas rare de constater en Algérie des cas de monoculture de blé dur. La faiblesse du nombre d'espèces cultivées, mais aussi les difficultés de récolte des fourrages ou des légumes secs peuvent. Cette situation n'est pas sans conséquences négatives sur les rendements obtenus. Cette situation existe également en France et plus particulièrement dans le Sud-Est. La solution retenue a été l'introduction dans la rotation d'oléagineux et cela avec succès. Dans quelle mesure une telle pratique peut-elle être utilisée en Algérie?

LES RESULTATS DE L'ETUDE

Cette étude a été pluriannuelle et selon Christophe Vogrincic1 du CETIOM « conduite de 1999 à 2004 s'est attachée à déterminer l'intérêt technico-économique d'une rotation équilibrée en grandes cultures (colza-blé dur, tournesol-blé dur ou soja-blé dur), comparativement à la monoculture de blé dur, dans différentes situations pédoclimatiques du Sud-Est de la France ».

L'étude a été menée grâce à la collaboration de différents organismes: Chambre d'agriculture de Languedoc-Roussillon, Chambres d'agriculture de l'Aude, de l'Hérault, du Gard et des Bouches-du-Rhône, ARVALIS- Institut du végétal, CETIOM, LEGTA de Castelnaudary et d'Aix en Provence, Audecoop, GCO, Sud-Céréales et Ets Magne.

L'étude a porté sur des parcelles « agriculteurs ». Le dispositif a consisté à « comparer tous les ans un blé dur en rotation avec un blé dur en monoculture ». Et comme s'y attendaient les auteurs « la comparaison montre que le rendement moyen des blés en rotation est systématiquement supérieur à celui des blés en monoculture. (...) En moyenne, sur les quatre années de référence, le rendement d'un blé dur en rotation est supérieur de 14 q/ha à un blé dur/blé dur ». Bien sûr les écarts de rendement constatés ont été plus ou moins

importants selon les sites et les années.

Il a été remarqué que sur deux des treize sites, « le facteur type de travail du sol a été introduit (labour — non labour). Les résultats montrent que la plus grosse perte de rendement pour le blé dur en monoculture s'observe en situation de non labour en sol superficiel. Cette perte de rendement est de 47 % par rapport à un blé dur en rotation, contre seulement 26 % dès que l'on réintroduit le labour. En sol profond, ces pertes ne sont que de 10-15 % quel que soit le travail du sol ».

Cette baisse de rendement est liée:

-au développement de maladies telluriques (piétin échaudage et fusariose du bas de tige), de larves de zabres,

-à une pression accrue des adventices (ray-grass, folle avoine, vulpin...).

Par ailleurs, les auteurs montrent que « les blés durs en rotation ont en moyenne 1,1 point de PS en plus par rapport à ceux en monoculture. En moyenne, sur les 4 ans, le PS des blés durs en monoculture est même inférieur au seuil de réfaction de 80 kg/hl ».

QUELS ENSEIGNEMENTS TIRER?

Il apparaît que l'introduction d'un oléagineux dans la rotation a permis un meilleur rendement du blé. Quels enseignements tirer pour l'Algérie? Il peut être envisageable d'introduire dans les assolement et pour des terres profondes, du colza. Contrairement au tournesol, il s'agit d'une culture d'hiver qui ne nécessite pas d'irrigation contrairement à une culture d'été. Par ailleurs, le matériel utilisé est le même que pour le blé.

Cependant, se pose un problème: la maîtrise de ces cultures actuellement inconnues des céréaliers algériens. Il est à noter que les agriculteurs marocains sont habitués à la culture du colza. Les rendements qu'ils obtiennent sont honorables.

Ainsi dans le Sud-Est de la France, il a été remarqué: « une maîtrise technique des têtes de rotation insuffisante

».

Voyons les difficultés auxquelles sont confrontés les agriculteurs du Sud-Est de la France:

-défaut de maîtrise technique est particulièrement important pour le colza (implantation, désherbage, protection phytosanitaire,

-défaut « amplifié par la dureté du climat méditerranéen ».

-mais plus grave, « ces contreperformances techniques sur les têtes de rotation ne sont pas sans conséquence sur la compétitivité économique du système de culture en rotation comparativement à la monoculture ». En effet, il faut calculer les marges brutes pour chaque culture et faire la moyenne sur deux ans.

-Face à cette situation, CETIOM a lancé des actions de développement « Colza Sud » afin de d'assurer un suivi technique adapté. Il y a donc de puissantes structures de recherche-développement sur le terrain.

ROTATION BLE DUR-OLEAGINEUX, MAIS POUR QUELLE MARGE?

Les auteurs de cette étude recherche-développement ne se sont pas contentés des aspects techniques. Ils ont également procédé à des simulations économiques selon plusieurs scénarii.

Il apparaît que sur les quatre années d'études, « la rotation dégageait une marge brute moyenne supérieure de 22 €/ha/an par rapport à la monoculture ». Cet écart pourrait être amélioré par une meilleure technicité dans la conduite des têtes de rotation.

L'analyse des charges opérationnelles sur cultures durant l'assolement telles qu'elles sont pratiquées par les agriculteurs a permis d'affiner les marges brutes possibles. Au prix des récoltes, il a été ajouté

différentes aides pour l'année 2010. Le calcul de la marge brute intègre ainsi pour le Sud-Est de la France des aides spécifiques: 30 €/ha d'aide pour la qualité blé dur, 55€/ha de complément protéagineux et 150 €/ha d'aide aux protéagineux. Dans ce cas là l'avantage est en faveur du système de cultures en rotation, avec un écart de marge brute qui passe à 62 €/ha/an en faveur de la rotation.

Dans le cas d'une année avec des prix élevés comme en 2007, « cet écart dépasse en moyenne les 100 €/ha/an à l'avantage de la rotation ».

Dans le cas, de l'adoption d'une telle rotation en Algérie, il s'agirait également de calculer sa viabilité économique. Le rendement moyen du blé dur est à intégrer sur la base de 4500 DA/qx. Quant au colza, des essais réalisés à Khemis-Milliana ont permis des rendements de 22 qx/ha. A notre connaissance, il n'existe pas de prix fixés par les CCLS pour le colza.

En résumé, le faible nombre de cultures (vesce-avoine, légumes secs) fait qu'en Algérie, les cas de monoculture du blé dur sont fréquents. Ils ont un effet défavorable sur le rendement. L'introduction de colza permettrait de rompre le cortège des parasites liés aux céréales et d'en finir avec la monoculture. Reste à créer une filière oléagineux, à encadrer les producteurs et à proposer des prix rémunérateurs. Les expériences marocaine et du Sud-Est de la France peuvent permettre de nourrir le débat en Algérie afin de pour tracer notre propre voie.

1 Christophe Vogrincic. 2010 Systèmes en monoculture de blé dur. Introduire un oléagineux: une pratique à développer. PERSPECTIVES AGRICOLES - N°368, 56-68. vogrincic@cetiom.fr

FILIERE CEREALES, LA DREAM TEAM ALGERIENNE

Une équipe qui progresse, mais...

FILIERE CEREALES, LA DREAM TEAM ALGERIENNE

D. BELAID 8.05.2014 actualisé le 9.05.2014

Il peut être étonnant de parler de « dream team » hors du secteur sportif. Pourtant, ce qui se passe actuellement au niveau de la filière céréales est positif.

Jamais du point de vue de l'augmentation de la production nous n'avons connu de telles évolutions positives. Entre 2009 et 2012, la profession a réussi à produire plus de 50 millions de quintaux durant quatre années de suite. Cela ne s'était jamais vu. Il faut le dire au moment où certains éditorialistes se complaisent dans le « Algeria bashing »

A qui en revient le mérite ? Nous nous proposons de mieux faire connaître les membres de cette « équipe Algérie » qui gagne : cadres dirigeants d'institutions, d'entreprises publiques ou privées ou enfin simples citoyens.

Les attaquants de pointe : La banque agricole

Dans toute opération économique, l'argent constitue le « nerf de la guerre ». Aussi, rendons à « César, ce qui appartient à César ».

En premier lieu l'augmentation des rendements de céréales vient du financement de la filière. Tous les postes qui contribuent à la marge brute de l'exploitant sont concernés.

On, ne peut donc que louer l'action des Décideurs ayant pris les mesures d'augmenter les prix à la production, de soutenir les prix des intrants agricoles ou de favoriser le crédit (Rfig et Ettahadi) et les organismes bancaires en charge de cette application.

Et les agriculteurs suivent. C'est le cas de Mr Khaled Yacine Bachtarzi¹ à Guelma: « En blé dur, j'exploite de petites surfaces de 10 ou 15 hectares seulement, où je réalise quelques pics de 50 q. Mais l'incitation des 1000 DA de différence entre le prix garanti pour le blé tendre et le blé dur à la collecte m'a poussé à reprendre la

production du blé dur ».

C'est le cas également en 2011 à Négrine, Wilaya de Tébessa, Mr Abdelkrim Salmi², producteur de céréales a atteint les 85 quintaux/hectare en blé dur. Le journaliste qui l'a rencontré lors d'une remise de distinction pouvait dire de lui « Il n'a pas été ingrat et a reconnu que c'est grâce aux encouragements de l'Etat qui en maintenant le prix de 4 500 DA a encouragé les fellahs honnêtes à fournir plus d'efforts ». Le céréalier d'élite devait déclarer à cette occasion: «Je deviendrai riche à la sueur de mon front (...) Moi, je gagne, mon pays gagne et ma famille est très heureuse et fière de moi ».

CCLS, PMAT, ANABIB, des ailiers sûrs

Afin de suivre un itinéraire technique efficace, les céréaliers ont plus de moyens matériels à leur disposition.

PMAT mais également les importateurs³ mettent sur le marché des tracteurs, matériel aratoire, de semis, d'épandage, de pulvérisation et de récolte.

PMAT a engagé, sous la direction de son PDG, Attouchi Salah, ingénieur en construction mécanique, un vaste programme de construction d'engins, dont certains en partenariat comme les moissonneuses-batteuses Sampo.

L'OAIC à travers les CCLS et grâce à l'énergie et au dynamisme du P-dg, M. Belabdi Mohamed, apporte une aide conséquente sur le terrain. C'est le cas avec la fourniture de semences certifiées, engrais, phytosanitaires et aide aux travaux agricoles grâce aux « unités motoculture⁴ ». Concernant par exemple les semences les CCLS en partenariat avec l'Institut Techniques des Grandes Cultures, arrivent à fournir plus de 60% de semences triées et traitées. Depuis 1994, plus aucune semence de céréales n'a été importée. Ce qui a permis une économie de 140 millions de dollars selon Mr Omar Zaghouane directeur de cet institut et animateur infatigable des équipes de recherche-développement opérant dans les stations d'essais à travers le pays.

Grâce entre autres, à Anabib, se développe l'irrigation d'appoint des céréales. Quand on sait que les céréales sont en déficit hydrique 8 années sur 10 en fin de cycle, on imagine l'intérêt de la mise en place progressive de cette mesure.

Firmes d'agrofournitures et minotiers, une défense efficace

Une révolution a lieu depuis quelques années dans les campagnes. Aux agronomes des instituts techniques et services agricoles viennent s'ajouter les vulgarisateurs du secteur marchand.

Sur le terrain, les firmes de produits phytosanitaires et d'engrais développent des réseaux de technico-commerciaux.

C'est par exemple le cas de l'entreprise privée ACI de Chérâga ou de ProFert dirigée par les frères Meziani et basée à Béjaïa.

De leur côté les principaux possesseurs de moulins mettent en place des réseaux d'appui technique à de gros céréaliers afin de produire en quantité mais aussi en qualité du blé dur.

Le conseil technique auparavant cantonné à de la simple diffusion d'information est aujourd'hui accompagné d'un acte marchand.

Il en est profondément modifié positivement dans son efficacité. La dynamique en cours a trouvé un cadre original sous forme de clusters régionaux : les CRIC.

Une palme particulière est à réserver à Eriad et au Groupe Benamor. Celui-ci a initié la mise en place de réseaux d'appui aux agriculteurs.

Enfin, Mme Djamilâ Ikhneche, du groupe Eriad, a indiqué à la presse que cette entreprise allait mettre sur le marché une farine de blé tendre importée enrichie à 30% de semoule de blé dur produite localement. Cela permettant de réduire les importations.

Les universitaires, des remplaçants sur le banc de touche

Des universitaires s'illustrent par des innovations remarquables. On peut noter ainsi les résultats de Mme SATI de l'université de Batna qui montrent que l'application de boues résiduaires permet de doubler le rendement du blé.

Mr Arezki Meckliche de l'ex-INA El-Harrach a montré que des fongicides et des pulvérisations foliaires d'engrais doublent le rendement de l'orge. Mr Hamenna Bouzerzour au sein d'une équipe à Sétif propose avec succès l'abandon du labour et l'utilisation du semis direct qui améliore le rendement et permet de lutter contre l'érosion.

D'autres anonymes montrent l'intérêt de mieux utiliser les engrais azotés ou phosphatés en sols calcaires. Cependant, pas assez écoutés, pas assez intégrés ces pionniers restent parfois sur la touche, tels des remplaçants sur leur banc...

Paysans, des ramasseurs de balles

Tous ces moyens financiers et techniques sont mis en œuvre par les céréaliers. Jamais on ne pourra assez louer leurs efforts, (ensemencant) chaque année leurs parcelles (même) au risque de voir la sécheresse réduire à néant leurs efforts sans possibilité de récupérer la mise de départ (frais de labour, engrais, semences).

Etrangement ces acteurs de premier plan, bien que contribuant fortement au succès de la filière sont mis en retrait.

En effet, existe-t-il des instances où les céréaliers ont leur mot à dire? A distribuer des crédits? A gérer des agronomes? Comme le note dans un de ces articles l'agroéconomiste Omar Bessaoud, le « dirigisme administratif » offre peu de place à des élus représentatifs des paysans en Algérie.

Combien des céréaliers, membres du prestigieux club des 50 quintaux du MADR, une fois les flashes de la cérémonie annuelle de remise des distinctions (passés) accèdent à des postes de responsabilité dans leur région?

Quelles responsabilités professionnelles sont proposées à Mr Abdelkrim Salmi de Négrine (Wilaya de Tébessa), lui qui a obtenu un rendement de 84 quintaux/ha ou à Mr Mostfa Benouis qui dépasse les 60 quintaux dans la wilaya de Relizane?

En France de tels céréaliers seraient membre du Conseil d'Administration de la coopérative céréalière locale ou du CA de la Chambre d'Agriculture.

Il faut faire passer les agriculteurs les plus aptes à prendre des responsabilités du statut de ramasseur de balles à celui de donneur d'ordres et de coach.

Mettre les bons joueurs au poste adéquat

Les progrès en matière d'augmentation des rendements céréaliers sont tangibles. Certes, comme le faisait remarquer l'agro-économiste Slimane Bedrani, dans un article de la presse nationale, avec toutes les sommes investies on aurait pu faire mieux.

Faut-il désespérer? Nous pensons que la situation actuelle n'est que la résultante des forces socio-économiques en présence. Pour faire progresser les choses, à chacun de s'engager. Comment?

L'artisan soudeur peut mettre au point des dispositifs

permettant d'améliorer les outils du céréalier.

L'universitaire, grâce à internet, peut partager le fruit de ses recherches. L'ingénieur et technicien de terrain peuvent accélérer les procédures administratives et aller plus vers les céréaliers en pratiquant l'enregistrement de performances et en faisant connaître, comme le fait avec les éleveurs le groupe Danone, les meilleures pratiques de terrain.

Quant aux agriculteurs... Qu'il nous soit permis de citer cette image vue dans un film algérien du début des années 70.

Dans un village reculé, un personnage demande à des villageois ce qu'il en est de leur relation avec les autorités politiques. La réponse fuse : « ma djaw lal 'anedna, ma rohna lihoun » (ni ils sont venus vers nous, ni nous ne sommes allés vers eux).

Nous pensons que c'est aux agriculteurs de tout mettre en œuvre pour bâtir des organisations professionnelles représentatives et par exemple développer un

mouvement coopératif authentique.

Malgré le défaitisme ambiant, la filière céréale constitue actuellement une dream team remarquable. De nouveaux succès sont possibles. Il faut pour cela mettre les bons joueurs au bon endroit.

1« Khaled Yacine Bachtarzi. Meilleur producteur céréalier à Guelma ». El Watan du 19/06/2012.

2« 44 céréaliculteurs se distinguent en produisant plus de 50 quintaux de blé par hectare ». Djilalli Harfouche. Quotidien La Nouvelle République. 2011.

3L'idéal c'est qu'ils soient également fabricants de petit matériel

4Grâce à leur matériel les CCLS peuvent assurer les labours, semis, traitements et récoltes.

DREAM TEAM CEREALES, DU NOUVEAU.

Ou comment apprendre à jouer collectif

DREAM TEAM CEREALES, DU NOUVEAU. Ou comment apprendre à jouer collectif.

D .BELAID 22.05.2014

Au risque de désespérer certains, quelques échos de notre dream team céréales. Pourquoi dire « désespérer » ? Car, si « globalement » il y a de relatifs progrès, combien de dysfonctionnements sont visibles sur le terrain. Notre propos n'est pas d'essayer de les cacher. Mais nous n'oublions pas les efforts quotidiens de cadres pour qui le « patriotisme économique » n'est pas un vain mot. Ces cadres se battent pour trouver des solutions spécifiques dans un environnement administratif parfois lourd. A ce titre ils méritent toute notre considération. Rendons hommage à leurs efforts, à leur persévérance. Malgré l'adversité, ils ne renoncent pas. A ce titre, ils sont notre « Dream Team ».

DREAM TEAM : FARINE MIXTE DE FARINE ET SEMOULE

Chacun sait que nous produisons plus facilement du blé dur (BD) que du blé tendre (BT). Le BD est mieux adapté aux conditions locales de déficit hydrique. Abdelkader Téta nous apprend ce jour dans les colonnes d'El Watan que l'Eriad de Ksar El Boukhari a récemment procédé « au test de préparation de la baguette de pain à base d'une nouvelle formule de farine composée de 70% de blé tendre et 30% de blé dur ». Une telle farine permettrait de réduire les importations de BT. « La boulangerie des frères Bacha de Médéa, lauréat du concours du Meilleur boulanger en 2013, a été choisie pour fabriquer les premières fournées de ce pain à base de ces ingrédients » précise le journaliste. En plus de l'avantage de réduire les importations de BT « le prix du quintal de farine diminuera à la vente, puisqu'il sera cédé à 1880 DA au lieu de 2000 DA actuellement. Les boulangers qui utiliseront cette farine feront donc des économies, et le prix de la baguette sera maintenu à 7,50 DA pour le consommateur ». Terminant son article, AEK Téta rapporte que des tests de dégustation ont été concluants. Pour ceux qui ne connaissent pas le pain de semoule au blé dur « khobz ed-dar » qu'ils essayent d'en préparer dans un gas'a[1] avec de l'eau et de la levure de bière comme cela se prépare dans les familles de l'Est du pays. « Khobz ed-dar » se présente sous forme de grosses galettes sur lesquelles est badigeonné du jaune d'œuf et mis des grains de nigelle. Enfant, à Batna, je me régalaïs de la vue de ces plateaux « sni » de tôles,

qui à l'approche de l'Aïd convergeaient vers les fours des boulangeries. Tremper une tranche de ce pain dans son bol de café au lait le matin était un vrai délice. Idem que déguster une chorba frik[2] chaude épicée de persil avec une tranche de ce pain de semoule maison. Que le BD soit remis à l'honneur honore la filière et nous réconcilie avec des traditions culinaires millénaires de terroirs. Les initiateurs de ce projet sont à féliciter. Ils réhabilitent la semoule algérienne, la mettant au même pied d'égalité que ces farines venues d'au-delà des mers.

DREAM TEAM OAIC, PLUS DE SEMENCES CERTIFIEES

Une autre bonne nouvelle. L'APS annonce ce jour que « l'OAIC lance un appel d'offres pour réaliser 17 stations de conditionnement de semences de céréales ». Au même titre que les efforts de cet office pour promouvoir l'irrigation d'appoint des céréales, Mr Mohamed Belabdi, DG de l'OAIC poursuit là un objectif stratégique : mettre à la disposition des céréaliers des semences triées et traitées contre les maladies et prédateurs. En matière d'optimisation céréalière, en Algérie, l'entrée du progrès dans les exploitations agricoles ne commence pas par la visite d'agronomes. Non pas que nous n'en ayons pas. Mais nous avons ce malin plaisir de les cacher à la vue des agriculteurs et de les cantonner dans des bureaux. Grâce aux efforts de l'OAIC et des cadres de l'ITGC qui dans leurs stations produisent de la semence de base, le progrès agronomique rentre dans les fermes par la semence. Ce progrès commence par une semence d'une variété productive, adaptée à nos conditions, intéressante pour la transformation et saine. Il faut savoir que traditionnellement les agriculteurs gardent une part de leur récolte pour les semis de l'année suivante. Le problème est qu'en l'absence de désherbage, à la récolte, aux grains de blé sont mêlés des graines de mauvaises herbes. Et souvent l'agriculteur sème en même temps que son blé des graines de mauvaises herbes. Elles viendront concurrencer le blé. Cela peut diminuer les rendements de 50%. Peu d'agriculteurs passent leurs graines à travers des « tamis » industriels. Or, ces « tamis » permettent actuellement de séparer totalement les grains de céréales de ceux de mauvaises herbes. Certaines de ces installations fonctionnent même par tri optique.

Outre un tri mécanique, l'OAIC traite ces semences contre les attaques d'insectes et de champignons microscopiques protégeant ainsi la plantule. Il s'agit là d'un progrès considérable contre les maladies. Certes, cette protection ne couvre pas tout le cycle de la plante, mais elle lui permet de démarrer dans de bonnes conditions. C'est ensuite à l'agriculteur d'assurer les traitements phytosanitaires adéquats en fonction des ravageurs présents.

Il est à remarquer que l'appel d'offre de l'OAIC est également ouvert aux compétences nationales. Il est à espérer que des entreprises locales proposeront leurs services. Car, disons le, assurer le tri de graines à travers des « tamis » n'est quand même pas si sophistiqué que cela. De même qu'appliquer un produit chimique sur des graines peut se faire avec une simple bétonnière. Et bon nombre d'agriculteurs français utilisent cette solution.

www.youtube.com/watch?v=N-oqfVDvAnQ

Certes, la tâche se corse lorsqu'il s'agit de trier et traiter des milliers de quintaux de graines. Des dispositifs adéquats sont nécessaires. Et on peut comprendre l'appel d'offres de l'OAIC. Mais on peut s'étonner que ce secteur ne soit pas l'objet de toutes les attentions des services concernés.

Que ce soit les sociétés de machines agricoles du groupe public PMAT ou des établissements privés tel Djoudi métal, il existe des compétences. Il serait opportun que l'OAIC ou ses CCLS et le secteur de la transformation qui se plaignent de la présence de graines de mauvaises herbes dans les livraisons de blé des agriculteurs prennent des initiatives locales afin de développer de tels matériels. On pourrait également envisager la mise au point de petites unités mobiles parcourant les exploitations afin d'améliorer la semence de fermes. Comme le font des céréaliers étrangers ; ainsi une part des semences serait régulièrement renouvelée à travers celles achetées à l'Oaic et une autre part proviendrait des champs de l'agriculteur. Il faut savoir que les semences certifiées coutent plus cher et que parfois elles ne sont pas toujours disponibles au moment optimum pour les semis. Or, un semis tardif signifie des quintaux en moins. Pourquoi ne pas proposer de telles unités mobiles à des jeunes de l'Ansej?

www.youtube.com/watch?v=C1V1YLiEoIU

NE PAS BOUDER NOTRE PLAISIR, MAIS ADOPTER LA DEMARCHE « CLUSTER »

Qu'à cela ne tienne. Ne boudons pas notre plaisir! Des cadres nationaux agissent dans le sens d'une satisfaction des besoins de tous. Certes, les démarches

ne sont pas identiques. Dans le cas du mélange farine-semoule de l'Eriad, il s'agit d'une ingénierie meunière innovante et jamais essayée. Dans le cas des unités de production de semences, il s'agit de la politique du carnet de chèque. On passe commande vers l'étranger. Certes, dans un but louable, mais n'y-a-t-il pas des solutions de type « cluster » ou l'appel à la sous-traitance et l'appel d'abord à des entreprises DZ ainsi qu'à nos universitaires pour trouver des solutions. A quoi sert sinon l'Ecole Polytechnique et les écoles assimilées? A quoi servent les départements « machinisme agricole » de nos écoles d'agronomie ? Il est temps de penser cluster !

A cet égard, il est à signaler un excellent document de l'Unido actuellement en ligne sur le net : « Diffusion de la démarche cluster dans trois pays du Maghreb ».[3] Ce document est à télécharger par toute personne qui s'intéresse aux moyens de lancer des initiatives locales de développement. Le document traite de cas agricoles ou industriels algériens. Voyons comment décliner une telle démarche pour le sujet qui nous intéresse ici.

Le DG de l'OAIC, a pour mission de sa tutelle des objectifs d'amélioration immédiats de la production de semences. Il agit en conséquence. Cela est louable. Et en aucun cas, on ne peut lui jeter la pierre. Mais, en parallèle à de tels appels d'offres que risquent de rafler des entreprises étrangères, il nous faut apprendre à agir sous forme de cluster. Il nous faut apprendre à mobiliser les compétences locales et créer de l'emploi pour les jeunes. Allons-nous laisser à nos jeunes chômeurs comme seules perspectives la gestion de parkings informels ?

Wach ? Des entreprises locales seraient capables de fabriquer 30% d'une voiture Renault, d'un camion Mercedes, d'une moissonneuse-batteuse SAMPO, d'un 4x4 blindé pour l'ANP et nous ne serions pas capables grâce à une bielle de mouvoir de gauche à droite une série de grilles séparant grains de blé et petites graines rondes de mauvaises herbes ? Personnellement, comme beaucoup, j'ai du mal à l'admettre. Ce qu'il nous faut, c'est cette prise de conscience que la rente pétrolière n'est pas illimitée. Il faut savoir jouer collectif et passer le ballon entre nous.

L'OAIC, une CCLS (proche d'une usine métallurgique publique ou privé), un moulin de céréales pourrait jouer le rôle d'agrégateur afin de lancer une production locale d'unité mobile de traitement de semences. Il pourrait fédérer, agréger les compétences locales : industriel, université, utilisateurs, banques. Déjà cette démarche a été développée à Bouira par des producteurs d'olives regroupés dans la Coopérative d'Huile d'Olives de Kabylie), des producteurs de lait autour de la laiterie Safi de Ghardaia ou encore à Rouiba l'Union Professionnelle de l'Industrie Automobile et Mécanique autour de SNVI.

Mais, dans une démarche de cluster l'agrégateur n'est pas obligatoirement une institution publique ou privée. Cela peut être une association de professionnels désirant influencer sur leur avenir économique. Dans une grosse région céréalière, cela peut être le regroupement de quelques exploitations agricoles se lançant dans la mise au point d'appareils de traitement de semences et progressivement faisant appel aux compétences d'artisans ou de petits industriels.

www.youtube.com/watch?v=OSwqUMHKyhc

Car, des initiatives paysannes, il y en a tous les jours : « Avec un peu de volonté, d'un poste à souder et du fer acheté à la casse, je viens de construire une bineuse qui m'a permis de semer et biner 10 hectares de fèves[4] ».

Nous pensons que la bataille de l'augmentation de la production agricole passe par la mobilisation de ces compétences. Combien gagnerait en efficacité la filière céréales en une action conjointe par exemple de CMA et de Toufik Trailer[5] pour produire des remorques agricoles à relevage hydraulique[6]. Ces deux entreprises ont des compétences dans la production de remorques. En unissant leurs efforts, elles pourraient mettre au point des remorques plus modernes permettant de réduire la pénibilité du travail à la moisson.

www.youtube.com/watch?v=OSbD9ZsYSDs

Témoignage

ETAT PHYSIOLOGIQUE DU BLE A TISSEMSILT

Un témoignage intéressant.

ETAT PHYSIOLOGIQUE DU BLE A TISSEMSILT D BELAID 20.04.2014

Un témoignage de terrain intéressant. Un grand bravo à ce cadre qui prend la peine de prendre la plume. Il mériterait une médaille.

"Au cours de nos tournée du 17 au 23 mars 2014 dans les wilayates de Tissemsilt, Tiaret et Saida , nous avons observé une grande variabilité de stades phénologiques entre parcelles de céréales (voir photo). L'écart entre les stades extrêmes est 35 jours entre début montaison et épiaison. Ceci n'est pas dû à une disparité en matière de pluie car parfois les parcelles sont voisines; de plus il y a des eaux stagnantes et et des sources qu'on croyait taries qui ont réapparu. La différence est due à l'itinéraire technique et en particulier l'apport phospho-azoté. Les eaux stagnantes sont dues à l'absence de travail profond du sol; la céréale en début montaison doit son retard à l'absence de fertilisation depuis 1987. La plante au milieu au stade 3 noeuds a profité d'une poche de paille enfouie. L'enfouissement intégral des chaumes peut fertilisation palier à l'absence de fertilisation. La plante en épiaison est celle d'une parcelle de démonstration de l'itinéraire technique de l'ITGC avec apport de fertilisation SSP en Septembre et d'urée en décembre. Cette valorisation des pluies par la fertilisation est visible partout sur les parcelles de semences encadrées par l'ITGC. La chambre de l'Agriculture devrait inciter ses ouailles à venir aux journées de vulgarisation et à plus d'enfouissement de chaumes ou résidus de légumineuses alimentaires. La chambre de l'agriculture devrait inciter les agriculteurs à l'application de fertilisation et d'engrais organique pour valoriser le niveau élevé des pluies renforcées par des rosées quasi quotidiennes".

POUR UN ENREGISTREMENT DES PERFORMANCES

Ce témoignage est intéressant car il entre dans la catégorie de « l'enregistrement de performance » ou enquête culture. Enregistrer, en cours de culture, ou après récolte les caractéristiques de l'itinéraire technique est essentiel. A partir de parcelles agriculteur, c'est à dire en dehors des stations d'essais, cet enregistrement permet de comparer les techniques les plus performantes. Pour avoir utilisé avec succès ce type de méthode chez de gros céréaliers du bassin parisien, il nous est possible de la recommander vivement. Quel avantage pour une variété, une date ou mode de semis, un programme herbicide ou fongicide?

L'enregistrement de performances sur une cinquantaine de parcelles permet d'y répondre sans recourir à l'arsenal des essais en station. Chaque technicien de secteur peut initier une telle démarche et après tri informatique sur un tableur disposer d'une manne d'informations qui lui permettra d'établir ses préconisations techniques.

QUEL TRAVAIL DU SOL ET FERTILISATION?

Le témoignage en question livre peu de détails sur l'itinéraire technique. Ainsi, les parcelles comparées ont-elles été semées à la même date? Quelques remarques cependant. Il est fait référence à l'enfouissement des chaumes afin de pallier à une fertilisation déficiente. Nous ne pouvons que souscrire à une telle démarche. En effet, c'est une aberration de n'opérer aucune restitution organiques au sol. Actuellement, outre l'exportation d'éléments minéraux à travers les grains, il faut tenir compte également des exportations par le biais des pailles et des chaumes « hadha mounekar » a pu dire d'une telle situation un technicien de terrain¹. Ajoutons que le labour provoque la minéralisation rapide de la matière organique des racines. Ainsi, du point de vue de la matière organique des sols (MOS), la céréaliculture algérienne fonctionne depuis des décennies avec des bilans négatifs. Il est donc essentiel d'envisager des restitutions. Notons que la solution peut être également d'opter pour des semis sous couverts ou le semis direct plus respectueux de la MOS.

Concernant la fertilisation de récents travaux montrent l'intérêt d'apporter au plus tôt le SSP, voire même de préférer le Mono Ammonium Phosphate.

DES CONSEILLERS DE CHAMBRE D'AGRICULTURE AU SERVICE DES AGRICULTEURS

L'auteur de ce témoignage a tout a fait raison d'interpeller les Chambres d'Agriculture (CA). Peu d'information filtrent sur leurs façons d'opérer. Et pour cause, peu de cadres de terrain prennent la plume. Pourtant, le conseil technique de CA devrait faire l'objet d'études universitaires et de plus d'analyses détaillées de la part de la presse². Sur le terrain existe actuellement un conseil technique assuré par des conseillers motivés et de proximité. Cependant, il concerne uniquement les produits de l'agro-fourriture: engrais et produits phytosanitaires. Certes, ci et là existent des conseillers des DSA, INPV, ITGC qui pratiquent un conseil de proximité. Malheureusement,

celui-ci reste rare et épisodique car ces conseillers ont à mener en parallèle d'autres missions. Aussi, il nous semble que seuls des conseillers techniques de CA peuvent apporter un conseil efficace. Il faudrait pour cela que les CA gagnent en représentativité en autonomie de gestion et de financement. Pourquoi ne pas leur ré-affecter une partie des rentrées fiscales provenant du secteur agricole³ et leur permettre leur propre recrutement de conseillers technique de terrain? Pour cela, les CA devraient être plus représentatives. Par ailleurs, une école de formation spécifique aux élus paysans devrait leur permettre un perfectionnement à la gestion.

1« hadha mounekar » peut être traduit de l'arabe par « c'est un mal absolu ». Voir sur you tube « Agriculture de conservation en Algérie Partie 1 et 2.

2Il est regrettable de noter au niveau de la presse l'absence de spécialisation des journalistes sur les thèmes économiques et notamment agricoles..

3En France, les ressources des CA proviennent de l'impôt sur le foncier non bâti.

ALGERIE, APPRENDRE A CULTIVER AVEC MOINS DE PETROLE

En Algérie nous avons (encore) du pétrole et des ... idées.

ALGERIE, APPRENDRE A CULTIVER AVEC MOINS DE PETROLE

En Algérie nous avons (encore) du pétrole et des ... idées.

Djamel Belaid 11.05.2014

L'aisance que permet la rente gazière et pétrolière ne durera pas éternellement. En date du 10 mai, le quotidien La Nation-DZ publie à cet égard un article alarmant : "La programmation de la lente agonie de la nation Algérie". Quelle que soient les échéances et les responsabilités, il est du devoir de chacun et en particulier des agronomes et membres des filières agricoles de se préparer à cette éventualité. Je me rappelle alors étudiant en agronomie être tombé sur un article sur le coût énergétique d'un quintal de blé produit alors par l'agriculture intensive française. Gros tracteurs gourmands en carburant, engrais azotés, produits phytosanitaires, ... faisaient rapidement monter la note en énergie. Qu'en est-il chez nous et comment y remédier? Comment cultiver avec moins de subventions liées à la rente et en consommant moins de pétrole ?

ANTICIPER UNE EVENTUELLE REDUCTION DES SUBVENTIONS AU SECTEUR AGRICOLE

Une réduction des moyens financiers du pays se traduirait par une baisse des subventions au secteur agricole. Notamment une réduction du prix des céréales à la production et du soutien aux intrants. Il s'agit donc pour les céréaliers d'examiner les postes qui grèvent le plus leur marge nette mais aussi ceux en lien avec le facteur énergétique.

Question traction, il est évident qu'il s'agit de trouver un moyen de réduire les consommations en gazoil. Il ne sera pas possible de réduire ces consommations pour les opérations de récolte. Mais l'abandon du labour avec son remplacement par des techniques culturales simplifiées ou par le semis direct constitue la principale réduction des consommations en carburants. Comparant ces différentes techniques, Mr Bouguendouz Abdelghani* arrive aux coûts de mécanisation suivants par hectare : 8700 DA pour le semis conventionnel, 6000 DA et seulement 4500 DA pour le semis direct.

semis direct en Algérie

www.youtube.com/watch?v=VnzXr7yg3pk

En petit maraichage et agriculture de montagne, des initiatives montrent que la traction attelée modernisée peut être une solution pour des cas spécifiques.

Concernant les stations de pompage d'eau, et les pivots il peut être fait appel au solaire (<http://youtu.be/dpTAT9aFJoU>). Ce type de solution existe déjà en Espagne et aux Etats unis. En Algérie, en moyenne, pour un hectare de céréales irriguées, la facture de la Sonelgaz en électricité est de 3100 DA**. Le Haut Commissariat au Développement de la Steppe développe déjà l'équipement solaire de points d'eau isolés destinés à l'abreuvement des troupeaux d'ovins (<http://youtu.be/MGX7RxDebqs>). Au Maroc, le solaire fait l'objet également d'applications concrètes (<http://youtu.be/4j6k2dmvIHk>).

Idem concernant l'alimentation des bâtiments d'élevage. Il serait intéressant que des sociétés d'équipement des toitures des bâtiments agricoles en panneaux solaires voient le jour. Dans le sud de la France, il n'est par rare de voir la toiture des étables ou des coopératives viticoles bardées de tels panneaux. Avec la baisse du coût des panneaux solaires chinois, la prochaine fabrication locale de ces panneaux, batteries et onduleurs il y a là de quoi exploiter le taux d'ensoleillement exceptionnel local.

PASSER DES ENGRAIS CHIMIQUES AUX ENGRAIS BIOLOGIQUES ?

Mais c'est dans le domaine de la fertilisation que des progrès rapides peuvent être consentis. Le coût de la fertilisation des céréales est variable selon les situations considérées. Des études font part de 5800 DA/ha (**). On peut remplacer une partie des engrais azotés par des légumineuses. Il faut savoir qu'associer une molécule d'azote à de l'hydrogène demande de fortes pressions et températures. Choses faites dans les usines d'engrais de Fertial. Or, les cellules des racines de légumineuses savent réaliser biologiquement cette opération sans ces folles dépenses d'énergie. Il peut donc être possible d'apporter aux cultures de l'azote simplement en intégrant dans la rotation des légumineuses. Des travaux montrent qu'il est même possible de cultiver des céréales en les associant à une légumineuse.

www.youtube.com/watch?v=oidvbVQ6NmY

Association blé-lupin

www.youtube.com/watch?v=of381ZrgqpQ

Il est également possible de remplacer au moins partiellement les engrais azotés et PK par des amendements organiques. Mais cela implique que toute une stratégie soit mise en oeuvre dès maintenant. Il s'agit de commencer à mieux mobiliser les boues résiduelles indemnes de métaux lourds, les composts de déchets verts, le bois raméal fragmenté (BRF). A cet égard, il s'agirait dès maintenant de planter des haies en bordure de champs afin, par la suite, de broyer le petit bois obtenu et d'en faire des copeaux à composter.

UN AUTRE ROLE POUR LA FORET ALGERIENNE

Nous pensons que la forêt algérienne serait à mieux utiliser. Celle-ci ne doit pas constituer un sanctuaire mais une réserve dynamique de biomasse. Alors que les incendies la ravagent régulièrement, est ce que l'exploitation des sous-bois ne permettrait pas de lutter contre les incendies et de fournir des copeaux de bois qui une fois compostés serviraient aux plaines céréalières et au maraichage (<http://youtu.be/IERkHIupoHY>)? La question est posée aux forestiers. Nous pensons qu'il peut y avoir ainsi un autre rôle de la forêt: fournir des emplois (<http://youtu.be/HJd8ovjs4K4>).

Enfin la méthanisation de la biomasse peut permettre de produire du gaz méthane. Le problème est la biomasse actuellement disponible est faible (concurrence animale pour les pailles, besoins d'amendements organiques pour le fumier). Il reste à inventorier les sources possibles (telles les boues résiduaires et celles issues des industries agroalimentaires). Il est à noter que la méthanisation produit un reliquat qui peut en lui-même constituer un amendement organique pour les champs. A côté de grosses installations dans des stations d'épuration des eaux, il peut être envisageable de construire de petites installations rurales.

Domestic portable Biogas

www.youtube.com/watch?v=3th2bcqHbsk

EN GUISE DE CONCLUSION PROVISOIRE

En matière de céréales, les postes les plus couteux en énergie concernent les carburants, la fertilisation et la consommation électrique en cas d'irrigation. Des alternatives existent. Il reste à envisager leur financement et leur diffusion au milieu agricole.

Nous ne manquerons pas de revenir sur ce sujet ô combien fondamental.

Deux remarques hors du champ technique. La fin inéluctable et proche, selon l'article du Matin, indique que plus que jamais le secteur agricole doit bénéficier d'une bonne gouvernance. Par ailleurs, il est du devoir de la société civile (rurale et urbaine) de se sentir plus que jamais concernée afin que le patriotisme économique soit dorénavant le mot d'ordre. A ce sujet, on ne peut qu'applaudir la renégociation à la hausse du contrat d'approvisionnement en gaz naturel de la société mixte algéro-espagnole Fertial.

NOTES :

(*) Agriculture-de-conservation.com/Pratique-de-l-agriculture-de.html

Pratique de l'agriculture de conservation en zone semi-aride (wilaya de Sétif - Algérie). Bouguendouz Abdelghani - ferme pilote de Ser Sour - 2009

(**) MERABET Lamine 2011. Effet des politiques agricoles sur l'offre et les revenus des céréaliculteurs. Cas de la zone sud de Khenchela. Mémoire d'ingénieur. ENSA ex-INA El-Harrach.

nb: (ajout en 2020)

-Un paysan syrien raconte qu'avec le semis direct, avec la même quantité de carburant, il emblave 4 fois plus de superficie.

-le labour d'un hectare de terre nécessite 25 litres de carburants.

-nous achetons le gazoi à l'étranger au prix d'un dollar le litre et nous le cédon sur le marché national à 7 fois moins (selon Mr A ATTAR ex PDG Sonatrach).

ALGERIE, RECOLTE DE CEREALES 2014, UNE RECOLTE EN BAISSSE.

« La sécheresse qui a persisté durant le printemps »

ALGERIE, RECOLTE DE CEREALES 2014, UNE RECOLTE EN BAISSSE.

D.BELAID 26.07.14

S'exprimant à l'APS, Mr Abdelouahab Nouri a confirmé les décevants résultats de la campagne céréalière en cours. La production céréalière a chuté à environ 30 millions de quintaux contre près de 50 l'an passé. Selon le Ministre, la cause serait « la sécheresse qui a persisté durant le printemps ». Cette situation est dramatique. Elle l'est pour le Ministre qui ne fait pas mieux que son prédécesseur. Elle l'est également pour les producteurs et pour le pays qui devra importer. Radiographie d'une campagne céréalière difficile où la sécheresse aurait été déterminante.

LE TRAVAIL DES HOMMES DE TERRAIN

Les hommes qui sur le terrain et dans les wilayas ou à Alger ont préparé et réalisé cette campagne céréalière sont à saluer. Il est en effet difficile de cultiver du blé en Algérie. En hiver pour les labours-semis, assis toute la journée sur un tracteur sans cabine et sans chauffage, il faut affronter le froid mordant des hauts plateaux. En été, il faut procéder à la récolte sous une chaleur infernale et dans l'irritante poussière de blé.

Un salut donc à ces travailleurs du secteur public et privé qui ont, durant de longues heures, labouré, semé puis enfin récolté; attelé à l'opération « machkar » durant laquelle il faut porter des journées entières de lourds sacs de blé sur l'épaule. Un salut aux agriculteurs du secteur public et privé qui ont investi dans le labour, les engrais et les semences sans finalement tirer tout le bénéfice attendu.

Un salut enfin aux ouvriers de l'ombre et aux cadres qui à tous les échelons, dans leurs bureaux en région ou à Alger n'ont pas ménagé leur peine pour assurer la disponibilité en engins, en semences engrais et produits phytosanitaires.

UN CONTEXTE CLIMATIQUE DIFFICILE

Cultiver des céréales en Algérie n'est pas facile. Certes les pouvoirs publics subventionnent comme jamais cela n'a été fait la filière céréales. Mais il faut compter avec

un climat capricieux: sécheresse automnale qui retarde les semis traditionnels¹, hiver glacial et parfois gel printanier qui peut anéantir les épis en formation, sécheresses printanières ou de fin de cycle qui réduisent dramatiquement le nombre de grains par épis et le poids spécifique à la récolte.

Il faut compter également avec le réchauffement climatique. Selon Kamel Mostefa-Kara et Hakim Arif², la plupart des régions céréalières ont perdu une centaine de millimètres de pluie ou plus ces dernières cinquante années « le niveau des précipitations enregistrées à la station de Constantine est passé de plus de 770 mm en 1923 à 550 millimètres en 2007. À Alger, la pluviométrie est passée, sur la même période, de 1 000 mm à moins de 800 mm par an. Dans la région ouest, la station d'Oran, où les précipitations avoisinaient 500 mm dans les années 1920 et 1930, a enregistré entre 300 et 400 millimètres durant les années 2000. La pluviométrie dans la région de Saida (ouest) est passée de 300 mm en 1964 à 100 mm seulement en 2004 ».

UN CONTEXTE ORGANISATIONNEL ENCORE PEU PERFORMANT

Disons le tout de go. Le contexte dans la filière céréales n'est pas à son meilleur niveau d'organisation, même si les progrès sont là. Certes les pouvoirs publics et les cadres de terrain déploient des efforts considérables: subventions et politique de concessions agricoles. Mais il manque l'essentiel: de puissantes organisations professionnelles réellement représentatives des agriculteurs. Où sont les Ceta³ tel celui de Sidi Bel Abbès qui dans les années cinquante encadraient les céréalières leur prodiguant conseil et réalisant un échange des pratiques agricoles entre agriculteurs de pointe et les autres? Où sont les Groupes de Développement Agricoles comme ceux qui existent en Tunisie? Pour l'avoir vécu et pratiqué dans le Bassin Parisien, rien ne vaut le conseil technique de Chambre d'Agriculture: des cadres proches du terrain et dépendants directement d'élus agricoles représentatifs.

Où sont les structures de suivi technique des « coopératives » CCLS comme cela existe à l'étranger? Actuellement, les céréalières sont pratiquement livrés à eux même. Heureusement que progressivement, grâce

aux efforts de formation des pouvoirs publics et grâce à la coopération se montent des réseaux de technico-commerciaux dépendants de firmes d'agro-fouritures. Ces personnels dispensent de réels conseils techniques⁴. Autre point positif. L'énorme effort de financement de la part des pouvoirs publics avec des prêts de campagne sans intérêt, des intrants aux prix soutenus et des prix à la production des céréales très rémunérateurs. Citons également le rôle des CCLS dans la location de matériel, fourniture d'intrants et de réception des récoltes, avec une nette amélioration du service rendu aux agriculteurs.

UN CONTEXTE TECHNIQUE ENCORE INSUFFISANT

La céréaliculture algérienne a réalisé ces dernières années de nets progrès. En témoigne le passage de la production locale au dessus des 50 millions de quintaux. Du jamais vu depuis l'indépendance. En dépit de l'emploi accru de semences certifiées⁵, engrais et phytosanitaires, des progrès restent à réaliser afin de résorber les points noirs.

Selon les chiffres fournis par l'OAIC et malgré les réels efforts de cet office, tous les agriculteurs n'utilisent pas des semences certifiées. Les engrais sont chers. La fertilisation phosphatée reste souvent inadaptée à cause de l'emploi de superphosphate en sol calcaire. Les engrais azotés sont essentiellement constitués par de l'urée dont l'emploi est moins souple que l'ammonitrate. Les apports sont rarement fractionnés.

En matière de désherbage chimique à peine un tiers des superficies est concerné. Quant aux fongicides, insecticides et engrais foliaires leur emploi progresse lentement.

Or, divers essais le montrent. Seul un itinéraire technique de qualité est à même de permettre une hausse des rendements. A Sétif, l'apport d'amendement organique sous forme de boues résiduaires a permis, dans des essais, de doubler les rendements.

L'irrigation d'appoint si utile en conditions de déficit hydrique reste encore confidentielle malgré les efforts de l'OAIC qui propose même aux céréaliers de rembourser leur emprunt par des livraisons de grains.

Quant au travail du sol, il reste pénalisé par d'anciennes méthodes inadaptées au contexte local. C'est le cas du labour. Il assèche le sol et ne permet pas de conserver l'humidité des pluies comme le permet le semis direct. Celui-ci reste limité à quelques exploitations pionnières. Pourtant il permet une réelle baisse des frais d'implantation des cultures et de semer à temps. Car trop souvent les semis s'éternisent jusqu'en décembre.

DES REFERENCES TECHNIQUES CONNUES

Il ne s'agit donc pas de rechercher des solutions

nouvelles. Les techniques qui permettraient de faire progresser significativement les rendements sont connues. C'est la mise en oeuvre qui est déficiente. Certaines exploitations présentent déjà régulièrement des rendements au delà des 50 quintaux en blé dur. Les exploitants sont le plus souvent des agri-managers très au fait de la technique et en contact étroit avec les technico-commerciaux des firmes d'agrofouriture. Dans le Constantinois des agriculteurs leaders tels les Bachtarzi⁶ ou Benhamadi utilisent couramment le semis direct, les désherbants ou l'irrigation d'appoint et les fongicides. A côté vivent de petites exploitations où la semence est enfouie au cover-crop et où l'agriculteur ne reviendra sur la parcelle qu'à la récolte. Sur ces parcelles qui constituent la majorité des surfaces, engrais et phytosanitaires sont quasiment inconnus. Le relèvement des prix à la production a permis à ce type d'exploitations de continuer à produire du blé dur et de l'orge, mais louer un tracteur pour semer puis une moissonneuse-batteuse ampute l'exploitant d'une bonne part des revenus que pourrait lui assurer les céréales.

Augmenter la production céréalière signifie donc aller vers ces céréaliers dont le revenu est en partie assuré par l'élevage ovin. Comment le faire en absence d'associations professionnelles et de coopératives au sein desquels la participation de ces petits agriculteurs aurait pu donner du sens à l'intensification céréalière.

Que s'est-il passé ce printemps sur ce genre de parcelles menées en système extensif? Là où les semis ont été tardifs et réalisés avec des semences non certifiées; là où la fertilisation et la lutte contre les mauvaises herbes a été absente? Les plantes se sont développées tardivement puis ont été concurrencées par les adventices pour le peu d'eau encore disponible dans le sol. Des parcelles ont commencé à dépérir. Voyant cela, certains céréaliers ont transformé ces parcelles en zones de pacage pour leurs troupeaux. A l'incertitude climatique touchant les céréales, ils ont préféré miser sur la certitude de revenu que leur procurent leurs bêtes. Au niveau de l'itinéraire technique il aurait fallu créer les conditions pour mieux économiser et valoriser le peu d'eau existant dans le sol. Et pour cela, des techniques existent.

DANS L'IMMEDIAT QUE FAIRE?

Dans l'immédiat afin de ne pas succomber au découragement, il s'agit d'analyser la campagne écoulée wilaya par wilaya, daïra par daïra ou silo par silo. Cela ne se fait pas actuellement. Il n'y a pas de tradition de bilan technique de campagne⁷ en Algérie. Pour cela, des enquêtes cultures avec détail de l'itinéraire technique suivi par les céréaliers⁸ et rendement obtenu à la parcelle peut permettre de cerner les dysfonctionnements et la part à attribuer à la

sécheresse. Cela commence à être mis en oeuvre au niveau de certains réseaux qualité blé liés aux organismes privés de transformation des céréales. Cet enregistrement de performances et la comparaison entre les pratiques des agriculteurs ayant obtenus les meilleurs rendements par rapport à la masse des autres exploitants peut permettre de déterminer des axes de travail prioritaires pour la prochaine campagne. Pour les techniciens, cette méthode permet également de tirer des préconisations adaptées et écoutées par les producteurs puisqu'elles proviennent de parcelles en situation réelle et non pas d'essais en station d'expérimentation. En procédant ainsi, l'encadrement technique peut gagner ses lettres de noblesse et acquérir la confiance des agriculteurs. Il faut le faire tout de suite dès que la moisson est terminée. Les céréaliers ont besoin par exemple, de savoir quelles variétés ont donné le plus de rendement ou quelle date de semis est préférable pour chaque variété.

Ensuite, il s'agit de réduire les coûts de production afin de maximiser la marge brute à l'hectare. Surtout pour les petits paysans obligés de recourir à la location de tracteurs. Quel drame pour ces producteurs qui ont investi en frais de labour, engrais et semences et qui finalement ont été confrontés à des cas de sécheresse comme celle de cette année. Comment dans de telles conditions d'incertitude leur demander de mettre plus d'engrais et d'acheter des semences certifiées plus chères que leurs semences de ferme? Il existe des solutions pour sortir de ce cercle vicieux: le non labour avec semis direct. Outre la réduction des coûts de mécanisation, cette technique permet de mieux économiser l'eau du sol. Ainsi, est levée l'incertitude vis à vis du risque de sécheresse printanière⁹. Des cadres de l'ITGC, dont son directeur, s'échinent à faire connaître cette technique adaptée au climat semi-aride local. Mais qui les écoutent au MADR et à l'OAIC¹⁰? Ces décideurs ont-ils pris conscience des 100 mm de pluie qui ne tombent plus du fait du réchauffement climatique?

Enfin pour le moyen terme, il s'agit de basculer une partie des postes des DSA vers les Chambres d'Agriculture. Seul des techniciens basés au plus proche du terrain avec un contrôle par des élus paysans démocratiquement désignés par la base permettra un suivi technique de qualité. Il faut pour cela aller étudier le fonctionnement de tels organismes à l'étranger¹¹ et former des cadres paysans. Une telle démarche n'est pas aisée. D'autant plus que l'actuelle aisance financière permet de déverser sur le secteur agricole moult subventions attirant des appétits particuliers féroces. En attendant, que peuvent apporter les meuneries et les semouleries? Face à l'absence d'un encadrement technique de terrain efficient, certains d'entre eux tel

Groupe Benamor ou El Hadj Keraguel Abdelkrim¹² à Sétif ont mis en place des réseaux de suivi des agriculteurs. Faut-il penser à une politique de contractualisation pour les céréales comme cela est le cas pour la tomate industrielle?

C'est seulement au prix de mesures techniques et organisationnelles que la production de céréales continuera à augmenter. Les conseillers ministériels, véritables techniciens, ont le devoir de l'expliquer aux « politiques ». Ainsi donc « la sécheresse » n'explique pas tout....

Notes :

1 Nous reviendrons sur cet aspect en abordant la technique du non labour avec semis direct qui permet en partie de s'affranchir de ce problème.

2 Auteurs de « État des lieux, bilan et perspectives du défi du changement climatique en Algérie », paru aux Éditions Dahlab en 2013.

3 Centre Technique d'Etudes Agricoles ou Groupe de Développement Agricole qui au niveau d'un secteur regroupe sur une base volontaire des agriculteurs pour des échanges techniques.

4 Il faut voir sur le net les vidéos montrant la qualité des rencontres sur le terrain entre ces technico-commerciaux et les cadres et agriculteurs.

5 L'excellent travail de sélection et de production de semences de base au niveau des stations ITGC est à noter.

6 Khaled Yacine Bachtarzi. Meilleur producteur céréalier à Guelma. « Je m'inspire beaucoup des techniques françaises ». El Watan du 19/06/2012.

7 Voir nos précédents articles sur les « enquêtes de culture » et la notion d'enregistrement de performances.

8 Pour commencer, une cinquantaine de parcelles enquêtées peuvent suffire.

9 Une autre façon de lever cette incertitude est de disposer d'irrigation d'appoint. Cependant, cela nécessite d'investir dans un asperseur et de disposer d'un point d'eau.

10 En Tunisie la société Cotugrain importatrice de ce genre de semoirs met en place des essais directement chez les agriculteurs. Ceux-ci voyant l'avantage apporté, surtout en année de sécheresse, ils ont immédiatement opté pour le semis direct.

11 Mais comment le pourrait-il? La formation des ingénieurs agronomes ne prévoit pas de stages à l'étranger.

12 Dans le cadre d'un réseau qualité blé, ce transformateur basé à Sétif a l'ambition de faire passer les rendements céréaliers de 14 à 20 qx/ha.